

## Coup d'État au Suriname

LIRE PAGE 16

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 2,30 F; Tunisie, 2,20 F; Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique, 17 fr.; Canada, \$ 1,10; Côte d'Ivoire, 255 F CFA; Danemark, 4,75 kr.; Espagne, 50 pes.; États-Unis, 55 c.; France, 40 fr.; Grèce, 170 dr.; Irlande, 125 sh.; Italie, 200 L.; Liban, 300 p.; Luxembourg, 17 fr.; Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal, 20 esc.; Royaume-Uni, 225 F CFA; Suède, 2,75 kr.; Suisse, 1,20 fr.; U.S.A., 55 c.; Venezuela, 30 bs.

Tarif des abonnements page 2  
5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 420743 PARIS  
Tél. : 246-72-23

### BULLETIN DE L'ÉTRANGER

## Amère victoire de M. Carter

M. Carter est décidément meilleur candidat que président. Il a fait preuve d'un sens politique plus sûr que celui qu'on lui connaît habituellement en faisant dans son discours d'acceptation de l'investiture démocrate à la convention de New-York, jeudi 14 août, sur les dangers que présenterait selon lui, pour l'Amérique et pour le monde, l'élection de M. Ronald Reagan.

M. Carter, qui avait en l'intention juste, en 1976, de faire campagne contre Washington au nom de l'Amérique, de la simplicité et du cœur, sait bien qu'il lui est impossible de renouveler l'opération. Il lui faut cette fois présenter un bilan. Pour échapper à cet exercice périlleux et qui risque de se révéler décevant, quelle meilleure solution que de se prendre au « belvédère » supposé de M. Reagan et à l'« optimisme » des républicains en matière économique ?

En faisant passer sur ses concitoyens le frisson de l'éventualité d'une troisième guerre mondiale en cas de victoire de M. Reagan, M. Carter touche assurément une corde sensible.

Le candidat républicain, qui ne s'est guère intéressé jusqu'ici à la politique étrangère, a par conséquent des propos inquiétants sur les moyens auxquels il envisage d'avoir recours pour riposter aux actions unilatérales des Soviétiques ou de leurs alliés. Il a ainsi proposé un blocus maritime de Cuba en réponse à l'invasion soviétique de l'Afghanistan. Il a en outre une étrange proposition à l'égard de la Russie nationale et sociale dans le tiers-monde, ne voulant voir partout que la main de Moscou.

M. Reagan n'est cependant pas — on n'est plus — l'épouvantail que s'acharne à décrire le président sortant. Il est bien gardé, depuis qu'il est candidat, de répéter les déclarations martiales dont la rhétorique le séduisait.

Il n'est pas sûr, en outre, qu'une attitude plus ferme mais aussi moins ambiguë et moins changeante des États-Unis provoque une nouvelle détérioration des relations avec l'U.R.S.S. Les Soviétiques ont été déconcertés par le mélange singulier de sermons sur les droits de l'homme et de vastes projets de désarmement nucléaire qui ont caractérisé les premiers mois de la présidence de M. Carter. Ils y ont vu à la fois de la duplicité et une certaine faiblesse de caractère. Ils seraient vraisemblablement plus prudents à l'égard d'une administration Reagan.

Les Soviétiques se souviennent en outre que les meilleurs rapports qu'ils aient jamais entretenus avec les États-Unis datent des années de M. Nixon, un républicain à la Maison-Blanche. Le patriotisme parfois un peu isolationniste des républicains leur convient mieux que l'interventionnisme fardé sur des considérations morales des démocrates.

M. Carter n'a pas été non plus très convaincant quand il s'en est pris aux projets économiques de son adversaire. Depuis plus d'un an, il a choisi de lutter davantage contre l'inflation que contre le chômage, et il a préféré limiter les dépenses sociales — tout en procédant à une certaine réévaluation des crédits militaires — pour tenter de réduire le déficit du budget.

Les Noirs, les Hispano-Américains, les laissés-pour-compte de la société américaine, n'ont pas en à se louer de la gestion de M. Carter, pour lequel ils avaient massivement voté en 1976.

M. Carter a révélé un aspect important de sa personnalité en faisant l'éloge d'Harry Truman, « un président qui savait comment se faire réélire ». Il n'inspire plus, à la différence de 1976, d'enthousiasme à ses concitoyens ni même à ses partisans. Il n'a plus de message à transmettre. La convention de New-York a montré qu'il n'était désormais qu'un candidat obligé, choisi sans enthousiasme pour éviter une défaite catastrophique des démocrates en novembre.

(Lire nos informations page 3.)

## L'aggravation de la crise polonaise Les difficultés sociales

- Le mouvement de revendication des ouvriers prend un aspect de plus en plus politique
- Les grévistes de Gdansk demandent la dissolution du Conseil central des syndicats

Le mouvement de revendication des ouvriers polonais a pris jeudi 14 août un caractère nettement politique : les dix-sept mille travailleurs des chantiers navals de Gdansk, qui se sont mis en grève pour protester notamment contre le licenciement d'une responsable syndicale non officielle, réclamant en effet la dissolution du conseil central des syndicats officiels. Ce genre de revendication place les autorités dans une situation extrêmement difficile, d'autant plus que l'évolution de la situation doit être suivie avec beaucoup d'attention et d'inquiétude à Moscou.

Il y a deux jours encore, M. Lukaszewicz, membre du bureau politique polonais et secrétaire à la propagande du comité central, affirmait au cours d'une conférence de presse destinée aux correspondants occidentaux à Var-

sovie que les grèves « massives » avaient pris fin et que les débrayages n'avaient qu'un caractère « économique ». La grève de Gdansk dément l'optimisme de M. Lukaszewicz.

La journée de ce vendredi devait être décisive : les négociateurs ouvriers désignés par la base ne se sont pas satisfaits en effet des concessions faites jeudi par leurs interlocuteurs et réclament toujours, outre la dissolution du conseil central des syndicats, la création d'un syndicat libre et une augmentation de salaire supérieure à celle qui leur a été accordée. Jeudi, ils ont notamment obtenu la réintégration de la militante qui avait été limogée et la promesse qu'un monument serait construit pour célébrer la mémoire de leurs camarades tués durant les révoltes ouvrières de 1970.

La situation politique et sociale s'est brusquement aggravée jeudi 14 août en Pologne avec la grève déclenchée par les 17 000 ouvriers du chantier naval Lénine, à Gdansk (nos dernières éditions du 15 août) et l'appel au calme lancé à la population par la télévision.

Le débrayage, jeudi matin, des ouvriers de Gdansk, dont le soulèvement en décembre 1970 avait entraîné la chute de Wladyslaw Gomulka et son remplacement à la direction du P.C. par M. Giersek, est apparu comme le point culminant de la crise sociale qui agite la Pologne depuis le 1<sup>er</sup> juillet à la suite d'une augmentation du prix de la viande.

Pour la première fois depuis le début des événements, la télévision et la radio ont annoncé sans détours que des « grèves » avaient eu lieu à Varsovie, à Gdansk et dans la région de Lodz. Jusqu'alors, seule la presse écrite avait fait état en termes mesurés d'« arrêts de travail » et invité les travailleurs à présenter leurs revendications sans interrompre la production.

### Un mouvement « légitime »

Faisant preuve de « compréhension » à l'égard de l'agitation sociale provoquée par le « soulèvement » de la population de « sauvegarder son niveau de vie », le commentateur a estimé « légitime » le mouvement de revendication des ouvriers, portant, selon lui, sur les prix, l'atmosphère dans les entreprises, la gestion et les salaires. Dans « cet état d'esprit », a-t-il dit, les « problèmes » auxquels le pays est confronté « ne peuvent être résolus que dans la calme et la pondération ».

Mais, a-t-il ajouté, « il faut veiller à ce que, sous le slogan de l'assainissement (de la gestion du pays), l'étatisme (ou socialisme) ne tombe entre les mains de personnes qui n'ont rien d'autre à offrir que la seule négation (des acquisitions du socialisme) ». L'agence de presse officielle P.A.P. qui est aussi à l'origine pour la première fois des grèves, a diffusé le commentaire suivant : « De nombreuses questions qui font l'objet actuellement de discussions dans les entreprises peuvent être résolues et sont résolues par les directions des établissements. D'autres postulats légi-

times exigent une profonde analyse. Et d'autres encore, malgré leur importance, ne pourront être malheureusement satisfaites ni aujourd'hui ni demain, car les moyens manquent pour les résoudre ».

À Gdansk, selon les informations reçues par le KOR (Comité d'autodéfense sociale), un « ordre exemplaire » règne dans le chantier naval, dont les usines sont contrôlées par des piquets de grève. De temps à autre, on entend les grévistes chanter l'Internationale ou l'hymne polonais.

L'affaire avait démarré jeudi

### • IRAN :

Neuf pays occidentaux interviennent en faveur des otages américains. (Page 4.)

### • LE CONFLIT ISRAËLO-ARABE :

Le président roumain serait favorable à la tenue d'une conférence internationale. (Page 4.)

(Lire la suite page 5.)

### ENTRE PASSÉ ET AVENIR

## Le défi algérien

par ANDRÉ MANDOUZE

Professeur à l'université de Paris-IV-Sorbonne, auteur de « La Révolution algérienne », André Mandouze apporte son témoignage sur l'Algérie d'aujourd'hui après un séjour de trois semaines.

Bien fon qu'il prétendrait caractériser de façon simpliste cette Algérie qui, le 15 juillet, au soir du premier jour de Ramadan, a pris connaissance de la liste des vingt-six ministres et des six secrétaires d'État arrêtée par le président Chadli Bendjedid (1). Qui marquerait en effet sans nuances ses espoirs ou sa déception provoqués par la même que, substituant le tranchant des théories au flou des réalités, il cède aux démons d'une analyse de type plus formel que cartésien.

Trois semaines passées à rencontrer, en ce début d'été 1980, un grand nombre de personnalités politiques, de hauts fonctionnaires aussi bien que d'amis de longue date et d'Algériens de toute sorte, m'ont, en tout cas, à l'occasion de ces retrouvailles, mis personnellement à l'épreuve de ces conclusions hâtives, qui à être outrepassées, sont finalement plus préjudiciables à l'objet d'une sympathie que les critiques imposées par l'actualité.

Masker par exemple la gravité du problème de la démographie galopante dans ce pays serait la preuve qu'on n'a même pas daigné risquer un pied dans les rues des grandes villes ou qu'on n'a pas accordé la moindre attention à l'âge moyen des gens rencontrés au hasard des promesses. Mais ce serait aussi le signe qu'on ne fait pas l'honneur aux responsables politiques de leur reconnaître l'intelligence et le courage nécessaires pour essayer de maîtriser dans les meilleurs

délaïs le phénomène. De même, insister unilatéralement sur la paresse ou la corruption trop évidente de certains bureaucrates ou de certains affairistes serait oublier l'exemple donné ou la part prise dans ces opérations frauduleuses par les homologues socialistes ou des saboteurs internes de la révolution algérienne.

Ma première chance a été de me trouver en Algérie dans une sorte d'entracarte, l'issue des travaux du nouveau comité central du F.L.N., la réduction du nombre des membres du bureau politique venant de présider à celle du nombre des présidents de commissions (2), mais ne permettant pas encore de se faire une idée de l'ampleur ou des limites des changements politiques réels.

(Lire la suite page 4.)

### AU JOUR LE JOUR

Nos principaux dirigeants politiques sont aux champs, et, pourtant, on ne sent pas dans notre pays une véritable détente en cette période qui est cependant traditionnellement celle de l'oubli.

Si bien que, pour un peu, on

### Le vide de l'été

serait tenté de reprocher aux hommes politiques de ne pas occuper le devant de la scène pour nous faire oublier par leurs cris et leurs disputes que l'été n'empêche ni la crise ni le chômage d'augmenter.

MICHEL CASTE.

### Demain

## LE MONDE DIMANCHE

### Le cinéma publicitaire

Une enquête de Dominique Deschavanne

### ASPECTS DU PATRIMOINE

## Itinéraire de Paris à Menton

Si, descendant vers le Midi, vous avez la vertu ou le temps d'éviter l'autoroute, ses toudres, ses interminables péages, ses cuisantes et mornes chaleurs, paysages et provinces s'ouvrent à vous comme un livre d'images que le temps n'a pas terni. Voici, par exemple, le Mâconnais. Entre Tournus, Chauliannes et Villefranche, que de merveilles !

Paray-le-Monial, les fresques de Borzé, le tympan de Châtillon, les petites églises romanes de Brionnais, les hauts clochers carrés de la campagne clunisoise. Mais aussi les

plus riantes collines, une architecture rurale d'une grâce et d'une légèreté incomparables, des routes désertes, pas une maison Phnix, des villages intacts où l'on s'attable au fin de journée devant les cafés pour boire entre amis le vin blanc du pays. Quelle paix, quel silence, quel noble et sage pays où l'on sait si bien vivre que le dimanche les pompes à essence, mirabelle d'été, les pompes à essence elles-mêmes y sont formées !

ANDRÉ FERMIGIER.

(Lire la suite page 11.)

Pour votre  
DÉMENAGEMENT  
206 10 10



Le Monde

## VIEILLIR

La vieillesse ne commence nullement avec la retraite. Comme le rappelle le docteur Caloni. Mais elle ne doit pas être non plus passive et résignation : Marieleine HOFFET, la doyenne de nos auteurs, invite ses contemporains à s'engager. Claude Legoux décrit ce que pourrait être un système de retraite « à la carte ». Jean-Marie Thivieud s'élève lui aussi, contre la ségrégation dont sont victimes les plus âgés.

## La retraite à la carte

par CLAUDE LEGOUX (\*)

Le mot même de retraite exprime des concepts fort différents suivant les temps et les lieux, les catégories socio-professionnelles et les individus. La première différence tient à la notion même du droit à la retraite. S'agit-il de l'un des aspects de la solidarité sociale qui impose à la collectivité de prendre en charge toutes les déficiences, de la naissance à la mort (et dans ce cas, en bonne logique, il n'y aurait rien à verser au vieillard qui se suffit encore, pas plus qu'au malade guéri) ? Ou bien de la redistribution des sommes collectées à un certain moment et dans certaines conditions ? En bref, la retraite est-

elle une assistance ou une assurance ? La législation, comme en matière de maladie et de maternité, n'a pas tranché et reste ambiguë.

C'est pourquoi, en fonction de la conjoncture, on encourage les personnes âgées à conserver une activité qui leur préserve le plus longtemps possible de la déchéance et concoure à la prospérité générale, ou bien l'on vitupère les vieux qui s'accrochent sans nécessité à leur métier ou à leur carrière, cumulent indûment leur retraite avec leur traitement ou salaire et prennent la place des jeunes chômeurs. La pension est forte, alors, soit d'interdire toute activité rémunérée aux

retraités, soit de priver de leur pension ceux qui s'obstineraient à travailler après l'âge légal.

La première solution serait une odieuse tyrannie et, pour un grand nombre, la condamnation à une vie insipide, voire à la mort. Elle entraînerait d'ailleurs des désordres, car beaucoup tenteraient de tourner la loi par la fraude et le travail noir. La deuxième solution équivaudrait à un vol pur et simple qui dépouillerait les gens âgés de l'épargne forcée que constituent leurs cotisations, tandis que l'inflation les dépouille d'une part de leur épargne volontaire. Dans un régime démocratique, il est impossible que soient adoptées de telles mesures qui léseraient une trop large fraction du corps électoral.

## Ne confondons pas !

par MICHEL CALONI (\*)

Oh, fâcheuse confusion que celle qui consiste à confondre la retraite avec la vieillesse, à assimiler les retraités à des vieillards ! Mélanger des sexagénaires, voire des quinquagénaires, avec des personnes âgées de plus de soixante-dix ans est un non-sens, une cruauté qui révèle le mépris dans lequel notre société tient ceux qui ne travaillent plus. Expédiés dans le cul-de-basse-fosse du tristement célèbre troisième âge par la grâce du dégraissage des entreprises ou de leurs restructurations, par le biais de la pré-retraite (qui n'est jamais qu'un licenciement déguisé) ou encore en raison de leur date de naissance, ces non-actifs se voient automatiquement transformés en vieux.

Les pouvoirs publics et les sociologues considèrent que la retraite sonne l'heure de l'entrée dans la vieillesse, même si celle-ci doit commencer à cinquante-cinq ou soixante ans. La dernière preuve qui nous en est donnée se trouve dans le livre, par ailleurs excellent, que vient de publier aux PUF Mme A.-M. Guillemard *La Vieillesse et l'Etat*. Au fil des pages, quelques phrases montrent bien cette confusion des genres : « Ainsi pourrait-on considérer la retraite comme l'opérateur principal d'un nouveau découpage des âges de la vie, qui fait de la

vieillesse un monde unifié. » Un peu plus loin, on peut lire : « Sous l'effet de la généralisation des retraites, la vieillesse s'est constituée en tant qu'ensemble cohérent et autonome. » Rémi Lenoir, dans sa thèse de troisième cycle, développe l'idée que la constitution des retraites entraîne la prise de conscience de la spécificité de la vieillesse et que, une fois identifiée, celle-ci se constituera en « troisième âge », dont la gestion par les pouvoirs publics s'officialisera sous le nom de politique de la vieillesse (1).

Un jugement tout simplement effarant de la part de notables ayant eu ou ayant encore des fonctions officielles. En fait, la population entrée dans le troisième âge (ce qu'ils considèrent être l'âge de la vieillesse) est constituée d'éléments extrêmement différenciés, qui ont pour unique point commun le fait d'avoir cessé leur activité professionnelle. C'est peut-être plus simple pour leurs études, mais totalement irréaliste sur le plan humain et cruel pour les personnes qui, du fait qu'elles ont cessé de travailler, se voient ipso facto classées dans la catégorie des vieux. Il n'y a rien de tel, pour faire vieillir un homme ou une femme, que de lui répéter tous les jours qu'il est un vieux, une vieille...

## Ne jouons pas au « troisième âge » !

par MARIELEINE HOFFET (\*)

NOUS sommes une « civilisation de déchets ». Les vieilles choses, comme les vieilles personnes sans doute, sont encombrantes. Alors on propose à ces dernières des maisons de retraite confortables, des voyages et des clubs, des fautes et des rappels financiers souvent indispensables, pour nous séduire, et nous endormir aussi. En ma qualité d'animatrice et fondatrice de l'université du troisième âge de Strasbourg, je voudrais dire aux personnes de mon âge : devons-nous accepter de jouer au « troisième âge » ? La conception « troisième âge » est purement occidentale ! La société ne se compose pas que de gens actifs entre vingt-cinq et soixante ans ! Nous sommes 25 % en France. Sortons de nos retraites, engageons-nous ! Les connaissances techniques, artistiques, scientifiques, pédagogiques qui sont les nôtres devraient être mises au service des collectivités. Pourquoi ? Comment ?

Ce que nous avons vécu est une richesse. Nous avons connu des guerres : guerres mondiales, mais aussi guerres d'Espagne, d'Indochine, d'Algérie, et le Front populaire. Nous avons eu faim (j'ai personnellement souffert de

la faim en 1914-1918 comme enfant et en 1941-1945 comme jeune mère). Lorsqu'on s'est éclairé avec la lampe à pétrole et les bougies, on sait se restreindre, et l'on a peut-être des idées sur les problèmes de l'énergie et du rationnement !

Pour que s'organise le partage des richesses chez nous et dans le tiers et le quart-monde, pour que cesse cette course folle aux armements et le scandale des affamés face à nos sociétés d'obèses, nous devons agir, nous exprimer, nous révolter... peut-être même manifester dans la rue...

La société industrielle a évolué vers une société familiale de plus en plus réduite (parents et enfants), sans les ancêtres. Dans les grandes cités il y a impossibilité, et même souvent interdiction, dans les cités ouvrières, de garder les grands-parents chez soi. On perd ainsi ses racines. Or, celui qui ignore ses racines ne s'intéresse guère à son avenir. Le lien avec le groupe familial, la connaissance de son origine sociale et religieuse pourraient aider une jeunesse sans espérance à ne pas se laisser réduire à l'état de machine à produire.

## L'éducation de l'ordre avant tout

Mme Y., âgée de quatre-vingt-sept ans, pauvre paysanne à l'origine, a, sans aide de l'Etat, sans soutien familial, devenir institutrice. Si vous lui demandez ce qu'elle fait aujourd'hui toute seule dans sa chambre, elle vous répond : « Je pense. » Elle fait des gestes tout chargés de symboles : elle prie, elle apprend des psaumes par cœur pour entretenir sa mémoire. Elle lit et joue un rôle important dans sa communauté religieuse. Dans une société post-chrétienne où règne l'athéisme de « masses », des hommes et des femmes de sa trempe seraient à consulter. Les partis politiques, les syndicats et les Eglises gagneraient à les écouter.

Pour que nous cessions de jouer au troisième âge et participions activement à la réflexion sur l'avenir, il faut sans doute que nous nous mettions en ques-

tion. Si le langage actuel est celui de la violence, qui nous fait peur, il ne faudrait peut-être pas accuser ceux qui l'emploient, mais nous demander si l'éducation que nous avons reçue et transmise n'a pas été celle de l'autorité imposée, de « l'ordre avant tout », de l'obéissance sans discussion à des supérieurs, en vertu d'un code moral ou religieux qu'il s'agit de revoir. Dans cette éducation (la nôtre) était peut-être en germe la violence actuelle ?

Participons à la vie d'aujourd'hui et cessons de jouer au troisième âge !

(\*) Retraitée, soixante-quinze ans.

## Le cas des épouses

La retraite à la carte, dont on commence à parler, pourrait être la solution, mais à la condition qu'il s'agisse d'une véritable liberté de choix, sans aucun interdit d'activité ni menace de spoliation.

Le montant de la pension que peut légitimement revendiquer un retraité est le résultat d'une formule mathématique fondée sur trois facteurs : nombre de points acquis pendant la période d'activité ; valeur du point en fonction des cotisations des actifs ; espérance de vie du retraité à l'âge où il cesse de travailler. Autrement dit, plus tard un cotisant prendrait sa retraite, plus, d'une part, il augmenterait ses points et moins, d'autre part, il conserverait d'espérance de vie. La pension qui lui serait servie serait d'autant plus forte qu'il aurait travaillé plus longtemps sans qu'il soit besoin de fixer aucune limitation. Rien ne s'opposerait non plus à une cessation temporaire d'activité, puis à une reprise de celle-ci.

D'autres variantes seraient possibles, par exemple la perception anticipée d'une fraction de la pension pour compléter un salaire que l'âge aurait réduit, la fraction restante continuant de s'accroître du fait des cotisations et du rattrapage de l'espérance de vie. Il est évident que seule l'utilisation d'ordinateurs permettrait la liquidation rapide de toutes ces options. On peut admettre, à titre d'exemple et toutes choses égales par ailleurs, qu'un individu qui pourrait prétendre, à soixante ans, à une pension mensuelle de 3 000 F percevrait 6 000 F à soixante-dix ans et plus de 10 000 F à soixante-quinze ans.

Il reste le cas des épouses. En fait, le nombre de femmes dites sans profession a tendance à s'accroître, alors que seules des femmes très fortunées et des mères de jeunes enfants n'ont pas d'activité professionnelle. On

pourrait considérer que, sous un régime matrimonial de communauté ou de communauté réduite aux acquêts, les revenus des époux sont communs, quelles que soient leurs parts respectives. Par conséquent, le total des points acquis par les deux époux devrait être réparti également par moitié entre eux. Par contre, sous le régime de la séparation de biens, chacun conserverait ses propres points en fonction de ses propres gains. En outre, dans une politique familiale cohérente, on devrait attribuer aux mères des points pendant un certain nombre d'années et par enfant. La retraite de la femme serait donc ainsi personnelle et non plus une simple annexe de celle du mari.

Comme il est enfin impossible, au niveau de conscience solidaire où est parvenue la société française, d'imaginer toute notion d'assistance en faveur de ceux qui n'auraient pas pu, ou au, s'insérer à temps au système de cotisations, il faudrait en tout cas prévoir un seuil minimal, une sorte de SMIC de la retraite.

Dans une telle organisation, on ne verrait plus de travailleurs prématurément usés obligés de s'épuiser encore un peu plus pour atteindre la date fatidique d'un repos qu'ils ne prendront finalement jamais. En revanche, tous ceux qui se sentiraient motivés par l'intérêt de leur travail, ou par le désir de disposer de ressources confortables, travailleraient jusqu'à la limite de leurs forces, mais volontairement et avec plaisir. Un grand nombre vivraient moins longtemps, mais plus heureux, tout en allégeant notablement le poids global des pensions.

Si l'on considère que l'on reste jeune tant que l'on conserve un but dans l'existence, une véritable retraite à la carte raccourcirait peut-être — en temps chronologique — la durée moyenne de la vieillesse, mais elle allongerait parallèlement celle de la jeunesse — en temps intérieur, le seul qui compte.

## CORRESPONDANCE

### La hantise du « mourir »

A la campagne, la quasi-totalité des vieux vivent indépendamment. Si la ferme est grande, ils se réservent une ou deux pièces, et les enfants, qui ont repris l'exploitation, occupent le reste. Sinon, ils habitent un petit local ou une dépendance. Cela leur permet de garder un potager, quelques bêtes, quelques chèvres. Ils vivent en réalité avec les jeunes, participent aux travaux, voient des gens de tous âges. Ils acceptent ainsi plus facilement de vieillir... de mourir. Leur seule hantise, c'est l'hospice ! Ce qui est le cas de personnes isolées, sans famille.

L'idée même de la « maison de retraite » me semble haïssable. Peu importe qu'il s'agisse d'un affreux hospice ou « mourir », ou, comme dans le film « Océan », d'un luxueux hôtel cinq étoiles pour vieillards : toute « mise en tas » de « personnes âgées » en un même lieu est insupportable. De même est haïssable l'hôpital psychiatrique, voire l'hôpital tout court. Tout ce qui sélectionne, classe, numérote, concentre, étiquette... ne peut qu'apporter le malheur !

PIERRE BEURLEFROID, éditeur.

### La maison du soir

« Ne pas honorer la vieillesse, c'est démolir, le matin, la maison où l'on couche ce soir. »

Alphonse KARR. « Ce dont l'homme qui souffre et qui craint a besoin, ce n'est pas d'un autre cri de douleur, mais d'une voix plus forte que la sienne et qui lui rende le courage. »

Martin GRAY. « Si quelquefois vous rencontrez une personne qui ne sait plus avoir le sourire, soyez généreux. Donnez-lui le vôtre, car qui n'a eu besoin d'un courage que celui qui ne peut en donner aux autres. »

Trois élèves du lycée d'enseignement professionnel Achard, Sagnières-de-Bigorre.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageat.

Imprimerie de « Le Monde », 5, rue de la Harpe, PARIS-13<sup>e</sup>. 1978. Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire n° 87437.

### Dix millions de votants

Il faut, aux anciens, tout d'abord des activités à temps partiel, des ressources correctes, des distractions valables. Les retraités ne sont pas là pour faire la diète des fois par mois et faire « mumuse » comme les bébés. Ils représentent un capital de cœur et d'esprit, de compétences, d'expérience, de conseils, de dévouement. Il faut donc les rapprocher de la vie active et de la jeunesse. Les retraités doivent être présents partout, dans les associations, dans les comités d'entreprise où ils doivent rester éligibles et électeurs, dans la formation professionnelle et sportive. Il est stupide et criminel de laisser perdre une telle richesse de connaissances, de dévouements.

Prenant une large conscience de leur poids politique dans le pays (10 millions de votants), les retraités et anciens des deux sexes sont les des « explicités » ; ils attendent les prochaines échéances politiques pour choisir ceux qui présenteront un programme cohérent pour la population, de la natalité à la retraite en passant par la jeunesse et l'insertion sociale. Le programme qui supprime tous les ghettos et surtout ceux de l'âge et des ressources.

PIERRE FAYOLLE, retraité.

## Le Monde

Au sommaire du numéro du 17 août :

- Le cinéma publicitaire
- Nuto Revelli et les paysans piémontais
- Bonjour M. Jung

- Monsieur le curé
- La franc-maçonnerie de la fourchette
- Les frasques tragi-comiques de Katherine Mansfield
- La maritre, bête de nuit
- La percée du disque numérique

Les programmes commentés de la télévision et de la radio

### L'été du « Monde Dimanche » :

- Une ville, un écrivain : Montevideo, par Eduardo Galiano
- Jours d'été : Les trueries de l'archipel
- Trait libre : Loup
- As-tu vu Montezuma ? (chapitre IX), par Balthazar
- Ce fut une très belle apocalypse (9<sup>e</sup> épisode), par Gérard Mathieu
- Sports de plein air : Les boules (C. Durieux)
- Une nouvelle d'Annie Saumont

En vente avec le numéro de dimanche-lundi : 3,50 F

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue de la Harpe  
75013 PARIS - CEDEX 05  
C.C.P. Paris 207-22  
ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
265 F 511 F 661 F 811 F  
TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
367 F 661 F 811 F 1 230 F  
ÉTRANGER  
(par messagerie)  
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
234 F 396 F 558 F 720 F  
2 - SUISSE - TUNISIE  
285 F 596 F 723 F 948 F  
Par voie aérienne  
Tarif sur demande  
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (dix à six semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.  
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هكذا من الأصل



AMÉRIQUES

LA FIN DE LA CONVENTION DÉMOCRATIQUE AUX ÉTATS-UNIS

« Cette élection est un choix entre deux images radicalement différentes de l'Amérique et du monde », déclare M. Carter

New-York. — Le discours d'acceptation de l'investiture démocratique que le président Carter a prononcé jeudi soir 14 août à l'issue de la convention de New-York était destiné avant tout à affirmer l'unité du parti après les journées d'effacement entre caractéristiques et revendications. Cette unité a été soulignée par un hommage particulièrement chaleureux rendu au « magnifique candidat » qu'est M. Kennedy, à « son idéalisme et son dévouement » et à son « superbe discours ». « Nous avons eu quelques divergences », a dit le président, « mais nous partageons la même vision de l'avenir de l'Amérique, la vision d'une belle vie pour tous, d'une nation sûre d'elle, d'une société juste, d'un monde de paix, d'une Amérique forte, confiante, fière et unie ».

Unité aussi dans la lutte contre les républicains. Dans une allusion transparente à M. Reagan, le président a lancé : « J'ai appris que, pour un président, l'expérience est le meilleur guide... J'ai plus de sagesse, ce soir, qu'il y a quatre ans ». Il n'a pas été en reste avec l'admission que M. Kennedy avait manifesté aux débuts de la dernière guerre, et d'avoir, au surplus, « pendant huit des onze années durant lesquelles il a été au pouvoir, réduit le budget de la défense d'un tiers, malgré une menace soviétique grandissante ».

De notre correspondante

S'ils s'agissent de mes propres fils et filles... « Cette élection est un choix entre deux images radicalement différentes de l'Amérique et du monde, deux avenirs », a dit le président, donnant ainsi le coup d'envoi de sa campagne contre M. Reagan. Il oppose l'avenir de « sécurité économique, de justice et de paix », offert par les démocrates, à celui des républicains, caractérisé, selon lui, par « l'abandon de l'avenir énergétique du pays aux marchands de pétrole, l'abandon de l'avenir économique par un programme de réduction massive d'impôts pour les riches, des réductions massives de services sociaux pour les pauvres, et une inflation massive pour tout le monde ».

Le président y ajoute « le risque d'un conflit international à cause d'une course aux armements nucléaires incontrôlable, coûteuse et impossible à gagner ». Il a accusé les républicains de nier « les changements globaux et complexes qui sont survenus depuis la dernière guerre », et d'avoir, au surplus, « pendant huit des onze années durant lesquelles il a été au pouvoir, réduit le budget de la défense d'un tiers, malgré une menace soviétique grandissante ».

Le contact facile qu'il établit avec l'électeur de base, M. Carter aura essayé à force de l'éloquence et le poids de son contact ne manquent pas à M. Reagan, qui la démagogie n'enfreint pas non plus. C'est ce qu'exprime crûment M. Kennedy, il y a quelques semaines, lorsqu'il pensait plus à attaquer le président que son adversaire républicain, et qu'il décrivait le chef de l'exécutif comme « une réplique de M. Reagan ».

Les intentions du sénateur sont cependant plus ambiguës. Dans quelle mesure consentira-t-il à faire campagne activement contre M. Carter et incitera-t-il ses partisans à oublier leur déception ? Selon la tradition d'un des porte-parole, M. David Passag, a précisé que plusieurs démarches en ce sens avaient été faites par Washington avant et après le coup d'État du 17 juillet en Bolivie. Il a fait état d'« informations persistantes » selon lesquelles l'Argentine aurait joué un rôle important dans le renouveau de M. Carter. Le département d'État avait d'autre part implicitement accusé mercredi la junte militaire d'être impliquée dans le trafic de cocaïne. Un haut fonctionnaire a demandé à garder l'anonymat, a précisé que les autorités américaines hésitent à rendre publiques les informations dont dispose le service de renseignement sur les liens entre la junte bolivienne et le trafic de drogue en raison des dangers que cela pourrait entraîner pour

Pérou

RÉUNI POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS DOUZE ANS

Le Parlement devrait accorder des pouvoirs extraordinaires au président Belaunde

Correspondance

Lima. — Après douze ans d'interruption, le Parlement a repris ses activités mardi 12 août. Dès la première séance, l'exécutif a sollicité des pouvoirs extraordinaires afin de légiférer, pendant un délai déterminé, sur ce qui concerne la réorganisation de l'agriculture. Le gouvernement, représenté par le ministre de l'économie, M. Manuel Ulloa, envisageait de demander les pleins pouvoirs pendant quatre mois afin de pouvoir réviser rapidement et sans débats les quelques mille décrets promulgués par les forces armées depuis le coup d'État du 3 octobre 1968. Il semble que l'opposition de l'APRA, le vieux parti populiste, et de la gauche, dénonçant « l'insécurité d'une dictature constitutionnelle », l'ait amené à limiter ses prétentions.

En faveur d'un rapprochement avec l'équipe gouvernementale. Au contraire, son allié social-démocrate s'est déclinée pour une « opposition constructive ». L'exécutif est donc assuré d'obtenir cent vingt jours de pouvoirs extraordinaires pour réorganiser la presse et soixante jours pour restructurer le secteur agricole. La réforme agraire, promulguée le 24 juin 1969, avait mis fin au régime de l'oligarchie terrienne. Les terres avaient été confiées aux paysans et ouvriers agricoles, remis en coopératives. La faillite économique de ce modèle de production devait entraîner un progressif retour à la propriété privée de ces terres.

Cent vingt jours

En effet, l'Action populaire (A.P.), le parti de M. Fernando Belaunde, le président en exercice, dispose d'une très ample majorité devant les chambres grâce à son alliance avec le parti populaire chrétien (P.P.C.), de droite — cent trente-quatre parlementaires sur deux cent quarante. De plus, la session de l'APRA, consommée au cours de son troisième congrès, il y a une dizaine de jours, le favorisait puisque son aile droite s'est déclarée

En fait, cette socialisation a abouti à une élimination de fait. M. Belaunde, le jour même de son investiture, le 28 juillet, a rétabli la liberté de presse et rendu les quotidiens à leurs anciens propriétaires. Il s'est assuré ainsi le soutien de ces moyens d'information. Les deux chaînes de télévision et les trente-six radios devraient connaître le même sort prochainement.

NICOLE BONNET.

Bolivie

Des officiels américains évoquent les liens entre les auteurs du coup d'État et les trafiquants de drogue

Les États-Unis ont exprimé leur inquiétude devant la « complicité des autorités argentines » dans les violations des droits de l'homme en Bolivie, a indiqué jeudi 14 août le département d'État. L'un de ses porte-parole, M. David Passag, a précisé que plusieurs démarches en ce sens avaient été faites par Washington avant et après le coup d'État du 17 juillet en Bolivie. Il a fait état d'« informations persistantes » selon lesquelles l'Argentine aurait joué un rôle important dans le renouveau de M. Carter. Le département d'État avait d'autre part implicitement accusé mercredi la junte militaire d'être impliquée dans le trafic de cocaïne. Un haut fonctionnaire a demandé à garder l'anonymat, a précisé que les autorités américaines hésitent à rendre publiques les informations dont dispose le service de renseignement sur les liens entre la junte bolivienne et le trafic de drogue en raison des dangers que cela pourrait entraîner pour

les membres de la communauté américaine en Bolivie. Le président Luis García Mesa a catégoriquement démenti toute participation des trafiquants de cocaïne à l'instauration du nouveau gouvernement. A Paris, la fille de Mme Guelier a indiqué jeudi que l'ancienne présidente était « pratiquement retenue en otage ». La Puz Mme Guelier, qui s'est réfugiée à la nonciature de la capitale bolivienne, a obtenu un visa pour la France, mais n'a pu jusqu'à présent quitter le pays. De nombreuses organisations continuent à protester contre le coup d'État. A Paris, le Comité de solidarité pour la lutte du peuple bolivien a adressé une lettre aux dirigeants des principaux partis politiques leur demandant de préciser leur position sur les relations de la France avec le régime en place et avec le gouvernement constitutionnel mais clandestin de M. Siles Zuazo. — (A.F.P., A.P., Reuters.)

M. Mondale: un ami fidèle du président

En décidant le 6 décembre dernier de solliciter un second mandat avec le même collègue qu'il y a quatre ans, M. Carter a administré à M. Walter Mondale la preuve la plus éclatante de sa confiance. Il n'est pas acquis en effet qu'un président adopte le même « ticket » en se représentant, et les froissements provoqués par la cohabitation avec un homme dont la fonction essentielle est d'être là en « cas de malheur » n'encouragent pas cette pratique. Il ne fait guère de doute, par exemple, que John Kennedy n'aurait guère d'affection pour Lyndon Johnson et aurait choisi un autre collègue s'il avait vécu jusqu'à l'élection de 1968.

L'estime mutuelle — et l'amitié — entre MM. Carter et Mondale n'en sont que plus remarquables. Ce qui n'était au départ qu'une « fiancée tactique », traditionnelle dans la politique américaine, pour compenser l'héritage du candidat vaincu de Plains par un apport nordiste et libéral, s'est transformé en relation personnelle entre les deux hommes, sans fausse note ni propos discordants.

M. Mondale reste une personnalité populaire et respectée. Simple dans sa vie comme dans ses propos, mais meilleur orateur et organisateur que M. Carter, il est en outre doué d'un sens de l'humour et de la répartie qui peuvent se révéler très utiles face à M. Reagan et Bush. Politiquement, M. Mondale est resté fidèle à la définition qu'il donnait il y

à quatre ans de lui-même : « c'est un « démocrate progressiste et pragmatique ». Fils d'un fermier ruiné devenu pasteur méthodiste et d'une mère professeur de musique, M. Walter Frederick (d'où son surnom « Fritz ») Mondale est né le 5 janvier 1928 dans le village de Ceylon (Minnesota). Il aura sept frères et sœurs. Son arrière-grand-père, immigré venu de Norvège, avait américanisé son nom de « Mundal ». La famille est pauvre, et M. Mondale père, révolté par la misère du temps de la dépression, mais volontiers des accents populistes à ses sermons. La Minnesota est d'ailleurs le berceau de ce « populisme » agrarien dont M. Mondale, et avant lui Hubert Humphrey, sont les héritiers.

Le jeune homme doit travailler, parfois comme saisonnier agricole, pour payer ses études dans un petit collège de Saint-Paul puis à l'université du Minnesota dont il sort, en 1951, titulaire d'une licence de lettres. Son engagement politique commence à dix-neuf ans, en faveur du Parti paysan-ouvrier fondé par Humphrey, et associé aux démocrates. Il aide ce dernier à expulser les éléments d'extrême gauche, puis à se faire élire sénateur du Minnesota en 1948. Après un séjour de 1951 à 1953 à l'armée, qu'il quitte comme simple caporal, M. Mondale obtient une bourse militaire pour reprendre des études à la faculté de droit de l'université du Minnesota. Docteur en droit en 1956, il est admis au barreau de l'État.

Un défenseur des programmes sociaux

Comme avocat, puis comme attorney général (ministre de la justice) du Minnesota, M. Mondale fait campagne pour diverses causes sociales, faisant notamment admettre le droit des indigènes à bénéficier des services d'un avocat payé par l'État. Il est choisi pour accomplir le mandat sénatorial de M. Humphrey, élu vice-président de Lyndon Johnson en 1964. M. Mondale est élu lui-même sénateur en 1966 et réélu en 1972.

Ardent supporteur des programmes sociaux de la « grande société » du président Johnson, il est au Sénat le défenseur des pauvres, des indiens, des travailleurs migrants, des enfants. Adversaire déclaré du projet d'événement de transport civil supersonique (qui ne verra pas le jour), il est hostile aux dépenses de prestige telles que le programme nucléaire Apollo ou le laboratoire spatial Skylab. Il est pourtant favorable, jusqu'en 1968, à la poursuite de la guerre du Vietnam : « La plus grande erreur de ma carrière », dira-t-il plus tard. En politique étrangère, il

est partisan de la détente avec l'U.R.S.S., et, comme M. Carter au début de son mandat, de la réduction des dépenses militaires. Il envisage pendant six mois en 1974, de se lancer dans la course à la Maison Blanche, mais y renonce en novembre de cette année, déclarant : « Je n'ai pas un désir impérieux d'être président, ce qui est pourtant essentiel pour le genre de campagne qu'il faut mener si on veut le devenir ».

Efficace, zélé, M. Mondale reste un atout pour M. Carter. Devant l'effacement du président dans tous les sondages, certains démocrates avaient avancé son nom ces dernières semaines (ainsi celui du secrétaire d'État, M. Edmund Muskie) comme celui d'un candidat de remplacement. M. Mondale avait aussitôt manifesté sa fidélité à M. Carter en refusant très fermement, dans une lettre à un membre du Congrès, cette éventualité ; le démenti de M. Muskie avait été plus ambigu.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Les républicains « parti des privilégiés »

Revenant à ce qui sera apparemment le thème central de sa campagne, il a déclaré : « Ce que les républicains proposent, c'est une attaque contre à peu près tout ce que nous avons acquis en matière de justice sociale depuis le premier mandat de Franklin D. Roosevelt... Les républicains ont toujours été la partie des privilégiés, mais cette année, leurs nouveaux dirigeants sont allés encore plus loin. Dans leur programme, ils repoussent les meilleures traditions de leur parti... C'est la conscience de Lincoln dans le parti de Lincoln », a lancé le président.

Un autre président, M. Mondale avait prononcé un vigoureux discours, dans lequel il avait, lui aussi, violemment attaqué la partie adverse, citant

quelques-unes de ses options particulièrement conservatrices et lançant à la foule : « Qui a pu dire une chose pareille ? », la foule répondant en chœur : « Ronald Reagan ! ».

En apparaissant en fin de soirée sur le podium aux côtés du président, M. Kennedy a fait le geste de réconciliation que les caractéristiques attendaient. Mais le cœur n'y était pas. D'autant que les partisans du candidat se sont de nouveau livrés à une manifestation d'enthousiasme.

L'appel des kennedistes est pourtant indispensable au président pour battre M. Reagan. Il ne reste plus que deux mois et demi avant les élections, et le sondage le plus récent donne vingt points d'avance à l'ancien gouverneur de Californie sur le président. Ce chiffre ne préoccupe pourtant pas outre mesure l'état-major de M. Carter, qui fait valoir que la vraie campagne n'a pas encore commencé. Le président a prouvé en 1976 qu'il était un candidat redoutable, et les « gauches » dont M. Reagan parait prodigieux fourniront sans doute un terrain de combat de choix aux démocrates.

La stratégie des démocrates consistait à présenter M. Reagan comme un réactionnaire bellaciste, inféodé aux milieux d'affaires, indifférent au sort des victimes du chômage et de l'inflation.

ASIE

Corée du Sud

Plus de trente mille personnes ont été arrêtées depuis le début de la campagne de « purification »

Le gouvernement sud-coréen a indiqué, vendredi 15 août, à l'occasion d'une cérémonie célébrant la défaite japonaise pendant la deuxième guerre mondiale, que 13 000 nouvelles personnes avaient été arrêtées en vertu de la loi martiale. Selon les autorités, la plupart de ces détenus seraient des « voleurs » et des « voyous ».

Au total, selon les chiffres officiels, ce sont 30 878 suspects qui ont été emprisonnés au cours des deux dernières semaines. En outre, 7 000 fonctionnaires, parmi lesquels 1 000 policiers, ont été révoqués sous le motif de « corruption » et d'« insécurité ». Le président Choi, qui a lui-même fourni le dernier bilan de la « campagne de purification », n'a pas donné d'indication laissant envisager un assouplissement du mouvement en cours.

A Séoul, le procès contre M. Kim Dae-jung, le principal dirigeant de l'opposition, et vingt-trois autres co-accusés, qui s'était ouvert jeudi, a été ajourné à lundi à l'issue de la première journée d'audience. La lecture de l'acte d'accusation a duré près de sept heures. Plusieurs avocats ont intervenu pour demander l'interdiction de la « liberté de défense ». Un meuble, le révé-

rend Moon Ik-hwan, a déclaré qu'il n'avait pas eu suffisamment de temps pour choisir un défenseur. Un autre, le professeur Lee Moon-yong, a demandé « un traitement plus humain ».

Jeu, le gouvernement a regretté les « déclarations intempestives » formulées par des porte-parole de gouvernement d'annoncer l'arrivée d'une mission soviétique, sans indiquer toutefois son caractère militaire. Le signe le plus visible de la présence de cette délégation est l'installation d'une puissante unité mobile de communications dans une résidence officielle destinée aux hôtes étrangers, près de l'ambassade de France. Une telle unité avait déjà été mise en place à la fin novembre, lors de la visite de la précédente délégation militaire soviétique à Kaboul, peu de temps avant l'intervention militaire de l'armée rouge.

D'autre part, alors que l'envoyé spécial à Kaboul du Daily Telegraph fait état de la destruction du principal dépôt de carburant du pays et de l'utilisation par les Soviétiques de lance-flammes pour réduire le rébellion de la garnison de Ghazni — ce que Moscou dément — l'agence afghane Bakhtar et Radio-Kaboul ont admis l'existence d'une résistance dans la province de Kunduz, non loin de la frontière soviétique. Le premier « détachement de volontaires » du parti populaire démocratique pour la lutte contre les bandes de mercenaires » est parti pour Kunduz, qui est en grande partie entre les mains des résistants, qui y ont récemment attaqué le quartier général des forces de sécurité.

Afghanistan

Une importante délégation soviétique est arrivée à Kaboul

Une délégation militaire soviétique de haut rang est arrivée à Kaboul, a-t-on appris mercredi 13 août de source diplomatique. Radio-Kaboul s'est contenté d'annoncer l'arrivée d'une mission soviétique, sans indiquer toutefois son caractère militaire. Le signe le plus visible de la présence de cette délégation est l'installation d'une puissante unité mobile de communications dans une résidence officielle destinée aux hôtes étrangers, près de l'ambassade de France. Une telle unité avait déjà été mise en place à la fin novembre, lors de la visite de la précédente délégation militaire soviétique à Kaboul, peu de temps avant l'intervention militaire de l'armée rouge.

D'autre part, alors que l'envoyé spécial à Kaboul du Daily Telegraph fait état de la destruction du principal dépôt de carburant du pays et de l'utilisation par les Soviétiques de lance-flammes pour réduire le rébellion de la garnison de Ghazni — ce que Moscou dément — l'agence afghane Bakhtar et Radio-Kaboul ont admis l'existence d'une résistance dans la province de Kunduz, non loin de la frontière soviétique. Le premier « détachement de volontaires » du parti populaire démocratique pour la lutte contre les bandes de mercenaires » est parti pour Kunduz, qui est en grande partie entre les mains des résistants, qui y ont récemment attaqué le quartier général des forces de sécurité.

Philippines

UNE SOIXANTAINES DE FILLETTES ET DE JEUNES FILLES. Agées de dix à dix-sept ans, ont été libérées par la police de Manille des locaux d'une agence pour l'emploi qui, depuis des mois, les détenait dans des conditions inhumaines, apprend-on vendredi 15 août. L'intervention policière a été décidée à la suite du témoignage de deux fugitives. Celles-ci avaient raconté que, en attendant d'être vendues comme employées de maison, elles étaient traitées comme des esclaves, souillées, battues et livrées à des hommes qui abusent d'elles. — (A.F.P.)



هكذا من الأصل



Pologne

L'aggravation de la crise

(Suite de la première page.)

Les grévistes réclamaient, outre l'extension du droit de grève aux salariés de 1970 et le réembauchage de M. Walentyński et de deux autres ouvriers licenciés récemment :  
— La dissolution de l'actuel syndicat des chantiers et la création d'un syndicat libre.  
— Une augmentation des salaires de 200 zlotys (88 dollars) par mois, celle des allocations familiales des retraités.  
— La vente de la viande au prix antérieur à la hausse du 1<sup>er</sup> juillet.  
— La publication de ces revendications par la presse écrite et parlée.  
Le comité de négociation a été par les ouvriers à obtenir quelques concessions de la direction, assistée par M. Tadeusz Piskorski, premier secrétaire du parti pour la ville. La direction a accepté de réembaucher deux

des trois employés licenciés, dont M. Walentyński. Celle-ci, amenant d'urgence de son domicile aux chantiers, a pris la parole devant les ouvriers rassemblés, puis s'est jointe aux négociations.  
La direction a également accepté d'élever un monument et d'apposer une plaque à la mémoire des ouvriers tués lors des émeutes de 1970.  
La direction et le premier secrétaire se sont engagés à faire en sorte qu'aucune représaille ne soit exercée à l'encontre du comité de grève, et que les allocations familiales soient accordées sur celles de la milice et de la police politique, qui sont six à dix fois supérieures à la moyenne. Puis la direction a suggéré que les pourparlers reprennent sur les autres questions dans une semaine ou deux.  
Le comité de grève n'a pas cédé. Il a rejeté une offre de 200 zlotys d'augmentation men-

suelle des salaires. Au cours de la nuit, il a même fait monter les enchères : il a exigé la dissolution du conseil central des syndicats — officiel — à l'échelon national et la création de syndicats libres.

Cette dernière revendication, la plus audacieuse, appelle de toute évidence une réponse politique au plus haut niveau, alors que M. Giersek, qui depuis le début des émeutes de 1970 est tenu constamment au-dessus de la mêlée, est en vacances en Union soviétique.

Devant cette situation, la journée de vendredi devrait être cruciale. Le pouvoir connaît la détermination des ouvriers de Gdansk et devrait s'efforcer d'éviter une confrontation. Toutefois, il est exclu qu'il prenne des décisions qui puissent apparaître comme un renoncement aux principes de base du socialisme. De l'avis des observateurs, une seule chose est certaine : c'est Gdansk que, d'une façon ou d'une autre, la crise polonaise connaîtra son dénouement.

LA TRADITION DES REVENDICATIONS OUVRIÈRES

Voici un bref rappel des crises politico-sociales qui ont agité la Pologne depuis la fin de la guerre : 29 JUIN 1948. — Des émeutes éclatent à Poznań après le retour de Varsovie d'une délégation des ouvriers de l'usine Złoty qui avaient pu obtenir satisfaction des autorités centrales. Bilan officiel : quarante-huit morts et deux cent soixante-dix blessés. Le slogan des ouvriers révoltés : « Nous voulons du pain ». 22 octobre, M. Gomułka devient le chef du parti. On parle de conseils ouvriers, d'autogestion, de libéralisme.

DÉCEMBRE 1976. — Les promesses de l'1<sup>er</sup> octobre polonais de 1956 se sont mises au fil du temps. De plus, durant le printemps de Prague de 1968, en Pologne, une répression de toute manifestation de libéralisme et une vague d'antisémitisme a empêché les espoirs. L'annonce, en 1976, d'une importante augmentation des prix des produits alimentaires, jurée avant les fêtes de Noël, provoque des émeutes sanglantes dans les ports

de la Baltique, notamment à Gdansk. Des « comités ouvriers » se forment. M. Giersek remplace M. Gomułka. La hausse des prix est annulée.  
MARS 1976. — M. Giersek a fait procéder depuis cinq ans à une industrialisation rapide du pays, dans l'industrialisation extérieure, est énorme. Il décide de procéder à une hausse des dépenses militaires. Des grèves éclatent, particulièrement à Ursus et à Radom. Elles sont sévèrement réprimées. Des intellectuels créent alors le KOR (Comité pour la défense des ouvriers), qui finit par obtenir que tous les ouvriers arrêtés et jugés soient relâchés. Sa tâche accomplie, il se transforme en Comité d'antifascisme social, crée les « universités volantes » et se lance dans l'édition non officielle de journaux et de livres.

C'est le KOR qui informe le monde depuis le début de juillet 1980 sur tous les mouvements de grève, avant que les autorités ne reconnaissent leur existence.

Manifestations à Varsovie

Pendant ce temps-là, à Varsovie, près de cinq mille personnes, répondant à l'appel des dissidents, se sont réunies, jeudi soir 14 août, à Varsovie sur le pied du tombeau du soldat inconnu, pour rendre hommage à la mémoire des soldats polonais tombés en 1920 sur les champs de bataille de la guerre polono-soviétique. Apparaissant, elles avaient assisté à un office religieux célébré en l'église Sainte-Anne dans le quartier de la vieille ville. Un orateur, membre d'une organisation dissidente, a, au pied du tombeau, harangué les participants et réclamé la « liberté » et la « indépendance » de la Pologne sous les applaudissements frénétiques de l'assistance. La manifestation s'est ensuite dispersée dans le calme après avoir chanté l'hymne polonais. La police, qui avait arrêté la circulation automobile pour laisser passer la manifestation, n'est intervenue à aucun moment.

UN MONUMENT AUX MORTS AU LIEU D'UN SUPERMARCHÉ

Les ouvriers des chantiers navals Lénine de Gdansk ont la mémoire longue. Ils ont prouvé en exigeant des autorités la construction d'un monument à la mémoire des victimes (quarante-cinq officiellement, cinquante contestés par les dissidents) des émeutes sanglantes de décembre 1970 dans les ports de la Baltique.

M. Fiszbach, premier secrétaire du parti de l'ancienne cité hansatique, a donné son accord. Le monument sera en place pour le dixième anniversaire de la révolte, le 17 décembre. Une drapée à proximité du portail des entrées accède aux établissements. C'est là qu'il y a dix ans furent fauchés leurs anciens camarades grévistes par le feu de la troupe et de la milice. Depuis quelques années, seuls les dissidents célèbrent cet anniversaire, malgré la chasse que leur fait la police, en déposant des fleurs à l'endroit de la justification.

De leur côté, les dirigeants du parti se sont efforcés de faire sombrer dans l'oubli. On en veut pour preuve les travaux de la commission gouvernementale créée en décembre de la révolte. Elle s'était fixée pour tâche de « trouver les coupables » et de « traduire en justice ceux qui avaient donné l'ordre de faire parler la poudre. Présidée par M. Jan Szydłowski, alors secrétaire du comité central et aujourd'hui président des syndicats, elle n'a jamais conclu ses investigations.

Le monument qui se dressera à l'endroit même où les autorités prétendaient contrôler la manifestation, sera remplacé par l'actuel chef du parti, M. Giersek. (A.F.P.)

Italie

L'ENQUÊTE SUR L'ATTENTAT DE BOLOGNE

Un néo-fasciste âgé de seize ans est placé en garde à vue

De notre correspondant

Rome. — Un jeune néo-fasciste de Bologne, âgé de seize ans, a été placé, depuis jeudi 14 août, en garde à vue après une série de longs interrogatoires dans l'enquête sur l'attentat du 2 août. Les magistrats instructeurs, qui ont donné la nouvelle et refusé de rendre public le nom, ont précisé que le jeune homme ne sera éventuellement inculqué que pour « participation à association subversive » et qu'il n'est question « ni de massacre ni d'explosion ».

Quel rapport y a-t-il avec l'enquête sur l'attentat ? C'est une piste latérale, ont expliqué les magistrats. Nous procédons comme pour la pêche au thon. Au début, le cercle des fillets était très large, puis maintenant il se resserre de plus en plus. Le néo-fasciste, dont le nom serait d'après le quotidien *La Repubblica*, M. Luca Orzi, malgré son jeune âge, connaît bien les milieux extrémistes de droite de la capitale émilienne, et notamment les « durs » du Fronte della Gioventù (l'organisation de jeunesse du M.S.I., le parti néo-fasciste).

Le nom de M. Orzi avait été cité en même temps que celui de deux autres extrémistes bolognais, pendant les interrogatoires à Nice de M. Marco Affatigato. Le jeune homme serait surtout un point de départ pour arriver à des personnages plus importants. M. Marcantonio Bevilacqua, avocat du suspect (naguère avocat de Franco Freda, l'un des néo-fascistes bolognais pour l'attentat à la Banque d'agriculture de Milan, qui fit seize morts le 12 décembre 1969), a déclaré : « Le jeune garçon risque d'être la clé de la déclaration relative à la mise en œuvre de la bombe ». Il tient à préciser lui aussi que les motifs de la mise en garde à vue de son client « n'ont rien à voir avec l'attentat de Bologne ».

Les magistrats ont désormais quatre-vingt-seize heures pour libérer le jeune néo-fasciste ou l'inculquer la garde à vue ou l'arrestation. Au début de la

semaine dernière, deux des magistrats chargés de l'enquête s'étaient rendus à Brescia et à Padoue. Rien n'a été dit sur le résultat de ce voyage, mais M. Persico, le porte-parole des magistrats bolognais, a annoncé qu'une « piste opérationnelle » est actuellement en cours dans une autre ville italienne ; beaucoup pensent à Rome. Les magistrats restent encore très prudents sur les développements de l'enquête. (Interim.)

Portugal

M. SA CARNEIRO REFUSE DE DONNER SA DÉMISSION AVANT LES ÉLECTIONS

Lisbonne (A.F.P.). — Le gouvernement portugais a réaffirmé le jeudi 14 août que la situation financière du premier ministre, M. Francisco de Carvalho, était saine et a annoncé qu'il ne donnerait pas sa démission avant les élections législatives du 5 octobre. La déclaration gouvernementale a été faite en réponse aux attaques de l'opposition de gauche, qui accuse le premier ministre d'être libéré de manière frauduleuse d'une dette de plusieurs millions d'escudos en 1974.

M. Sa Carneiro, entouré de tous les membres de son gouvernement, a lu la déclaration par la télévision. Le premier ministre a accusé l'opposition de vouloir « déstabiliser le régime » en ayant de la « collusion avec les terroristes ». M. Sa Carneiro était libéré de la dette de la télévision. Le premier ministre a accusé l'opposition de vouloir « déstabiliser le régime » en ayant de la « collusion avec les terroristes ».

La commission permanente de l'Assemblée a réuni le 25 août pour décider de l'opportunité de réunir le Parlement en session extraordinaire pour étudier la situation financière du premier ministre.

LES ACTIVITÉS DE L'EXTRÊME DROITE EN FRANCE

Libres opinions

Deux poids deux mesures

par JACQUES NODIN (\*)

ANSI, il a fallu attendre l'attentat de Bologne pour apprendre que l'un des responsables d'un groupe néo-nazi français était un inspecteur de police, affecté pendant un temps au service des renseignements généraux. Un policier qui, en toute impunité, nouait des contacts avec d'autres organisations européennes néo-nazies pendant leur temps de travail, signait des articles fascistes dans une revue. Cette affaire laisse apparaître au grand jour la politique suivie par le ministère de l'Intérieur envers les policiers.

En effet, rappelons-nous que le secrétaire général de la police C.F.D.T. a été révoqué pour avoir pris la parole dans un meeting des « Lip » à Besançon, qu'un C.R.S. a été muté pour avoir distribué des tracts sur la sécurité sociale en dehors de son temps de travail, que six C.R.S. ont été révoqués pour avoir refusé d'être entassés dans un campement de fortune, qu'un policier va être muté pour son appartenance au parti socialiste.

La liste serait longue des sanctions disciplinaires qui ont depuis vingt ans frappé les militants policiers défendant une police au service des citoyens ou simplement les attitudes quotidiennes à la démocratie, à la justice, affectées par « certaines brèves galuses policières ». Ces attitudes des idées fascistes, ces adoptions d'actes racistes, semblent avoir bénéficié pendant ce même laps de temps d'une attention bienveillante.

Et surtout que le ministère de l'Intérieur ne joue pas les naïfs dans cette affaire en prétendant ne pas connaître les activités politiques de cet inspecteur de police. La C.F.D.T. connaît malheureusement trop bien le fonctionnement de la police des policiers, pour ne pas croire que la hiérarchie policière n'a pas, pendant un temps, fermé les yeux sur les agissements de ce militant d'extrême droite.

Or pourtant, M. le ministre de l'Intérieur, lors de l'audience accordée à la C.F.D.T. en décembre 1979, nous avions attiré votre attention sur une certaine fascisation des policiers, sur nos interrogations devant le peu d'empressement pour retrouver les assassins de Goldman, Curiel et autres militants de gauche. Aussi, permettez-nous, M. le ministre, de vous suggérer de faire entendre ce policier dans le cadre de certaines affaires françaises.

Peut-être serait-il opportun de relancer l'enquête sur les réseaux : Honneur de la police, Delta et autres commandos fascistes responsables d'assassinats, d'attentats et autres razzias contre des immigrés, des juifs et des militants de gauche.

Nous ne doutons pas du zèle empressé que vous mettez, à la suite de l'odieux attentat de Bologne, pour faire toute la lumière sur les crimes et délits commis en France par les néo-nazis, même s'il s'agit de policiers.

(\*) Secrétaire général de la Fédération nationale des syndicats C.F.D.T., des personnels du ministère de l'Intérieur, des collectivités locales et leurs services.

APRÈS L'ATTENTAT DONT ELLE A ÉTÉ VICTIME  
Mme Curiel s'étonne de l'« impunité » dont bénéficient les terroristes

Mme Rosette Curiel, soixante-six ans, veuve d'Henri Curiel, militant révolutionnaire assassiné le 4 mai 1978 à Paris, a été l'objet d'un attentat, mercredi soir 13 août (le Monde du 15 août). Alors qu'elle se trouvait dans son appartement à Paris (cinquième arrondissement), une bouteille d'essence enflammée a été lancée contre la porte palière de son domicile. Le début d'incendie provoqué a pu être éteint rapidement et les dégâts sont finalement peu importants. Les enquêteurs ont découvert sur les murs de l'immeuble des dessins de croix gammées et des inscriptions : « Mort aux Curiel ! » et « Commando Mario Tuli », du nom du militant fasciste italien, auteur présumé de l'attentat du train Italicus, en 1974, dans lequel douze personnes avaient été tuées.

Mme Curiel, dont le mari fut assassiné dans le même immeuble, n'a pas été surprise. « Je suis persuadée de mourir assassinée »,

a-t-elle déclaré, jeudi 14 août. Déjà, il y a deux mois, j'avais une lettre de menaces et d'intimidation d'un comité national révolutionnaire fasciste (1). « Vous soulevez le sol national, m'y était-il dit, et si vous ne parlez pas, on vous enverra au paradis dans dix jours ». « La semaine dernière encore, un correspondant anonyme m'a appelée au téléphone pour m'inviter à rejoindre le mouvement des « Jeunes révolutionnaires », à bas ceux qui aident le tiers-monde, à bas les Curiel. « J'ai porté plainte », poursuit Mme Curiel, « référé politique demandé à la police de me protéger mais a essuyé un refus ».

Sur ce dernier point, l'association Henri-Curiel précise dans un communiqué, rendu public jeudi 14 août : « Il y a environ deux mois, Mme Curiel avait été l'objet de menaces de mort. Elle avait demandé à la police de se protéger mais a essuyé un refus ».

Des terroristes d'extrême droite et d'extrême gauche, le premier s'est révélé, sans conteste, le plus violent et le plus meurtrier en France ces cinq dernières années. Sans doute l'extrême gauche a-t-elle beaucoup fait parler d'elle et sans doute peut-on craindre qu'elle ne soit prise dans une dangereuse spirale. L'exemple des récents mitraillages d'édifices publics par le groupe Action directe, d'inspiration maoïste et d'anarchisme mélangé, est là pour le montrer. Il reste que l'extrême gauche, qui accepte de recourir à la violence, commet essentiellement des attentats à l'explosif. A ce titre, l'assassinat, le 23 mars 1977, de Jean-Antoine Trammol, employé au service de surveillance de la région Roussillon, revendiqué par les NAPAP (Noyaux armés pour l'autonomie populaire), est une exception qui choque de nombreux militants.

L'extrême droite, pour avoir été plus discrète, à sa manière, ces dernières années, a revendiqué des attentats plus nombreux et surtout plus violents. Ainsi le commando Delta (du nom de l'organisation Delta

demandé aux autorités et à la police une protection qui ne lui a pas été donnée. Le résultat, aujourd'hui, est là. Nous tenons le gouvernement français pour entièrement responsable de cet attentat ».

Concernant les activités des terroristes d'extrême droite, Mme Curiel a estimé qu'ils jouissent d'une « étonnante impunité ». Mme Curiel ne peut pas ne pas songer à l'enquête sur l'assassinat de son mari qui, plus de deux ans après, les faits, n'ont pas abouti. Henri Curiel, réfugié politique apatride d'origine égyptienne, avait été à l'origine du mouvement communiste égyptien. Il avait été expulsé d'Égypte, en 1950, vers l'Italie. Ce dernier pays jugeait Henri Curiel indésirable, le militant marxiste avait rejoint la France où il vécut de mainjante clandestine jusqu'aux événements d'Algérie. Vivant sous le régime des autorisations de séjour

trimestrielles renouvelables, il avait obtenu, en 1963, le statut de réfugié politique (2).

An mois de juin 1976, une enquête de l'hebdomadaire *le Point* le présentait brutalement comme « le patron des réseaux d'aide aux terroristes ». Henri Curiel était alors déclaré un ennemi résolu de la violence et des procédés terroristes. Le 25 octobre 1977, Henri Curiel fut visé par un arrêté d'expulsion prononcé en résidence surveillée à Digne (Alpes-de-Haute-Provence) jusqu'au 12 janvier 1978. L'arrêté d'expulsion fut finalement rapporté. Le 4 mai 1978, Henri Curiel était assassiné de trois balles de calibre 11.43. Un commando Delta revendiquait l'assassinat.

(1) M.D.L.R. — Le sigle de la Fédération d'action révolutionnaire européenne (F.A.R.E.), que dirige M. Marc Fredrikson, figurait au verso de la lettre.  
(2) Le Monde du 15 décembre 1977.

Fausse symétrie

dirigée durant les « événements » d'Algérie par Roger Degueldre, responsable de la branche « Action directe » de l'O.A.S., eut au mois de juillet 1959, à-t-il, deux assassinats : Laid Sebal, concubine de l'Armée des Algériens en Europe, probablement tué par méprise le 2 décembre 1977, fut sa première victime. Le 4 mai 1978, Henri Curiel, « traître à la France qui s'auto-protège », fut « éliminé » par le commando Delta. Deuxième victime. Les commandos Delta se sont aussi rendus coupables de nombreux attentats contre des foyers de travailleurs immigrés, entre autres.

D'autres groupes d'extrême droite sont apparus ces dernières années en se manifestant de manière particulièrement violente. Le 30 septembre 1979, l'écroulât Pierre Goldman était lui aussi victime de l'extrême droite. Cette fois, le groupe Honneur de la police revendiquait ce crime. Et Honneur de la police d'expliquer : « La justice du pouvoir ayant montré une nouvelle fois ses faiblesses et son laxisme, nous avons fait ce que notre devoir nous com-

mandait. » Ce devoir là avait déjà commandé à ces hommes de faire sauter la voiture d'un responsable de la C.F.T. M. Maurice Lourdes, le 8 mai 1979, en Seine-et-Marne.

Le bilan ne s'arrête pas là. Des groupuscules revendiquent en effet, à longueur d'années, des attentats signés club Charles-Martel (1), Cellule ordre et justice nouvelle, etc. Le sigle de la Fédération d'action nouvelle européenne (F.A.N.E.) a été découvert à plusieurs reprises, ces derniers mois, dans le quartier parisien du Marais sur les lieux d'attentats. Simple provocation ? L'idéologie de la F.A.N.E. (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet) peut en faire douter.

Outre ces actions, l'énumération serait incomplète si l'on ne citait pas la mort de Pierre Maitre, le 5 juin 1977. Cet ouvrier fut tué, lors de l'attentat, par un commando composé de membres de la C.F.T. (Confédération française du travail), d'un piquet de grève à la Société des verreries mécaniques champenoises, à Reims. Son assassin présumé doit être prochainement jugé. Évoquons aussi la mort de François Duprat, membre du bureau politique du Front national

tué, le 18 mars 1978, dans l'explosion de sa voiture en Seine-Maritime. Ses amis n'avaient pas alors exclu un règlement de comptes — au sein de l'extrême droite.

Au terme de cette longue liste de victimes, une réflexion s'impose. Les enquêtes policières se sont presque toujours révélées vaines. La police n'a pas encore trouvé les assassins de Sebal, de Curiel, de Goldman et de Duprat. Qui se cachent derrière les commandos Delta, derrière le réseau Honneur de la police ? La police est désespérément muette. Elle n'a pas eu mettre un terme aux activités violentes des groupuscules d'extrême droite. La vérité oblige à dire que cette même police est plus active à l'égard du terrorisme d'extrême gauche. Les membres des NAPAP et du groupe Action directe en prison l'attestent.

LAURENT GREILSAMER.

(1) Le club Charles-Martel s'est manifesté pour la première fois en décembre 1978 en revendiquant la responsabilité d'un attentat contre le consulat d'Algérie à Marseille qui fit quatre morts et seize blessés.



RELIGION

LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DU DOGME DE L'ASSOMPTION

Les promotions successives de Marie

par HENRI FESQUET

L'Eglise romaine célèbre cette année le trentième anniversaire de la proclamation du dogme de l'Assomption. Cette croyance remonte au cinquième siècle environ et ne se trouve pas mentionnée dans la Bible. Résumé succinct des articles de foi : la Bible est profondément muette à ce sujet. Ce n'est qu'à partir de 1850 que cette tradition — facultative — est devenue un dogme et qu'elle engage la conscience des fidèles catholiques.

Rédigée par Pie XII en 1950 après consultation des évêques du monde entier, la constitution apostolique *Munificentissimus Deus* décrète que la Vierge Marie a été élevée « corps et âme à la gloire céleste à la fin de sa vie ».

Sous peine de confusion, il convient de distinguer plusieurs niveaux. Premièrement, au sommet, la foi, qui est une adhésion globale à l'évangile de Jésus-Christ ; deuxièmement, la doctrine qui explicite d'une manière détaillée, dans des formules homologues, les différentes vérités à croire ; troisièmement, le mystère constituant la partie de la foi qui dépasse la raison ; quatrièmement, les mythes dont l'interprétation plus ou moins obscure enrichit la vision de la foi (par exemple, Adam et Ève au paradis terrestre, le péché originel tel qu'il est raconté dans la Bible) ; enfin, les récits, les faits merveilleux, les légendes ou traditions populaires, plus ou moins locaux.

Ces notions, qui se sont indubitablement enchevêtrées au cours des âges, ont subi des fluctuations ; certaines tombent en désuétude ou changent de catégorie. Les anges et les démons, notamment, ont une existence réelle ou allégorique ? Les miracles bibliques sont-ils ou non à prendre au pied de la lettre ?

Toutefois à souhait, l'histoire religieuse reste tributaire de l'évolution culturelle : saint Antoine de Padoue est-il encore pris parmi les jeunes catholiques pour retrouver un objet perdu ? Que sont devenus, d'autre part, les exorcismes d'antan ? La découverte de l'inconscient n'exclut-elle pas, pour une part, tout le prodige attribué à des forces surnaturelles (les songes en particulier) ?

La religion est à prendre pour ce qu'elle est : un fait, sociologique à son niveau le plus élémentaire. Elle atteint, comme l'a écrit Henry Duméry, « tous les niveaux de la conscience ». Les agrégés de l'Université, comme

les forts en thème ou les samit-létrés. Ceux qui s'attachent à purifier la doctrine catholique ne doivent pas oublier que le christianisme n'est pas élitiste. L'archevêque de Naples peut difficilement rejeter ex abrupto l'histoire de l'ampoule contenant du sang « de saint Janvier qui se liquéfie plusieurs fois par an ; en revanche, il travaille à l'évangélisation de son peuple dans l'espoir de croyances plus étoffées.

Au cours des âges, il est arrivé à l'Eglise, au nom de la pure doctrine, de « filtrer le mouchoir » ou d'évaluer le chameau » (Mat. 23, 24). Jeanne d'Arc a été éliminée comme sorcière ; Jean Huss (1415) a été brûlé, lui aussi, pour des raisons d'une injustice étonnante.

Exorcisme

L'unique résurrection du Christ, qui surplombe l'histoire sans que rien jusqu'à présent n'ait pu tenir la mesure de ce mystère et de ses fruits, n'a, semble-t-il, pas suffi aux Eglises d'Orient et d'Occident. De la croyance libre à l'Assomption, Pie XII a cru devoir faire un article de foi proprement dit et engager son « infélibilité ».

La formule adoptée demeure intentionnellement assez vague pour qu'il soit loisible de croire que Marie a, ou non, connu la mort. Certains parlent de « dormition » ; d'autres pensent qu'après son décès elle a été mise au tombeau à Ephèse ou à Jérusalem et que c'est ensuite seulement qu'elle a été élevée au ciel dans son corps. Mais ces deux traditions, sur lesquelles Pie XII ne se prononce pas, ne changent rien au fond de la question : la mère de Jésus est, comme son fils, présente au ciel dans son intégrité physique : privilège unique réservé par les protestants, qui reprochent à l'Eglise romaine d'avoir laissé croître indûment le culte de Marie au point qu'il obscurcit celui de Jésus-Christ, seul médiateur et seul rédempteur. Depuis Vatican II, en dépit de réels efforts, dans certaines églises, l'aveu de la Vierge ou de ses statues de toutes sortes prenant une importance démesurée : le tabernacle passe inaperçu en regard de buissons ardents de cierges et d'ex-voto de toutes sortes.

Marie est censée « conduire à son fils » sans lequel elle ne serait rien. Sans doute, mais un Jésus, réputé « mariologue sérieux », affirmait, en 1854 : « Jésus veut damner, Marie veut sauver. » Proposition quasi blasphématoire faite pour magnifier le rôle de Marie dans l'économie du salut, mais qui montre l'usage qu'on a pu faire de la doctrine. Ne dirait-on pas que celle qui enfanta sans le secours d'un homme, celle qui fut exempte du péché originel (Immaculée Conception, définie dogmatiquement par Pie IX en 1854) et celle qui « ressuscita » corporellement devient une sorte de pseudo-déesse dont l'amour surpasse celui de Dieu même ?

En France, le culte marial est devenu plus sobre qu'en Italie, en Espagne ou en Amérique latine. En revanche, l'Assomption est une des quatre fêtes d'obligation de l'année et jour férié. En effet, à l'inspiration de Richelieu et du Père Joseph, capucin et éminent grisé, le roi Louis, le 10 février 1639, une déclaration attribuant à la providence les succès intérieurs et extérieurs du royaume. Louis XIII promettait de faire reconstruire le grand autel de Notre-Dame de Paris assorti de l'image de la Vierge. Des processions devaient solenniser cet événement.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

serait rien. Sans doute, mais un Jésus, réputé « mariologue sérieux », affirmait, en 1854 : « Jésus veut damner, Marie veut sauver. » Proposition quasi blasphématoire faite pour magnifier le rôle de Marie dans l'économie du salut, mais qui montre l'usage qu'on a pu faire de la doctrine. Ne dirait-on pas que celle qui enfanta sans le secours d'un homme, celle qui fut exempte du péché originel (Immaculée Conception, définie dogmatiquement par Pie IX en 1854) et celle qui « ressuscita » corporellement devient une sorte de pseudo-déesse dont l'amour surpasse celui de Dieu même ?

En France, le culte marial est devenu plus sobre qu'en Italie, en Espagne ou en Amérique latine. En revanche, l'Assomption est une des quatre fêtes d'obligation de l'année et jour férié. En effet, à l'inspiration de Richelieu et du Père Joseph, capucin et éminent grisé, le roi Louis, le 10 février 1639, une déclaration attribuant à la providence les succès intérieurs et extérieurs du royaume. Louis XIII promettait de faire reconstruire le grand autel de Notre-Dame de Paris assorti de l'image de la Vierge. Des processions devaient solenniser cet événement.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

Interrompue à la Révolution, les processions furent rétablies à la chute de l'Empire, qui profita de cette fête populaire pour y placer celle de Saint-Napoléon. Benoit XV déclara la Vierge patronne principale de la France, le 21 mars 1922. Dans de nombreux villages ou villes, les processions du 15 août perdurent, puis finirent par tomber plus ou moins en désuétude.

ques mariages anglais, français et canadiens, est arrivée à cette conclusion, reproduite en décembre 1979 par le *Supplément*, revue dominicaine dirigée par le Père Retoulé : « Toute idéalisation de la femme qu'est Marie ne fonctionne-t-elle pas de fait comme une dévalorisation des autres femmes ? »

Entre Marie, « servante du Seigneur », et les exaltations superlatives dont les hommes d'Eglise la gratifient (les hommes et non Jésus d'une si remarquable discrétion à son égard), il existe un fossé difficile à franchir.

Le féminisme chrétien contemporain trouve son compte dans la pudeur évangélique. La femme serait-elle source de péché, mais qui la dit dans le Nouveau Testament ? La déformation diminue-t-elle la grandeur de Marie ? Qui oserait le prétendre aujourd'hui, où les femmes ne se sont vraiment accomplies — sans vocation particulière — qu'au sein d'un mariage par un homme ?

« Le péché, commente Mme Bernadette Gasselin, est plutôt l'absence de blesser, l'absence d'ouverture, l'absence de relation, le refus d'une autonomie personnelle (...). Bénie, blessée entre toutes, Marie est celle qui se prête le moins à un discours mythologique. Elle évoque plutôt un discours radicalement vulnérable. » (Ibid.)

Est-ce à dire que Marie serait plus grande, plus exemplaire, si elle n'avait pas échappé d'une part aux lois de la pesanteur et, d'autre part, à celles de la procréation, si sa virginité pouvait être prise dans un sens mytique et mythique ? En tout cas, la théologie mariale qui, jusqu'ici, fut l'apanage des hommes gagnant à devenir un des champs privilégiés de la réflexion féminine.

Si les femmes sont accessibles à certains laïcs ou théologiens d'avant-garde, de tels aperçus demeurent choquants pour les doctrinaires de l'Eglise romaine. D'un autre côté, prendre à la lettre les expressions bibliques en leur totalité et faire de la tradition passée une norme intangible, c'est se voir à un piège-nement de la loi incompatible avec le génie évolutif du christianisme. Le peuple de Dieu est, à sa manière, maître de l'évolution de la loi. L'infélibilité du collège apostolique est corrélatrice à celle de l'Eglise.

« La vérité est hérétique », écrit France Farago dans le *Monde* du 15 août 1978. Pour un temps...

« La vérité est hérétique », écrit France Farago dans le *Monde* du 15 août 1978. Pour un temps...

« La vérité est hérétique », écrit France Farago dans le *Monde* du 15 août 1978. Pour un temps...

« La vérité est hérétique », écrit France Farago dans le *Monde* du 15 août 1978. Pour un temps...

« La vérité est hérétique », écrit France Farago dans le *Monde* du 15 août 1978. Pour un temps...

« La vérité est hérétique », écrit France Farago dans le *Monde* du 15 août 1978. Pour un temps...

« La vérité est hérétique », écrit France Farago dans le *Monde* du 15 août 1978. Pour un temps...

« La vérité est hérétique », écrit France Farago dans le *Monde* du 15 août 1978. Pour un temps...

« La vérité est hérétique », écrit France Farago dans le *Monde* du 15 août 1978. Pour un temps...

« La vérité est hérétique », écrit France Farago dans le *Monde* du 15 août 1978. Pour un temps...

« La vérité est hérétique », écrit France Farago dans le *Monde* du 15 août 1978. Pour un temps...

« La vérité est hérétique », écrit France Farago dans le *Monde* du 15 août 1978. Pour un temps...

« La vérité est hérétique », écrit France Farago dans le *Monde* du 15 août 1978. Pour un temps...

« La vérité est hérétique », écrit France Farago dans le *Monde* du 15 août 1978. Pour un temps...

« La vérité est hérétique », écrit France Farago dans le *Monde* du 15 août 1978. Pour un temps...

« La vérité est hérétique », écrit France Farago dans le *Monde* du 15 août 1978. Pour un temps...

« La vérité est hérétique », écrit France Farago dans le *Monde* du 15 août 1978. Pour un temps...

« La vérité est hérétique », écrit France Farago dans le *Monde* du 15 août 1978. Pour un temps...

« La vérité est hérétique », écrit France Farago dans le *Monde* du 15 août 1978. Pour un temps...

« La vérité est hérétique », écrit France Farago dans le *Monde* du 15 août 1978. Pour un temps...

« La vérité est hérétique », écrit France Farago dans le *Monde* du 15 août 1978. Pour un temps...

MÉDECINE

Après la décision préfectorale de fermeture  
Les responsables de la clinique de la Tête-d'Or à Lyon demandent le bénéfice d'un règlement judiciaire

La clinique de la Tête d'Or à Lyon est officiellement fermée depuis ce vendredi 15 août, en application de la décision du préfet du Rhône notifiée le 4 juillet dernier (« le Monde » des 10, 13 et 14 juillet). Après les soins dispensés aux malades récemment accueillis, la clinique ne pourra plus recevoir de clientèle et aucun accouchement n'y est plus possible. Jusqu'à sa fermeture, soixante naissances par mois y étaient enregistrées.

La dernière journée d'activité de la clinique a été marquée par une manifestation d'une centaine de personnes hostiles à la fermeture, par le dépôt de bilan présenté au tribunal de commerce de Lyon par les dirigeants de la S.A.R.L. de la clinique de la Tête d'Or et par... une naissance.

De notre correspondant régional

Lyon. — Le dernier né de la clinique de la Tête d'Or s'appelle Hassan. Un prénom qui mesure à l'information a été ouverte par le doyen des juges d'instruction, M. Georin : elle n'a pour l'instant pas débouché sur des inculpations.

Autre anomalie du dossier : le rapport des services de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) n'a toujours pas été communiqué aux responsables de la clinique, aux médecins et au personnel. L'enquête, commencée le 3 janvier, a duré une quinzaine de jours. Les seuls griefs communiqués oralement deux mois plus tard concernent le local à pharmacie qui serait « non conforme », et le placard des produits toxiques dont la clé n'avait pas été retirée. Des éléments matériels qui ne semblent pas de nature à justifier à eux seuls une fermeture.

Le docteur Crombecke reconnaît avoir pratiqué plus que d'autres des interruptions thérapeutiques de grossesse : « C'est vrai, mais toujours dans la légalité. De plus, ma clientèle venait de toute la région ».

D'une manière plus générale, la situation lyonnaise n'apparaît pas très brillante en ce qui concerne l'application de la loi, au cours de ce mois d'août. Selon une représentante du Planning familial, « une cinquantaine de demandes, ont été enregistrées par notre mouvement. Sept femmes ont été dirigées par nos soins en Grande-Bretagne. L'hôtel-Dieu de Lyon, qui n'accepte pas d'avortements au-delà du délai de huit semaines, n'accorde pas de rendez-vous avant le 15 du mois d'août. Quant aux I.T.G., elles ne sont plus possibles à Lyon ».

La C.F.D.T. se bat, quant à elle, pour sauvegarder l'emploi : les cinquante-deux salariés de la clinique n'ont pas tous reçu les assurances de retrouver du travail. Selon le syndicat, « le 31 juillet, seules trente-huit personnes ont obtenu un engagement ferme ». Pour accélérer la prise de conscience du problème social, et permettre de résoudre ce dossier encombrant, la direction a déposé le bilan de la S.A.R.L. en demandant le bénéfice d'un règlement judiciaire.

CLAUDE RÉGENT.

DANS LES HAUTES-PYRÉNÉES

Un centre de vacances pour handicapés mentaux est fermé pour cause d'insalubrité

Un centre de vacances, qui hébergeait quatre-vingt-trois handicapés mentaux adolescents, vient d'être fermé sur décision du préfet des Hautes-Pyrénées. Cet établissement, situé à Izaux (Hautes-Pyrénées), recevait des handicapés venus de diverses régions de France et notamment de Toulouse, d'Albi, de Tours et de Dijon. L'émotion est vive sur place, et le directeur de l'établissement, M. Jean-Claude Guillot, a commencé une grève de la faim.

Cette colonie de vacances appartient à une œuvre privée de la D.D.A.S.S. et a été créée, à la suite d'une visite du chef du corps des sapeurs-pompiers de Lannemezan, qui avait émis des réserves sur la sécurité dans l'établissement, un contrôle est intervenu sur les responsables de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (D.D.A.S.S.).

Le rapport du médecin-chef de la D.D.A.S.S., Mme Nicole Barthe, était scabreux pour l'établissement. Il soulignait notamment que, le jour de sa visite sur place, le centre fonctionnait sous la responsabilité de deux jeunes femmes éducatrices non spécialisées. Aucune infirmière diplômée d'Etat avait été prévue et que les effectifs d'encadrement (dix-neuf personnes) ne complétaient aucun éducateur spécialisé. Le rapport ajoutait que le centre était surpeuplé compte tenu de ses capacités d'hébergement, et que les handicapés n'y avaient subi, à leur arrivée, aucun examen médical, alors qu'il s'agissait de défilés profonds et moyens traités quotidiennement par des médicaments des anticonvulsifs et des neuroleptiques. Les médicaments, dangereux, qui se trouvaient sur des étagères non fermées à clé, étaient distribués par une assistante sociale qui n'avait pu présenter aucun diplôme.

Les animateurs, lit-on encore dans le rapport, avaient une tenue très négligée. L'ensemble des locaux (sanitaires, chambres, cou-

loirs, réfectoire et cuisine) étaient apparus jonchés de détritus, la literie dans un état de grande saleté, avec des moutons sur le sol. Les adolescents, dont certains étaient nus, étaient abrutis de tranquillisants.

A la suite de ce rapport, la fermeture du centre était décidée par les autorités préfectorales pour cause d'insalubrité. Quelques heures plus tard, le directeur du centre, M. Guillot, entreprenait une grève de la faim pour protester contre cette mesure. Tout le personnel est resté sur place pour lui manifester son soutien, tandis que des véhicules de la D.D.A.S.S. emmenaient les adolescents pour les répartir dans les établissements de la région, dont l'hôpital psychiatrique de Lannemezan.

Le Monde DE L'ÉDUCATION  
Numéro de juillet-août  
LE PALMARÈS  
DES UNIVERSITÉS  
et des grandes écoles :  
LE SUCCÈS  
n'est pas qu'à Paris...  
En vente partout : 7 F

ÉDUCATION

Admissions aux grandes écoles

POLYTECHNIQUE

OPTION M<sup>e</sup>

(par ordre de mérite)

Miles et MM. (1) Alalier, Barriaux, Trubillot, Barriaux, Delamar, Liebert, Gil, Noiret, Dupraz, Jean-Michel, Chaurvi, Ducloux, Georgelin, Antoine, Colla de Verdère, Jean-François Dreyfuss, Pascal Remy, Oswald, Fabrice André, Moreux, Truillet, Bruno Gautier, Biane, Bouit, Patrick Lambert, Elisabeth Granel, Coquard, Guyot, Simonet, Clotach, Jean-Luc Schmeider, Arvill, Viala, Chataway, Giribail, Caballero, Futzcher, Depommier-Cotton, Villamand, Jacquemont.

Barbet-Massin, Christine Meurault, Frédéric Fauvet, Boussac, Odette Forrester, Devaux, Raoul, Stelrich, Leclercq, Remy, Rouillon, Laurent Petit, Thierry Mallet, Boiteau, Hermann, Gouget, Quénec, Antoine Bouvier, Olivier Mathieu, Tréand, Philippe Lucas, Diogenes, Wigneron, Bellacche, Schwartz, Madeleine Melviller, Jouty, Bochet, Christian Schmitt, Jany, Moy, Labarre, Nadia Trotin, Gasia, Valère Robin, Comby, Nél, Lafont, Boumer, Jacques Guérin, Jean Perrot, Huijon, Fraiss, Gastaud, Chopinet, Chanet, Valt, Magagnat, Isabelle Bouchecourt, Balabart, Michel, Payot, Costa, Heidemann, Gilard, Boissieu, Roujansky, Garrell, Balon, Caillaud, Hottenberg, Camboules, Roussillon, Yana, Rimonne Fauré, Isabelle Bertrand, Odile Garotia.

Christophe Colla de Verdère, Coullieu, Lavergne, Peyron, Salem, Demotes-Malard, Caudron, Catherine Biane, Thérèse, Malé, Vanier, Verthier, Moury, Guérin, Gilles Richard, Tard, Héritier, Urbah, Catherine Monnier, Buisson, Narboni, Collette, Gerome, Jost, Van Boekingen, Fossier, Castaing, Marincic, Geoffray, Lacharme, Frongny, Terras, Muller, Le Goff, Mécia, Willis, Kérist, Quancard, Dominjon, Morvan, Blain, Nababou,

Moret, Sanséau, Bodard, Magarehach, Pata, Berger, Diot, Barrovy, Le Belle, Kasz, Feroldi, Lamarque, Jérôme Barre, Raag, Lalande, Raguit, D. S., Fuchsmeyer, Chiffaut, Davigo, De Warren.

Clermont, Lebel, Jacqueline, Courtois, Pintart, Rame, Laure Simon, Laurent Claude, Pierre Tribault, Bouché, Dagueytray, Calogno, Ruot, Bonneau, Louvain, Benaïon, Michel Renard, Fulda, Margus, Delouis, Bruno Ferry, Mita, Françoise Maurer, Nagelien, Morillon, Pasot, Brouiller, Reine, Sylvie Sue, Kerguelen, Potureau, Claudiard, Wehrli, Stéphane Roux, Abgrall, Rabib, Fortevin, Zakia, Sentenac, Polrot, Fontvielle, Valérie, Molin, Iam, Bony, Casterman, De Wisco, Tiennot, Auvierot, Le Gisé, Belle, Pavaud, Poret, Pascal, François Chauvin, Cohet, Thierry Bernard, Brigitte Chauvin, de Barbat, Duplessis, Boidot-Forgues, Bann.

Tireux, Forget, Elisabeth Custin, Raphaël, Giovechini, Mathieu De, rue, Verzeux, Dupray, Thierry Michel, Haecob, Mayre, Xausa, Lafage, Dodas, Delort, Dumeau, Muller, Lustran, Trebault, Jean-Marc François, Florence Emerick, Donnet, Bessia, Chichovais, Nolant, Pascal Montagnon, Mosti, Haze, Morillon, Guillaumin, Signagout, Petit-mengin, Ragaru, Guérin, Siret.

(1) Les candidats sont en sursis de deux par deux pour l'option M.

OPTION P<sup>e</sup>



Le Monde

## LOISIRS ET TOURISME

## L'Allemagne a une route pour les romantiques

VACANCES  
EUROPÉENNES

VU DE CHEZ EUX

## Mosaïque

par HANS HERBERT HOLZAMER (\*)

QUAND Heinrich Heine quitte Paris pour rentrer en Allemagne, il avait des sentiments mitigés. Cologne, la capitale de la Rhénanie, était gaie et romantique. Mais tout le reste ! Heine était allemand né à Düsseldorf, dans la province Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Que dire alors d'un Français traversant la frontière pour la première fois. Si la curiosité le pousse à savoir comment les choses se passent vraiment de l'autre côté du Rhin, il se libère sans doute de ses préjugés. Et on y arrive très bien en quelques jours de vacances.

Malheureusement, il est plus difficile de s'acclimater à l'Allemagne qu'à la France où, avec son microcosme Paris, on a devant soi le monde entier. La capitale Bonn ne s'y prête pas, pas plus que Berlin. On ne voit partout que les morceaux d'une grande mosaïque. Doit-on parcourir de grandes distances pour trouver en Allemagne l'Allemagne ? Oui et non. Oui, si on veut voir tout le pays à la manière d'un archaïsme, non, si on veut en sentir l'âme.

La première chose indispensable est une bonne préparation, c'est-à-dire le choix d'un itinéraire : en vol direct Nord, l'autre par le Centre, et l'autre encore par le Sud. Dans les régions de Forêt-Noire, Moselle ou Rhin, on a plus de facilités avec les Français, alors qu'au nord l'anglais est la langue étrangère qui domine.

Le premier périple est le suivant : Cologne, Bonn — en remontant le Rhin jusqu'à Mayence, — Francfort et après Mayence, le nord de la Hesse et la frontière avec l'autre Allemagne. Le deuxième est : la Forêt-Noire, le lac de Constance, Partenkirchen, Munich, la Forêt bavaroise. La troisième est : Hambourg, Lübeck, Kiel et Rostock.

Sans doute la liste des itinéraires n'est-elle pas exhaustive. Mais l'art de voyager en

Allemagne est justement de savoir choisir. Commençons le voyage à Cologne, facile à atteindre par le train, l'autoroute et par l'avion. L'humour de Rhénanie ne marque pas cette ville seulement à l'époque du Carnaval. Non, ici, on est plus décontracté qu'ailleurs en Allemagne. L'influence romane s'y fait sentir. Visiter la cathédrale, le Dom, va de soi. Mais il est aussi recommandé de flâner à travers les zones piétonnières et dans la vieille ville jusqu'au bord du Rhin.

Un regard dans les nombreux « Kneipen » vous surprendra sûrement. On n'y voit pas de touristes allemands derrière d'énormes crochets de bière. Non, ici on se tient debout au comptoir et on boit la bière dans des verres longs et élégants. A ceux qui veulent voir un peu de la fameuse efficacité allemande — glorifiée parfois à tort — il est conseillé de demander s'il y a de l'autre côté du Rhin une foire-exposition.

Les amateurs des musées les plus modernes doivent aller au Rheinisch-Germanisches Museum à côté du Dom. L'amour, avec lequel sont conservés les souvenirs de l'époque romaine ne s'explique pas seulement par leur rareté. Il y a là aussi toute la recherche d'un peuple dont l'histoire a fait naufrage à cause des horreurs d'un passé encore proche. C'est ce qu'on retrouve partout en Allemagne.

Ceux qui s'attendent à trouver à Bonn, capitale de la République fédérale, la pagaille d'une grande métropole seront déçus. Mais, en regardant avec un peu plus d'attention cette deuxième étape du voyage, on constate deux choses : c'est seulement maintenant, trente ans après la fondation de la République, qu'on s'efforce de faire de Bonn une vraie capitale. Pour une raison, la touriste n'a pas besoin de consacrer beaucoup de temps au quartier des ministères.

## La maison de Beethoven

Plus intéressante sont la maison de Beethoven et le centre de la ville réservé aux piétons, avec un marché d'une atmosphère presque méditerranéenne. Intéressants aussi les hôtels particuliers du début du siècle dans le sud de l'agglomération, dont la beauté n'est reconnue que depuis peu. Etant ville universitaire avec un institut français, on trouve dans les cafés d'étudiants au nord de Bonn des jeunes gens qui savent dire en français beaucoup plus que « bonjour » et « je t'aime ».

Le voyage de Bonn à Francfort — soit sur le Rhin en bateau ou le long du Rhin en train — fait partie de ce que l'Allemagne a de plus beau à offrir. Le long du Rhin, on découvre de côté Königswinter (Rocher du dragon), ainsi que Ridesheim et sa Drosselgasse. C'est pour les touristes. Vous voulez de vieilles pierres et une vue magnifique ? Allez visiter le Rolandbogen au sud de Bonn. Vous voulez voir l'intérieur d'un vieux château fort allemand ? Alors la Markburg près de Braubach offre tout ce que vous cherchez.

Donner des conseils culinaires à un Français pose des problèmes s'il s'agit de l'Allemagne. Mais vous ne pouvez être déçu de votre menu au Rolandbogen déjà mentionné (cuisine française) et au Krone à Assmannshausen. En ce qui concerne les innombrables villages de vigneron complantés sur votre propre nez et votre propre palais. En règle générale : plus c'est petit, mieux c'est. Si vous voulez goûter du vin allemand, il faut aller voir le vigneron. Dans les restaurants, vous laissez de côté la carte des vins et vous demandez les vins en carde. Ils sont moins chers et souvent de meilleure qualité.

A Mayence, c'est la cathédrale romane, qui est la contraste vivant de sa sacre gothique à Cologne. Aussi à voir le musée Gutenberg. Et à Francfort alors ? Vous trouverez sûrement ici les raisons qui font dire des Allemands qu'ils sont les Américains de l'Europe ; en va des tours modernes — une sorte de Manhattan — jusqu'à la réputation d'être la capitale du crime. Mais c'est une partie seulement de la vérité. Francfort est une vieille ville impériale. Le Römer nous y fait penser. Dans la Paulskirche commencent le parlementarisme allemand, si la Goethehaus vous permet un premier contact avec ce grand poète allemand.

Marburg est une vraie perle de l'Europe qui — à tort mais heureusement — n'est pas encore atteinte par le marée des touristes. Son Elisabethkirche est d'une pureté gothique que même la cathédrale de Cologne ne peut atteindre.

(\*) Journaliste à Die Welt.

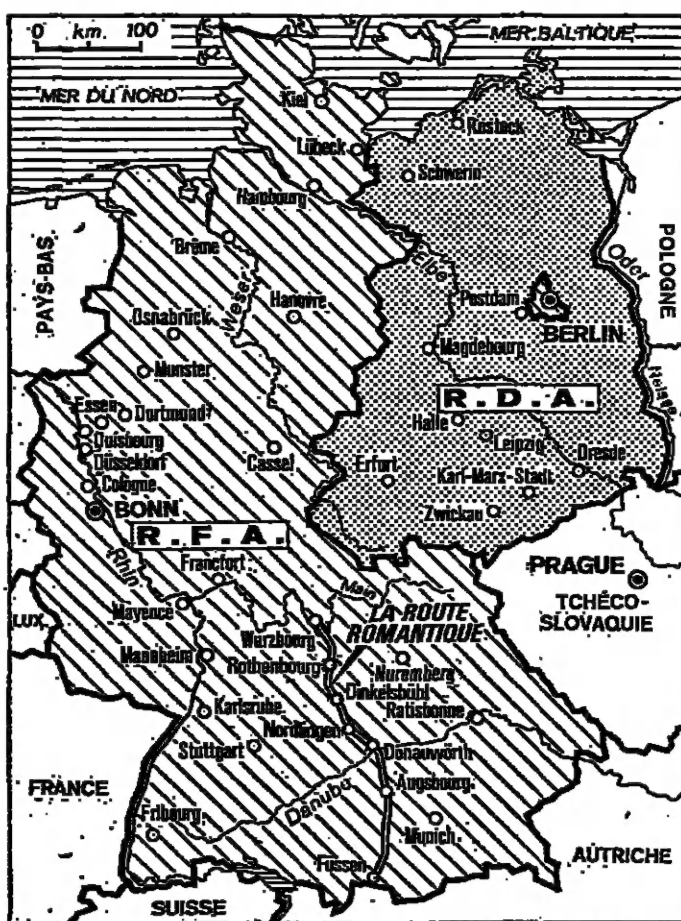
(Lire la suite page 8.)

DES contreforts du Tyrol italien aux collines de la France, la « route romantique » serpente sur près de 400 kilomètres. Suivant le tracé de l'ancienne voie romaine, la via Claudia, elle réunit le tour de force de rester constamment à l'écart des grands axes autoroutiers.

Peut-on être romantique en 1980 ? L'Allemagne de la rénaissance économique paraît en tous cas vouloir trouver, dans une quête nostalgique de son passé qui s'exprime par la préservation du patrimoine historique sous toutes ses formes, une justification à son opulence présente.

C'est en Allemagne que l'adjectif romantique, associé à la littérature, a pris sa véritable dimension avec les œuvres de Schiller et de Tieck. Aujourd'hui, et en particulier dans le cas de la route qui relie Füssen à Würzburg, il embrasse tout ce qui, en matière architecturale et picturale, a été réalisé avant le dix-neuvième siècle. De mouvement de sensibilité et d'idées, le romantisme se trouve ainsi transformé en état d'esprit. Alors que Goethe considérait comme romantique ce qui s'opposait au classique, l'Allemagne de cette fin de vingtième siècle y voit, au contraire, la prolongation d'un certain art de vivre « rétro ».

A Angsborg, berceau de la famille Mozart et ville natale de Brecht, les emblèmes de la salle de bal du palais Schaezler rappellent que le rococo fut appelé autrefois « style d'Angsborg ». Au beau milieu de cette cité, où la Renaissance a laissé de multiples traces de son fantastique essor artistique, un quartier clos de murs, véritable « ville dans la ville », accueille les déshérités depuis plus de quatre cent cinquante ans. C'est la Fuggerei, première cité ouvrière du monde, créée par le banquier Jakob Fugger dit « le Riche ». Il en réservait les cent six petits logements de trois pièces à ses concitoyens « pauvres mais courageux » moyennant un faible loyer correspondant à 1/15 du salaire mensuel. Ils en prirent chaque soir le repos de son âme. La Fuggerei, qui continue à vivre du revenu des propriétés léguées par le banquier à une fondation encore dirigée par ses descendants, est toujours régie par le même règlement, plus de quatre siècles après sa création. Le loyer n'a pas augmenté, les portes de la ville sont fermées chaque soir à 22 heures précises, et les habi-



tants s'engagent encore, par contrat, à ne pas oublier de mentionner leur bienfaiteur dans leurs prières.

Après Donaueschingen, au confluent du Danube et de la Würz, la « route romantique » conduit à Nördlingen. Première de la série des villes fortifiées qui s'échelonnent le long du parcours, elle s'est développée en cercles concentriques au cœur de la dépression du Ries, un phénomène naturel qui résulterait, d'après certains experts, de la chute d'un météorite géant.

## Remparts illuminés

Trente kilomètres plus loin, Dinkelsbühl, blottie derrière ses remparts, semble un joyau dans son écrin. La ville est classée monument historique et la protection du site a pris ici une ampleur considérable. Les propriétaires doivent respecter les décisions de la commission municipale d'urbanisme, qui attribue

à chaque édifice une couleur extérieure déterminée et interdit tout aménagement fantaisiste. Aucun placard publicitaire ne vient défigurer les façades. Seules sont autorisées les enseignes en fer forgé sur le modèle de celles du Moyen Âge, et les raisons sociales inscrites en caractères gothiques au fronton des boutiques. Malheureusement, de trop nombreux colombages considérés à une époque encore récente comme des signes de pauvreté, ont disparu sous la lisse arrogante de crépis immaculés. Au détour d'une rue, dans le vieux quartier des tanneurs, la fanfare des enfants passe dans un fracas de fifres et de tambours, précédant un défilé de sapeurs-pompiers. Les enfants sont les rois de toutes les fêtes : à Dinkelsbühl plus encore qu'ailleurs, car la ville a été sauvée de la destruction durant la guerre de trente ans par le comportement exemplaire de ses jeunes habitants. Elle ne manque jamais une occasion de commémorer cet événement, et la cérémonie officielle qui a lieu tous les ans en juillet donne lieu à une semaine complète de festivités colorées.

Chaque soir, le gardien fait sa ronde sur les remparts illuminés par une cinquantaine de projecteurs qui dessinent des ombres mystérieuses sur l'eau des douves. Après l'extinction des feux, à 22 heures, le visiteur pourra s'offrir le luxe de prolonger ces instants féériques pour la modique somme de 5 deutschemarks l'heure... Si Rothenbourg a été, elle aussi, épargnée par la soldatesque suédoise en 1631, c'est à son ancien bourgmestre qu'elle le doit. En l'honneur d'un trait un hannap (3 litres et demi).

Vacances européennes : nous avons continué dans « Le Monde du tourisme et des loisirs » du 9 août avec l'Italie un « tour » d'Europe au cours duquel nous proposons chaque semaine à nos lecteurs des formules originales de séjours. Pour chacune de nos étapes, nous avons demandé à un observateur du pays d'aider les visiteurs français à aller au-delà des clichés et des préjugés. La semaine prochaine : la Yougoslavie.

de vin de Franconie, Georg Nush a gagné le pari que lui avait lancé le commandant des troupes d'occupation, le général Tilly, il « du même coup entré dans l'Histoire ».

Au seizième siècle, Rothenbourg fut une halte importante sur la route d'Angsborg. L'hôtel de ville Renaissance témoigne de ce passé florissant, tout comme l'église Saint-Jacques, dont l'abside enjambe une rue. Les venelles aux pavés inégaux, les murs d'un mètre d'épaisseur, les toitures dont quelques-unes bizarrement vrillées paraissent prêtes à s'effondrer — tout moment, confèrent à la ville un caractère médiéval très prononcé. Sans les visiteurs étrangers, plus nombreux ici que sur toute la « route romantique », on pourrait croire un instant que le temps s'est arrêté. Mais derrière ses sept kilomètres de murailles plus « tristes » qu'un décor de cinéma, Rothenbourg existe, grâce au tourisme.

Dans un foisonnement de toits en pointes, de clochers à bulbes et de fontaines baroques, la « route romantique » fait le trait d'union entre l'histoire lointaine et le passé récent. Les œuvres mystiques les plus pures telles les sculptures de Tilman Riemenschneider y côtoient l'expression d'un luxe païen peuplé d'angelots dodus et de colonnes de marbre blanc.

Mais nulle part autant qu'à Würzburg le contraste n'est aussi saisissant. Dominée par la silhouette massive de la citadelle Marienberg, qui a été pendant cinq siècles le symbole de la puissance des princes-évêques, la ville étend au nord du Main ses larges avenues, ses parcs boisés. Le gothique de la chapelle de Marie fait bon ménage avec les bourgeoiseries rococo de la maison du Francon, et la Résidence, chef-d'œuvre de l'architecte Balchazar Neumann, trône au milieu de ses jardins en fleurs.

Au terme de la « route romantique », Würzburg est « la » ville romantique. Point de rencontre de tous les courants artistiques et spirituels, elle accueille chaque année au mois de juin le « Festival Mozart », sous les fresques somptueuses du Tispolo, dans l'un des hauts lieux de l'art baroque, la salle impériale de la Résidence. Sur les coteaux de Steinberg, le vignoble de Franconie, qui donne l'un des meilleurs vins d'Allemagne, étire ses rangs rectilignes. Goethe aimait beaucoup le vin de Würzburg dit-on...

CHRISTIAN-LUC PARISON.

## AVANT LE DÉPART

## TRANSPORTS

● Avion. — Tarif spécial excursions (6 jours-1 mois) Paris-Munich : 1380 F (aller-retour). Le prix normal est de 1910 F. Sur ces prix, une réduction de 25 % est pratiquée pour les jeunes. Tarif spécial week-end : 865 F.

● Lufthansa (285-19-19). Air France pratique sensiblement les mêmes tarifs. (355-61-61.)

● Train. — Paris-Bonn deuxième classe : 510 F (aller-retour), Paris-Munich deuxième classe : 510 F (aller-retour), Paris-Hambourg 2<sup>e</sup> classe : 545 F (aller-retour). \* S.N.C.F. (261-30-50).

● Bateau. — De nombreuses croisières sont organisées sur le Danube, le Main, la Moselle, le Rhin et le lac de Constance (Office national du tourisme, voir ci-dessous).

● Auto. — La République fédérale d'Allemagne dispose d'un excellent réseau d'autoroutes modernes de 7200 kilomètres. Sans péage. Le litre de super vaut environ 2,87 F.

## LOGEMENT

— Dans un hôtel première catégorie : chambre deux personnes, à partir de 260 F. Dans un hôtel moyen : 180 F. Dans un hôtel de luxe : à partir de 100 F la chambre double. Chez l'habitant : 26 F environ la chambre pour une personne.

## A LIRE

— Guide vert (Michelin), 28 F environ.

— Guide bleu (Hachette) R.F.A. 134 F environ, République démocratique, 103 F environ.

— Guide Nagel (R.F.A.), 180 F environ.

— L'Allemagne (« Petite Planète », Seuil) 20 F environ.

\* Office national allemand du tourisme, 4, place de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. : 743-04-38. Ouvert de lundi au vendredi, de 9 h. à 17 h. sans interruption.

la Tunisie  
Parlez-en avec ceux  
qui la connaissent bien

Les nombreuses  
formules de vacances  
que nous vous proposons  
ont été étudiées et préparées  
par des gens du pays

Pensez à vos vacances  
de septembre

1 semaine par vol spécial  
PARIS / PARIS

TUNIS 1170F

JERBA 1400F

Tunisie  
SEUL DE LA MEDITERRANEE  
VACANCES EUROPEENNES

TUNISIE  
CONTACT

30, rue de Richelieu - Paris  
Tél. : 296.02.25 et 296.14.23

Documentaire imprimé en France  
sous le contrôle de l'Etat

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_



## Mosaïque

(Suite de la page 7.)

Son universalité est la première école protestante en Europe. La vieille ville au pied du château est une invitation à la promenade. Seule ombre au tableau : l'autoroute qui défigure la romantique vallée de la Lahn.

Dans la Hesse du Nord, entre Hohen-Melsungen, Kassel et le Rhin, ce n'est pas seulement la frontière entre les deux Allemagnes qui vous transparaît au Moyen Âge. Ziegenhagen par exemple est tellement caché dans les forêts que même la guerre de trente ans ne l'a pas atteinte, bien qu'elle dévasta tout le reste du pays. Ici, entre la Werra et la Lahn, le temps semble s'être arrêté. Et les prix aussi. Le dialecte parlé ici est aussi difficile à comprendre pour les Allemands des autres régions que pour les Français.

Le deuxième itinéraire commence directement aux portes de la France, à Fribourg. La ville, dominée par sa cathédrale (Münster), le vieux centre et l'université doivent se visiter à pied. La métropole de la Bado datant du onzième siècle est cependant une très jeune ville et une bonne adresse entre étu-

dants allemands. Pour la Forêt-Noire qui s'étend derrière la ville, le conseil est le même : on visite cette forêt seulement à pied. Une promenade à travers la « Hölle » (« Vallée de l'enfer ») avec ses « Hirschenprünge » et sa « Ravensburg » est une aventure et un défilé à la fois. Quant à la cuisine, ce n'est qu'une ruine que le cuisinier en Forêt-Noire ne peut concurrencer celle de l'autre côté du Rhin, à savoir l'Alsace. C'est seulement que les bons restaurants s'y découvrent moins facilement.

De toute façon il existe d'autres plats que la Sauerkraut et le pied de cochon, qui sont plutôt typiquement bavarois. La cuisine allemande est très variée et a bien des charmes. En Forêt-Noire on trouve surtout le gibier, les truites et bien sûr les pâtes fraîches maison, qu'on appelle ici Spätzle.

Parmi toutes les attractions du lac de Constance, nous vous conseillons l'île de Mainau, jardin tropical de l'Allemagne — on y trouve même des orchidées. Le comte Bernadotte, bien connu des Français, y a son domicile.

### Voyage en Bavière

Le voyage en Bavière ressemble à la traversée d'un paradis touristique. Recommander un des châteaux, Neuschwanstein par exemple, ou un monastère comme Ottobrunen, c'est oublier l'autre. Qui connaît dans les Alpes françaises les stations de ski artificielles telles que La Plagne ou Tignes va se réjouir des stations naturelles comme Garmisch-Partenkirchen, valant une visite même en été. Tout près est Oberammergau, lieu mondialement connu pour ses Passionspiele (théâtre historique). Aux courageux, nous conseillons l'ascension de l'Elstertal Mündung et la visite du monastère d'Etal avec son église.

Munich, la capitale de cet aimable pays, ressemble en été à une ruine. Si vous n'avez toujours pas renoncé à voir des Allemands en Lederhosen vivant leurs grandes chopes de bière, alors passez par la Hofbräuhaus. Mais attention, ce pourrait être des Américains déguisés. Après avoir visité quelques-uns des sites mentionnés dans les guides, il vous faut quitter Munich le plus vite possible, car, malgré sa beauté, la ville est, en été, trop fréquentée et trop chère.

Pour trouver la tranquillité à des prix acceptables, il faut aller plus loin, jusqu'en forêt bavaroise. Là, à Färth-im-Wald et dans les communes avoisinantes, le voyageur est encore roi.

Le troisième itinéraire recommandé vous amène dans le Nord. Connaissant déjà ses côtes françaises le voyageur ne recherche sûrement pas la mer. Cet itinéraire est alors plutôt un voyage à travers villes, Hambourg, Lübeck, Kiel et Husum. L'Allemagne du Nord est très différente de ses compatriotes du Rhin, de la Hesse ou de l'Allemagne du Sud. Il est renfermé. L'Hambourgeois est en plus très snob. Dire à l'un d'eux qu'il a l'air britannique ou lui demander d'où vient son accent anglais, on s'est fait

un ami. Mais surtout ne fappelez pas « Prussien » : le Hambourgeois est fier de son indépendance. En dehors des lieux connus il faut voir (de jour) la port et la vieille ville d'Altona. Lübeck, ville de l'Holstein, est un des meilleurs exemples de rénovation d'une vieille ville. La frontière toute proche avec l'Allemagne de l'Est fait partie de la réalité allemande. A Kiel il ne faut pas oublier une visite de la Nikolaikirche avec une sculpture de Barlach intitulée « Der Geistkämpfer ». Barlach était un des représentants de la résistance intellectuelle allemande contre Hitler. L'histoire de la province Holstein ressuscite au musée en plein air de Rammsee.

C'est à Husum que le contraste entre mer Baltique et mer du Nord est le plus sensible. Dans cette grise ville côtière on sent que les maisons courbant la tête sous le vent d'ouest. Kiel au contraire s'ouvre à la mer Baltique, tellement plus lumineuse et plus accueillante. Penser que la région est encore plus riche en sites que ceux mentionnés dans les guides, il vous faut quitter Munich le plus vite possible, car, malgré sa beauté, la ville est, en été, trop fréquentée et trop chère.

Pour trouver la tranquillité à des prix acceptables, il faut aller plus loin, jusqu'en forêt bavaroise. Là, à Färth-im-Wald et dans les communes avoisinantes, le voyageur est encore roi.

Le troisième itinéraire recommandé vous amène dans le Nord. Connaissant déjà ses côtes françaises le voyageur ne recherche sûrement pas la mer. Cet itinéraire est alors plutôt un voyage à travers villes, Hambourg, Lübeck, Kiel et Husum. L'Allemagne du Nord est très différente de ses compatriotes du Rhin, de la Hesse ou de l'Allemagne du Sud. Il est renfermé. L'Hambourgeois est en plus très snob. Dire à l'un d'eux qu'il a l'air britannique ou lui demander d'où vient son accent anglais, on s'est fait

HANS HERBERT HOLZAMER

## Montagne

### POINT DE VUE

Les accidents de montagne ont provoqué la mort de quatorze personnes durant le week-end du 9 et 10 août. Chaque année, à cette époque, les Alpes tuent. C'est comme l'alpinisme a changé, comme l'explication a changé, M. Henri Agresti, guide de haute montagne.

Un premier coup d'œil, les montagnes semblent être toujours les mêmes. En réalité, nous savons qu'elles ont changé : les glaciers, effondrements qui, assez périodiquement, viennent modifier, parfois de façon considérable, telle ou telle partie. Mais, dans l'ensemble, les plus hautes cimes d'Europe, les alpinistes sont passés aux plus hautes cimes du monde : des itinéraires les plus faciles, aux plus insaisissables ; des sommets aux moindres fautes, fussent-elles aussi étonnantes que celles des gorges du Verdon ou du Colorado.

Le terrain s'est donc peu à peu élargi au fil des ans. Depuis que les moyens de transport permettent de se rendre en quelques heures en tout point du globe, le monde s'est rétréci. Trains, téléphériques, avions, hélicoptères, rendent accessibles les replis du terrain qui ne l'étaient pas il y a quelques décennies, et le prodigieux développement des connaissances et de l'information évacue vers des lieux de plus en plus reculés le mystère, l'inconnu et, en fin de compte, une bonne part de l'aventure. Pour reprendre la célèbre phrase lancée par Lucien Devies, après l'ascension de l'Everest en 1953 : « Pour les alpinistes aussi, le temps du monde fini commence ».

Le champ d'action se rétrécit d'autant plus que certains, une poignée il y a deux siècles, voire un siècle, sont aujourd'hui passablement nombreux et en nombre toujours croissant. Pour s'en convaincre il n'est que de considérer l'évolution des effectifs du Club alpin français. Fondé il y a à peine plus de cent ans par quelques alpinistes, ce nombre aujourd'hui près de quatre-vingt-dix mille membres.

Beaucoup de monde affine certains jours en un même lieu, sentiers de moyenne montagne, pistes de ski, vole normale du mont Blanc, face ouest des Drus... Comment, dès lors, réguler ce flot toujours croissant et comment régler les différents conflits qui naissent de cette concentration trop forte de monde en des lieux où le sentier de randonnée est parfois très bas ? L'apparition d'une sorte de code qui n'est plus seulement tacite, même s'il est encore très embryonnaire, ainsi que la naissance du droit en montagne constituent deux des problèmes majeurs qui d'ores et déjà se posent aux alpinistes.

Alors, qu'avait-il vingt-cinq siècles que l'homme en montagne était presque exclusivement d'origine montagnarde. Il en va différemment à présent. Ce qui s'est passé dans la profession de guide montre éloquentement ce qui s'est produit : jusque vers les années 40, les guides étaient à la fois les seuls et les seuls à connaître les itinéraires, depuis une dizaine d'années les promotions de guides sont essentiellement composées de jeunes gens d'origine montagnarde. On a même vu apparaître, pour la première fois en 1955 et à nouveau en 1979, une candidature

féminine dans un métier tenu jusqu'alors par certains pour exclusivement masculin. Même ceux qui habitent les régions de montagne les plus reculées n'ont souvent plus aucune idée de la vie en montagne — vie de paysan, de forestier, d'artisan... — qui fut celle de toutes les générations antérieures de guides. Les métiers du tourisme et des loisirs ont hâté la disparition de modes de vie séculaires.

Celui qui vivait toute l'année en montagne, travaillant en forêt à l'automne, passant de longs mois d'hiver dans un village isolé par la neige, assistait à l'explosion des forces de la nature au printemps, savait le cycle des saisons qui s'égrénait dans une certaine régularité, connaissait orages et tempêtes en un mot, connaissait l'environnement et le respectait. Qu'en est-il de celui qui passe toute l'année à

### La nouvelle aventure

Mutations profondes au niveau du terrain et des acteurs, mais l'action, elle, a-t-elle changé ? L'ascension du mont Blanc par Balmet et Faccard est-elle comparable à celle de ces certaines d'alpinistes qui atteignent le sommet du mont Blanc certains jours d'été ? Ceux qui aujourd'hui gravissent la voie normale du mont Blanc n'ont manifestement pas le sentiment d'accomplir la grande première qui fut accomplie en 1788. C'est que les moyens qui sont mobilisés pour l'accomplissement de l'action ont considérablement changé en deux siècles. Ces moyens sont : crampons, piolets, chaussures, vestes — et les connaissances diverses acquises dans de nombreux domaines tels que géologie, météorologie, psychologie, biologie, médecine, s'ils ont, à l'origine, été conçus à d'autres fins que l'alpinisme, sont devenus, ces dernières années, d'une importance capitale pour l'alpinisme. Ces connaissances diverses acquises dans de nombreux domaines tels que géologie, météorologie, psychologie, biologie, médecine, s'ils ont, à l'origine, été conçus à d'autres fins que l'alpinisme, sont devenus, ces dernières années, d'une importance capitale pour l'alpinisme.

D'autre part, on observe chez quelques alpinistes une tendance à durcir le jeu afin de tenter des actions inconcevables autrefois, actions qui, en entrant dans le champ du possible, deviennent aussitôt objet d'enjeux nouveaux. Ces tendances, fortement militantes, ne s'imposent pas facilement car, et pour ne prendre que deux exemples, si aucun alpiniste digne de ce nom n'envisage d'utiliser l'hélicoptère pour effectuer une ascension, qui refusera d'effectuer une reconnaissance hélicoptère d'un itinéraire, voire d'une montagne ? Ou bien en école d'escalade, si personne n'accepte de graver les voies au jumard, qui, même parmi les meilleurs, refusera de reconnaître une route et la descendra à l'avance et même en y plaçant depuis le haut pitons ou coins ?

L'aventure ne meurt et tend à s'être remplacée par une simple gymnastique. Pourtant, comme l'aventure n'est en fin de compte qu'une vue de l'esprit, on observe ici où là des tentatives pour la réintroduire, souvent par le biais d'un certain risque couru soit consciemment, soit inconsciemment, en quelque sorte par innocence. Ainsi aujourd'hui certains refusent de grimper avec tout équipement et pratiquent l'escalade solitaire,

Paris, Lyon ou Marseille et ne peut fréquenter que les rochers de Fontainebleau, du Saussais et des calanques, ou même, à l'occasion, les plus beaux des Citadins et montagnards ont évidemment deux approches de la montagne différentes. Avec l'urbanisation croissante de la France et les importantes transformations subies dans nos modes de vie, le caractère purement sportif de l'alpinisme s'est peu à peu renforcé au détriment d'une approche qui prenait en compte l'environnement. L'accomplissement récent d'étonnantes exploits s'explique ainsi aisément, pour autant, négliger ou méconnaître ce qui a pu inspirer les craintes ou les terreurs de ceux qui ont toujours vécu au pied des montagnes, peut-être l'une des causes majeures de certains accidents survenus ces dernières années d'excellents grimpeurs.

d'autres refusent de prendre un guide ou un compagnon trop compétent, d'autres encore refusent le « prêt-à-grimper » qui constitue les notes techniques du type itinéraires choisis ou les guides Vallot, les cartes, les derniers raffinements techniques, voire même l'entraînement. Alors qu'autrefois tout nouveau moyen était systématiquement adopté, aujourd'hui les moyens à notre disposition sont si nombreux qu'il est difficile d'en accepter il n'y a plus d'alpinisme.

Que refuser ? Qu'accepter ? Pour les outils, la ligne de partage est claire : semble-t-il, les moyens sont de plus en plus lourds et encombrants. Par contre, sera généralement acceptée tout ce qui est discret, qui peut être porté par l'alpiniste dans son sac ou sur lui : c'est l'autonomie du grimpeur qui compte.

Au total, sera acceptée tout ce qui permet d'accomplir des performances avec des moyens réduits. Voici un appareil performant ou hélicoptère, tous engins encombrants, coûteux, dispendieux et bruyants ? Le problème des dépôts hélicoptères est instructif à cet égard. De la solution, on ne sait rien, mais on pourra juger de la santé de nos institutions, de nos mœurs et, au total, de nos valeurs. C'est-à-dire de notre civilisation basée, ces dernières années, sur d'extraordinaires transformations qui se sont accompagnées de gâchis, gaspillages et absurdités en tout genre. Un problème qui, on le voit, ne concerne pas que les alpinistes, mais vis-à-vis duquel ils doivent se montrer intransigeants. Sans pour des cas bien spécifiques, tels que secours ou missions spéciales, les hélicoptères n'ont pas leur place en montagne.

Nous parlons du sens de l'alpinisme pour l'individu. Ce sens a-t-il beaucoup changé depuis la première ascension du mont Blanc ? Constatons, comme nous l'avons fait, que le comment de l'alpinisme a pu fortement varier en fonction des changements survenus à propos du terrain, des hommes, des moyens, etc. C'est automatiquement admettre que le pourquoi ne peut entraîner que des réponses multiformes. Pas de doctrine valable en tout temps, un tout bien et pour tout le monde. Celui qui ne voit dans l'alpinisme que gymnastique agit différemment que celui qui recherche avant tout le frisson de l'éternel. Celui qui veut se rendre célèbre n'aura pas le même comportement que celui pour qui l'alpinisme n'est

que délassément. Si l'alpinisme est une république, nous nous trouvons confrontés au problème fondamental de toutes les républiques : comment délimiter les désirs des uns lorsqu'ils entrent en conflit avec ceux des autres ? Beaucoup, voire tout, semble possible, mais tout peut-il être permis ?

Vivre l'aventure en montagne fait pourtant appel à des références profondes inscrites dans le tréfond de l'âme occidentale, voire tout simplement humaine, références que l'on serait tenté d'appeler éternelles : plaisir d'élaborer un projet qui engage esprit et corps, de mener à bien ce projet en déjouant dangers et pièges qui se dressent lors de son accomplissement, joie de l'effort solitaire ou partagé, amitié, rivalité ou désir de compétition, camaraderie, amitié, fraternité. Les raisons de Balmet et Faccard étaient-elles fondamentalement différentes de celles des premiers ascensionnistes de l'Annapurna, de l'Everest ou de telle autre réalisation récente d'envieure, ou même tout à fait banale, dans l'Himalaya ou dans les Alpes ? L'appât du gain est-il un puissant moteur de l'action des uns ou des autres ? C'est peu probable, et cette motivation vient loin derrière l'ambition de réussir, pour soi-même et les autres, de grandes actions ou de moins grandes. Quête de l'identité, quête du pouvoir, une grande aventure d'abord intérieure, parfois sociale, qui peut se terminer par des retombées financières appréciables, mais qui ne sont pas garanties d'avance.

En fin de compte, aujourd'hui comme autrefois, ce qui pousse l'homme vers les montagnes est très profond. Or comme la plupart de nos pays dits développés ont perdu tout contact avec la nature, cet antique besoin se fait de plus en plus pressant. Les sociétés préindustrielles ne l'est plus par la vie quotidienne d'une grande majorité de gens. L'on comprend alors le pourquoi de ces grandes migrations vers la campagne, la mer ou la montagne.

Nous parlons du sens de l'alpinisme pour l'individu. Ce sens a-t-il beaucoup changé depuis la première ascension du mont Blanc ? Constatons, comme nous l'avons fait, que le comment de l'alpinisme a pu fortement varier en fonction des changements survenus à propos du terrain, des hommes, des moyens, etc. C'est automatiquement admettre que le pourquoi ne peut entraîner que des réponses multiformes. Pas de doctrine valable en tout temps, un tout bien et pour tout le monde. Celui qui ne voit dans l'alpinisme que gymnastique agit différemment que celui qui recherche avant tout le frisson de l'éternel. Celui qui veut se rendre célèbre n'aura pas le même comportement que celui pour qui l'alpinisme n'est

HENRI AGRESTI.

## INDEX DES RESTAURANTS

### Spécialités françaises et étrangères

#### ALSACIENNES

AUBERGE DE RIQUWIERS, 12, rue du Fg-Montmartre (9<sup>e</sup>) 770-02-90. Fermé du 28 juill. au 27 août incl.

L'ALSACE AUX HALLES, 16, rue Coquillière, 226-04-34. Jour et nuit.

LA CROIX D'ALSACE, 4, Fg Montmartre, 824-88-18. Sa d'été. Spéc. Fermé du 15 août au 1<sup>er</sup> septembre.

AU GOURMET D'ALSACE, 16, rue Favart (2<sup>e</sup>), 742-71-37 - 226-08-90.

#### CRêPERIE

CRêPERIE DES ARTS, 27, r. St-André des-Arts, 326-01-02. Gâteaux, crêpes.

#### Auvergnaises

ARTOIS ISIDORE ROUZÉROL, 13, r. d'Artois, 5<sup>e</sup> 224-01-19. Pâtis. dim.

#### FRANÇAISE TRADITIONNELLE

BRELAIS BELLIAM, 37, r. Frang-J<sup>e</sup> 723-54-02. Jours 12 h. Cadez. Fermé du 28 juill. au 1<sup>er</sup> sept.

LA GALLIOTE, 6, rue Combout, 241-43-53. Bon terrain et plats du jour.

Restaurant Montparnasse 25  
Paris-Station Sèvres  
12, r. du Commandant-Mouchotte,  
75014 Paris. Tél. : 260-35-11.

#### LA CRENAILLÈRE 1900, 13, place du Tertre, 806-38-39. Pâtisseries.

LE STYBATE, 6, r. du Sabot (9<sup>e</sup>), 222-31-56. P. dim. P.M.E. : 90 F. Fermé du 3 au 31 août incl.

LAPEROUSE, 51, quai Ode-Augustin, 326-06-04. Cadre ancien.

LYONNAISES  
LA FOUX, 2, rue Chénier (9<sup>e</sup>) 7<sup>e</sup> div. 325-77-86. Alex aux fourneaux. Pâtisseries.

LA BOUTIQUE DU PATISSIER, 24, bd des Italiens, 824-51-77. T.J.

PÉRIGOURDINES  
LE FRIANT, 40, r. Friant, 539-90-92. P. dim. Spéc. Périgord Potatoes.

RÉUNIONNAISES  
ILE DE LA RÉUNION, 119, rue Balan-Rodier, 223-30-53. P. lunch. Spéc. de Curry.

SARLADAISES  
LE SARLADAIN, 2, rue de Vienne, 322-02-02. Cassoulet, 45 F. Compt. 48 F.

SAVOYARDES  
BISTROT SAVOYARD, 24, rue Vergand, 1<sup>er</sup>, 880-54-76. P. dim. Fondue, magret.

SUD-OUEST  
AU VIEUX PARIS, 2, pl. Panthéon (9<sup>e</sup>), 334-79-22. Parking. Sa cave. P.M.E., 80 F.

AMÉRICAINES  
THE STUDIO, 41, r. du Temple-4<sup>e</sup>, 274-10-33. P. dim. Spéc. Max-Taxan.

#### LE REPAIRÉ DE CARTOUCHE, 700-25-55, 51, boulevard Filles-du-Calvaire (11<sup>e</sup>) Fermé dimanche. Fermé du 26 juillet au 24 août.

TOURANGELLES  
L'ESCAPADE EN TOURAIN, 24, r. Traversière, 343-14-86. Spéc. P. dim. Fermé du 2 au 1<sup>er</sup> septembre.

GRILLADES  
LE Bœuf DU PALAIS-ROYAL, 7/Dim. 18, rue Thérèse, 298-04-23. J. 25 F. Sa magnifique formule de filet de bœuf à 35 F.

FRUITS DE MER ET POISSONS  
LA BONNE TABLE, 42, rue Friant, 539-74-21. Spécialités de Poissons.

DESSERTIER, le spécialiste de l'huitre, 6, place Poire, 754-74-14. Coquillages et crustacés. Les préparations de poissons du jour. Fermé du 31 juill. au 1<sup>er</sup> sept. Inc.

LE CONGRÈS, P. Maillet, 574-17-34. J. 2 h. mat. Banc d'huitre 1<sup>er</sup> année.

AU CÔTE D'AMOR, 15, rue Le Pelletier (9<sup>e</sup>), 770-66-22. Ouv. 1<sup>er</sup> à 4<sup>e</sup> h.

VIANDES  
LE CONGRÈS, P. Maillet, 574-17-34. Bonf grillée à 1<sup>er</sup> Juin 2 h. matin.

AU CHAIRON DE BOIS, 16, rue Dragon, 548-57-04. Fermé dimanche. Fermé du 14 au 31 août incl.

AU COCHON DE L'ART, 7, rue Cornette, 326-03-45. P. D. à la broche. Fermé du 11 août au 1<sup>er</sup> septembre.

#### ARMÉNIENNES

LA CAPPADOCE, quai A-Blancq (côté Seine), ALPOVILLE Tél. : 378-05-30. Dîner d'été, brunch. Cappadocia et Yorgatai Maron.

CHINOISES  
PASTY MANDARIN, 6, rue Boilevin 1<sup>er</sup>, 268-12-18. Spéc. à la 1<sup>re</sup>.

ELYSEES MANDARIN, 6, r. Colisée, 268-12-18. Spéc. à la 1<sup>re</sup>. Tous les jours. Tél. : BAL. 69-73.

DANOISES ET SCANDINAVES  
COPENHAGUE - FLORA DANICA ELYN, 412, Champs-Élysées, tél. ELY. 30-41.

INDO-PAKISTANAISES  
MABARAJAR, 72, bd St-Germain, 5<sup>e</sup> P. lunch. midi, 334-26-07. M. Manch. Ouvert tout l'été.

ITALIENNES  
LA LOGGIA, 20, r. Bailly, 745-30-39. Spéc. régionales italiennes, pâtes fraîches. Cappadocia. Fermé dim.

MAROCAINES  
AISSA ribs, 5, r. Ste-Beuve, 548-07-32. de 20 à 4 h. 30. P. D. 1<sup>er</sup> à 4<sup>e</sup> h. 30. Comcoosa. Fastidia 5<sup>e</sup> à part 17 h. 30. Fermé du 3 août au 3 sept. incl.

#### SUISSES

LA MAISON DU VALAIS, 23, rue Royale, 5<sup>e</sup>, 290-23-72. MENU région. 95 F. T.C.

VIETNAMIENNES  
NEW 65, 66, r. Lauriston, 1<sup>er</sup> 727-74-33. P. lunch. Cuis. légères. Grand choix grillades.

LA RUDE, 11, av. Gde-Armée, 300-12-31. P. lunch. Menu 45 F. T.C.

LAPEROUSE, 51, quai Ode-Augustin, 326-06-04. De 3 à 50 couverts.

PIERRE, place Gallien, 253-47-04. Cuis. grande tabl. Salon 4-45 pers. Menu 90 F. Parking. Fermé dim. Ouvert tout l'été.

LE GOLF, 30, bd Montmartre T.J. 770-81-35. Fruits mer. Choucroutes.

WEPLER, 14, pl. Chézy, 232-53-29. Sou. banc d'huitre, esp. poissons.

MOUTON DE PANURGE, 17, rue Chénier, 742-78-49. P.M.E., 100 F. Fermé du 1<sup>er</sup> au 31 août.

RESTAURANT DU PARC MONT-SOUE, Le Jardin la Ferme, 23, rue Ozean, 14<sup>e</sup>, 588-36-52. Bar-Brasserie ouv. T.J. 10h30 à 3 h. mat. Ouvert tout l'été.

LE ZEPHYR, Carref. Alsace, 340-43-43. T.J. Fruits de mer, lots gras.

#### HORS PARIS

VIRUX GALLION\*\*\*\* BOIS DE BOULOGNE LON 28-10. Une table raffinée à bord d'un navire du 19<sup>e</sup> siècle. Réceptions à Cocktails. 6<sup>e</sup> Séminaires et Prémiers. - Park.

Salons pour Déjeuners d'affaires et Banquets

Ouvert après Minuit

LA CROIX D'ALSACE, 4, Fg Montmartre, 824-88-18. Sa d'été. Spéc. Fermé du 15 août au 1<sup>er</sup> septembre.

LA CROIX D'ALSACE, 4, Fg Montmartre, 824-88-18. Sa d'été. Spéc. Fermé du 15 août au 1<sup>er</sup> septembre.

LA CROIX D'ALSACE, 4, Fg Montmartre, 824-88-18. Sa d'été. Spéc. Fermé du 15 août au 1<sup>er</sup> septembre.

LA CROIX D'ALSACE, 4, Fg Montmartre, 824-88-18. Sa d'été. Spéc. Fermé du 15 août au 1<sup>er</sup> septembre.

LA CROIX D'ALSACE, 4, Fg Montmartre, 824-88-18. Sa d'été. Spéc. Fermé du 15 août au 1<sup>er</sup> septembre.

LA CROIX D'ALSACE, 4, Fg Montmartre, 824-88-18. Sa d'été. Spéc. Fermé du 15 août au 1<sup>er</sup> septembre.

LA CROIX D'ALSACE, 4, Fg Montmartre, 824-88-18. Sa d'été. Spéc. Fermé du 15 août au 1<sup>er</sup> septembre.

مكتبة الأمل







**échecs** N° 878

(Tournoi de Brevan, 1988)  
Blancs : O. ROMANISCHIN  
Noirs : M. KNEZEVIC  
Partie espagnole.

• **DANS LA PREMIERE DEMI-FINALE DU TOURNOI DES CANDIDATS**, la deuxième partie est ajournée dans une position favorable à Polnagrevski. S'il l'emporte sur Kortchnoi, il faudra disputer deux ou quatre parties supplémentaires.

Dans la deuxième demi-finale, sept parties nulles ont été conclues entre Portisch et Rühmer.

**bridge** N° 875

## LE COMPTE D'HOFFMAN

1. $\phi_4$	65	18. $C_4\text{-}\phi_4$	$C_{48}$
2. $\phi_2$	$C_8$	19. $\phi_3$	$\Phi_{16}(\phi)$
3. $\Phi_{16}$	$C_8$ (n) $\phi_3$	19. $\phi_{11}(\pi)$	
4. $\phi\text{-}\phi$	$C_4 \times \phi_4$	19. $\phi_3 \times \phi_4$ (n)	
5. $\phi_4$ (c)	$\Phi_7$	20. $D_4 \times \phi_5$	
6. $D_{24}$ (d)			
	$C_{16}$ (c)	21. $T_1\text{-}\phi_1$	$\phi_8$ (o)
7. $F \times \phi_6$	$b \times \phi_6$	22. $D_{31}$	$T_{16}$
8. $\phi_4 \phi_8$	$C_{17}$ (f)	22. $D_4 \times \phi_4$ (q)	$T_{15}$
9. $\phi_3$ (g) $\phi\text{-}\phi$		23. $\phi_3$	$T_{14}$
10. $\Phi_{12}$ (h)		23. $D_{15}$	$T_{13}$ (r)
	$F \times \phi_3$ (j)	23. $T_1\text{-}\phi_1$	$\pi_8$
11. $C_{12}$	$D_{17}$	27. $T_{51}$ (c)	$\pi_6$
12. $C_{16}$	$\phi_5$	28. $D_8$ (t) $\phi_2$ (n)	
13. $C_{12}$ (j)	$\pi_5$	28. $D_4 \times \phi_1$	$T_{10}$
14. $\phi_1$ (k)	$\pi_4$	30. $D_8$	$C_{16}$ (v)
15. $C_{16}$	$\Phi_{11}$	31. $\phi_1$ (u)	$\phi_{16}$

a) Knesewic connaît particulièrement bien cette « défense » serillnoise, a recommandée par le « Handbuch » de 1843 par Jaenisch.

b) 4. d4 ne donne rien : 4... exd4; 5. 0-0 (ou 5. e5, Cc4; 6. 0-0, Fc7; 7. Cx4, 0-0 : 8. Cc5, d5 ou bien 7. Td1, Cc5; 8. Gx4, Cx4; 9. Dxd4, 0-0; 10. Fc4, d5), a3 : 6. Fa4 (ou 6. Fxg6, dxg6) et les Noirs n'ont aucuns difficultés.

[illegible]

14. P<sub>2</sub> 35, ds: 15.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{48}$ : 18.  
C<sub>24</sub>, P<sub>27</sub>.  
h) La nouveauté de Romanuschenko  
qui vise l'échange de F est cassée.  
i) A considérer est aussi 10...  $\text{F}x_{27}$   
C<sub>24</sub>, P<sub>27</sub>.  
j) Menageria 14.  $\text{C}x_{24}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 14.  
14.  $\text{C}x_{24}$ .  
k) L'attaque du pion d5 pose aussi  
moins un réel problème, même après  
le départ du valet-c.  
l) Peut-être valait-il mieux laisser  
le pion d5, la diagonale c3-d4  
(17...  $\text{P}x7$ )?  
m) L'avance du pion e3 devrait  
être intrinsèquement réfléchie, il est cer-  
tainement le déplacement normal des  
forces noires (7  $\text{C}x$  noires qui s'at-  
tentent de prendre le pion d5, mais  
sa vulnérabilité paraît grande).  
n) Si 19...  $\text{F}x_{27}$  et si 19...  $\text{C}x_{26}$   
C<sub>24</sub>, P<sub>27</sub>: 19.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 19.  
20.  $\text{D}x_{26}$ .  
o) Si 20...  $\text{C}x_{26}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ :  
21.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
22.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
23.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
24.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
25.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
26.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
27.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
28.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
29.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
30.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
31.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
32.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
33.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
34.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
35.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
36.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
37.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
38.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
39.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
40.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
41.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
42.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
43.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
44.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
45.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
46.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
47.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
48.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
49.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
50.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
51.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
52.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
53.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
54.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
55.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
56.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
57.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
58.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
59.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
60.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
61.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
62.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
63.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
64.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
65.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
66.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
67.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
68.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
69.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
70.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
71.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  $\text{D}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{27}$ : 21.  
72.  $\text{C}x_{26}$ ,  $\text{F}x_{2$

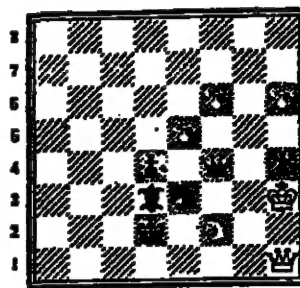
7) Si  $2x = CX_4B$ ;  $T_2 = T_4, D_1, T_1B$   
7)  $C_2B, T_2B, T_2D, T_2C$   
a) Menace  $2x, C_2B$   
b) Menace  $2x, T_2B$   
c) Tentant de se dégager en donnant un pion à  $T_2, C_2B, D_1$ .  
7)  $T_2C, T_2D, T_2B$  Les Noirs prennent ensuite le pion et installent depuis là une position d'attaque.  
8) Cet ultime ébranlement du la position ennemie intervient comme un raffinement cruel : le pion est sacrifié.  
gagner  $31, 31, B_2B$ ;  $2x, D_1C$   
T<sub>2</sub>  $T_2C, C_2B, 31, T_2B$ ;  $2x, 31$   
T<sub>2</sub>  $T_2C, C_2B, 31, T_2B$  La position du clouage, trois pions constituant l'ame du jeu. - 14

**SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 577**  
J. VANTOROVIC, 1952

(Blancs :  $R_2T, T_2T, P_2B$ ; Noirs :  $R_2T, T_2B, P_2C$  et  $T_2C$  Nulle.)

1.  $T_2C$  +  $D_2B$  ; 2.  $R_2B, b_2$  ; 3.  $T_2B$  +  $T_2C$  ; 4.  $T_2C$  +  $T_2B$  ; 5.  $T_2C$  +  $T_2B$  ; 6.  $R_2B, 1$  ; 7.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 8.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 9.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 10.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 11.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 12.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 13.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 14.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 15.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 16.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 17.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 18.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 19.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 20.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 21.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 22.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 23.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 24.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 25.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 26.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 27.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 28.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 29.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 30.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 31.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 32.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 33.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 34.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 35.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 36.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 37.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 38.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 39.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 40.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 41.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 42.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 43.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 44.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 45.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 46.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 47.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 48.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 49.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 50.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 51.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 52.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 53.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 54.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 55.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 56.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 57.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 58.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 59.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 60.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 61.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 62.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 63.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 64.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 65.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 66.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 67.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 68.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 69.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 70.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 71.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 72.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 73.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 74.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 75.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 76.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 77.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 78.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 79.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 80.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 81.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 82.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 83.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 84.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 85.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 86.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 87.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 88.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 89.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 90.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 91.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 92.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 93.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 94.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 95.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 96.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 97.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 98.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 99.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 100.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 101.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 102.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 103.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 104.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 105.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 106.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 107.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 108.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 109.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 110.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 111.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 112.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 113.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 114.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 115.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 116.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 117.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 118.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 119.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 120.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 121.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 122.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 123.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 124.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 125.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 126.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 127.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 128.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 129.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 130.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 131.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 132.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 133.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 134.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 135.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 136.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 137.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 138.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 139.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 140.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 141.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 142.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 143.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 144.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 145.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 146.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 147.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 148.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 149.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 150.  $T_2B$  +  $R_2C$  ; 151.  $T_2B$  +  $R_2C$

ÉTUDE  
O. HERBSTMAN  
(1935)



BLANCS (6) : Rh3, Dh1, Cf2,  
P55, f8, h8.  
NOIRS (6) : Rd2, Df4, Cc3,  
Pd3, Pd4, h4.  
*Les Blancs jouent et gagnent.*  
**CLAUDE LEMOINE.**

**dames** N° 126

## PIÈGE PAR L'ALTERNATIVE

Championnat des Pays-Bas, 1988.			
Races : H. WIERMA			
Noms : J.P. HOOFBERG			
Ouvrière : ROOZENBURG			
1. 35-28	17-28 (a)	31. 42-37II (f)	
2. 38-30	18-29	32. 35-27	17X19
3. 44-39	6-31	33. 26X17 (p)	
4. 50-44	1-6		11X22
5. 35-28	16-21 (a)	35. 26X30	14X34
6. 38-30	19-23	37. 38-33	
7. 28X19		50X28 (a)	
	14X23 (a)	38. 32X5II (f)	
8. 35-30	19-24 (f)		13-18
9. 34-34	20-27 (a)	39. 5-2	8-12 (b)
10. 38-30	19-23	40. 43-28	
11. 65-37	5-40	31. 68X28	6-11I (f)
12. 34-38I (f)		32. 37-31II (a)	
	29-25I (f)		11-16
13. 40-34		33. 31-27	
14. 64-40 (f)	7-11	34. 36X27	
15. 47-41	4-42		12-17I (f)
16. 45-35	2-7	35. 32-19	15-20
17. 37-35I (f)		36. 48-18	18-22 (f)
	29X37	37. 27X18	
18. 61X38	18-23		7-8
19. 29-18	12X23	38. 19X11	
20. 40-35II (f)			16X7 (b)
21. 34-33	23 (m)	40. 48-34	9-13
22. 31. 34X23	25X24	41. 47-22I (f)	7-13
23. 39X39	22X38	42. 46-41	1-19
24. 31X25II (f)		43. 38-23	4-9
	29X30	44. 39-38	
		Abandon	

7. H.B.S.S., 1979, Wisconsin-Gantwarg, match mondial (de 1979).  
 b) 3. (10-23); 4. 32-38 (29-38);  
 5. 38-37 (4-10); 6. 34-39 (18-14);  
 7. 38-37 (4-10); 8. 34-39 (18-14);  
 9. 5. 30-38 intéressant (4-10) livrant le coup de deux sur une application de la règle de la main.  
 Les deux principaux caractéristiques :  
 — le premier temps de la combinaison, les Noirs peuvent prendre de deux manières différentes par 32-38, 34-39, 38-37, mais la première est évidemment l'un par rapport à l'autre ;  
 — Les deux parours du pion blanc, 38-37 et 34-39, sont de la même section de ces parours, parallèles.  
 Après 9. (4-10) donc 10. 30-33 (10-38) 11. 37-18 (18-23) 12. 38-37 (18-23) 13. 34-39 (18-14) 14. 28-13 (3-9) 15. 4-13 (8-19).  
 b) 10. (10-28) [la seconde réponse de prendre] 11. 21-36 (23-31) 12. 23-34, etc.  
 La partie qui systématique, comme dans la huitième partie du match mondial Wisersa - Gantwarg de 1979.  
 d) Match mondial Wisersa-Gantwarg de 1979.  
 9. 41-37 (11-33) 10. 34-30 (24-25) 11. 27-37 (11-33) 12. 32-31 (22-38) 13. 38-37 (22-38) 14. 38-37 (22-38) 15. 38-37 (22-38) 16. 38-37 (22-38) 17. 38-37 (22-38) 18. 38-37 (22-38) 19. 38-37 (22-38) 20. 38-37 (22-38) 21. 38-37 (22-38) 22. 38-37 (22-38) 23. 38-37 (22-38) 24. 38-37 (22-38) 25. 38-37 (22-38) 26. 38-37 (22-38) 27. 38-37 (22-38) 28. 38-37 (22-38) 29. 38-37 (22-38) 30. 38-37 (22-38) 31. 38-37 (22-38) 32. 38-37 (22-38) 33. 38-37 (22-38) 34. 38-37 (22-38) 35. 38-37 (22-38) 36. 38-37 (22-38) 37. 38-37 (22-38) 38. 38-37 (22-38) 39. 38-37 (22-38) 40. 38-37 (22-38) 41. 38-37 (22-38) 42. 38-37 (22-38) 43. 38-37 (22-38) 44. 38-37 (22-38) 45. 38-37 (22-38) 46. 38-37 (22-38) 47. 38-37 (22-38) 48. 38-37 (22-38) 49. 38-37 (22-38) 50. 38-37 (22-38) 51. 38-37 (22-38) 52. 38-37 (22-38) 53. 38-37 (22-38) 54. 38-37 (22-38) 55. 38-37 (22-38) 56. 38-37 (22-38) 57. 38-37 (22-38) 58. 38-37 (22-38) 59. 38-37 (22-38) 60. 38-37 (22-38) 61. 38-37 (22-38) 62. 38-37 (22-38) 63. 38-37 (22-38) 64. 38-37 (22-38) 65. 38-37 (22-38) 66. 38-37 (22-38) 67. 38-37 (22-38) 68. 38-37 (22-38) 69. 38-37 (22-38) 70. 38-37 (22-38) 71. 38-37 (22-38) 72. 38-37 (22-38) 73. 38-37 (22-38) 74. 38-37 (22-38) 75. 38-37 (22-38) 76. 38-37 (22-38) 77. 38-37 (22-38) 78. 38-37 (22-38) 79. 38-37 (22-38) 80. 38-37 (22-38) 81. 38-37 (22-38) 82. 38-37 (22-38) 83. 38-37 (22-38) 84. 38-37 (22-38) 85. 38-37 (22-38) 86. 38-37 (22-38) 87. 38-37 (22-38) 88. 38-37 (22-38) 89. 38-37 (22-38) 90. 38-37 (22-38) 91. 38-37 (22-38) 92. 38-37 (22-38) 93. 38-37 (22-38) 94. 38-37 (22-38) 95. 38-37 (22-38) 96. 38-37 (22-38) 97. 38-37 (22-38) 98. 38-37 (22-38) 99. 38-37 (22-38) 100. 38-37 (22-38) 101. 38-37 (22-38) 102. 38-37 (22-38) 103. 38-37 (22-38) 104. 38-37 (22-38) 105. 38-37 (22-38) 106. 38-37 (22-38) 107. 38-37 (22-38) 108. 38-37 (22-38) 109. 38-37 (22-38) 110. 38-37 (22-38) 111. 38-37 (22-38) 112. 38-37 (22-38) 113. 38-37 (22-38) 114. 38-37 (22-38) 115. 38-37 (22-38) 116. 38-37 (22-38) 117. 38-37 (22-38) 118. 38-37 (22-38) 119. 38-37 (22-38) 120. 38-37 (22-38) 121. 38-37 (22-38) 122. 38-37 (22-38) 123. 38-37 (22-38) 124. 38-37 (22-38) 125. 38-37 (22-38) 126. 38-37 (22-38) 127. 38-37 (22-38) 128. 38-37 (22-38) 129. 38-37 (22-38) 130. 38-37 (22-38) 131. 38-37 (22-38) 132. 38-37 (22-38) 133. 38-37 (22-38) 134. 38-37 (22-38) 135. 38-37 (22-38) 136. 38-37 (22-38) 137. 38-37 (22-38) 138. 38-37 (22-38) 139. 38-37 (22-38) 140. 38-37 (22-38) 141. 38-37 (22-38) 142. 38-37 (22-38) 143. 38-37 (22-38) 144. 38-37 (22-38) 145. 38-37 (22-38) 146. 38-37 (22-38) 147. 38-37 (22-38) 148. 38-37 (22-38) 149. 38-37 (22-38) 150. 38-37 (22-38) 151. 38-37 (22-38) 152. 38-37 (22-38) 153. 38-37 (22-38) 154. 38-37 (22-38) 155. 38-37 (22-38) 156. 38-37 (22-38) 157. 38-37 (22-38) 158. 38-37 (22-38) 159. 38-37 (22-38) 160. 38-37 (22-38) 161. 38-37 (22-38) 162. 38-37 (22-38) 163. 38-37 (22-38) 164. 38-37 (22-38) 165. 38-37 (22-38) 166. 38-37 (22-38) 167. 38-37 (22-38) 168. 38-37 (22-38) 169. 38-37 (22-38) 170. 38-37 (22-38) 171. 38-37 (22-38) 172. 38-37 (22-38) 173. 38-37 (22-38) 174. 38-37 (22-38) 175. 38-37 (22-38) 176. 38-37 (22-38) 177. 38-37 (22-38) 178. 38-37 (22-38) 179. 38-37 (22-38) 180. 38-37 (22-38) 181. 38-37 (22-38) 182. 38-37 (22-38) 183. 38-37 (22-38) 184. 38-37 (22-38) 185. 38-37 (22-38) 186. 38-37 (22-38) 187. 38-37 (22-38) 188. 38-37 (22-38) 189. 38-37 (22-38) 190. 38-37 (22-38) 191. 38-37 (22-38) 192. 38-37 (22-38) 193. 38-37 (22-38) 194. 38-37 (22-38) 195. 38-37 (22-38) 196. 38-37 (22-38) 197. 38-37 (22-38) 198. 38-37 (22-38) 199. 38-37 (22-38) 200. 38-37 (22-38) 201. 38-37 (22-38) 202. 38-37 (22-38) 203. 38-37 (22-38) 204. 38-37 (22-38) 205. 38-37 (22-38) 206. 38-37 (22-38) 207. 38-37 (22-38) 208. 38-37 (22-38) 209. 38-37 (22-38) 210. 38-37 (22-38) 211. 38-37 (22-38) 212. 38-37 (22-38

f) Ou s., (23-26) [Bate-Chenon],  
Chamoussa, 27-28, 1979).  
Echouement naval dans les  
tendances modernes, l'attaque 37-35  
du 11-10, 12-11, 13-12, 14-13, 15-14,  
20-15, 21-16) avec l'installation  
d'un nouveau pont laqué à  
22-23 précédant en fait un échange  
sur suites hémicourbes pour les  
36-35 et l'intérieur h) 12-11  
36-25 et la dernière b) 12-11 (12-21)  
12-11, 13-12, 14-13, 15-14, 20-15,  
21-16, 22-23, 24-25, 26-27, 28-29,  
etc., les 12) (23-23) 14-13, 15-14,  
16-15, 17-16, 18-17, 19-18, 20-19,  
(21-20), 22-21, 23-22, etc. B-1  
(19-30) 14-13, 25-24, 26-25, 27-26,  
28-27, 29-28, 30-29, 31-30, 32-31,  
33-32, 34-33, 35-34, 36-35, 37-36,  
38-37, 39-38, 40-39, 41-40, 42-41,  
43-42, 44-43, 45-44, 46-45, 47-46,  
48-47, 49-48, 50-49, 51-50, 52-51,  
53-52, 54-53, 55-54, 56-55, 57-56,  
58-57, 59-58, 60-59, 61-60, 62-61,  
63-62, 64-63, 65-64, 66-65, 67-66,  
68-67, 69-68, 70-69, 71-70, 72-71,  
73-72, 74-73, 75-74, 76-75, 77-76,  
78-77, 79-78, 80-79, 81-80, 82-81,  
83-82, 84-83, 85-84, 86-85, 87-86,  
88-87, 89-88, 90-89, 91-90, 92-91,  
93-92, 94-93, 95-94, 96-95, 97-96,  
98-97, 99-98, 100-99, 101-100, 102-101,  
103-102, 104-103, 105-104, 106-105,  
107-106, 108-107, 109-108, 110-109,  
111-110, 112-111, 113-112, 114-113,  
115-114, 116-115, 117-116, 118-117,  
119-118, 120-119, 121-120, 122-121,  
123-122, 124-123, 125-124, 126-125,  
127-126, 128-127, 129-128, 130-129,  
131-130, 132-131, 133-132, 134-133,  
135-134, 136-135, 137-136, 138-137,  
139-138, 140-139, 141-140, 142-141,  
143-142, 144-143, 145-144, 146-145,  
147-146, 148-147, 149-148, 150-149,  
151-150, 152-151, 153-152, 154-153,  
155-154, 156-155, 157-156, 158-157,  
159-158, 160-159, 161-160, 162-161,  
163-162, 164-163, 165-164, 166-165,  
167-166, 168-167, 169-168, 170-169,  
171-170, 172-171, 173-172, 174-173,  
175-174, 176-175, 177-176, 178-177,  
179-178, 180-179, 181-180, 182-181,  
183-182, 184-183, 185-184, 186-185,  
187-186, 188-187, 189-188, 190-189,  
191-190, 192-191, 193-192, 194-193,  
195-194, 196-195, 197-196, 198-197,  
199-198, 200-199, 201-200, 202-201,  
203-202, 204-203, 205-204, 206-205,  
207-206, 208-207, 209-208, 210-209,  
211-210, 212-211, 213-212, 214-213,  
215-214, 216-215, 217-216, 218-217,  
219-218, 220-219, 221-220, 222-221,  
223-222, 224-223, 225-224, 226-225,  
227-226, 228-227, 229-228, 230-229,  
231-230, 232-231, 233-232, 234-233,  
235-234, 236-235, 237-236, 238-237,  
239-238, 240-239, 241-240, 242-241,  
243-242, 244-243, 245-244, 246-245,  
247-246, 248-247, 249-248, 250-249,  
251-250, 252-251, 253-252, 254-253,  
255-254, 256-255, 257-256, 258-257,  
259-258, 260-259, 261-260, 262-261,  
263-262, 264-263, 265-264, 266-265,  
267-266, 268-267, 269-268, 270-269,  
271-270, 272-271, 273-272, 274-273,  
275-274, 276-275, 277-276, 278-277,  
279-278, 280-279, 281-280, 282-281,  
283-282, 284-283, 285-284, 286-285,  
287-286, 288-287, 289-288, 290-289,  
291-290, 292-291, 293-292, 294-293,  
295-294, 296-295, 297-296, 298-297,  
299-298, 300-299, 301-300, 302-301,  
303-302, 304-303, 305-304, 306-305,  
307-306, 308-307, 309-308, 310-309,  
311-310, 312-311, 313-312, 314-313,  
315-314, 316-315, 317-316, 318-317,  
319-318, 320-319, 321-320, 322-321,  
323-322, 324-323, 325-324, 326-325,  
327-326, 328-327, 329-328, 330-329,  
331-330, 332-331, 333-332, 334-333,  
335-334, 336-335, 337-336, 338-337,  
339-338, 340-339, 341-340, 342-341,  
343-342, 344-343, 345-344, 346-345,  
347-346, 348-347, 349-348, 350-349,  
351-350, 352-351, 353-352, 354-353,  
355-354, 356-355, 357-356, 358-357,  
359-358, 360-359, 361-360, 362-361,  
363-362, 364-363, 365-364, 366-365,  
367-366, 368-367, 369-368, 370-369,  
371-370, 372-371, 373-372, 374-373,  
375-374, 376-375, 377-376, 378-377,  
379-378, 380-379, 381-380, 382-381,  
383-382, 384-383, 385-384, 386-385,  
387-386, 388-387, 389-388, 390-389,  
391-390, 392-391, 393-392, 394-393,  
395-394, 396-395, 397-396, 398-397,  
399-398, 400-399, 401-400, 402-401,  
403-402, 404-403, 405-404, 406-405,  
407-406, 408-407, 409-408, 410-409,  
411-410, 412-411, 413-412, 414-413,  
415-414, 416-415, 417-416, 418-417,  
419-418, 420-419, 421-420, 422-421,  
423-422, 424-423, 425-424, 426-425,  
427-426, 428-427, 429-428, 430-429,  
431-430, 432-431, 433-432, 434-433,  
435-434, 436-435, 437-436, 438-437,  
439-438, 440-439, 441-440, 442-441,

a) coup d'effet de surprise ! Les Notts composent bien, mais le champion du monde prendrait pas 32, 35x32 (57x30) et N+1 alors ? Les Notts n'ont pas cru à la tentative.

o) Le hoovering en germe après une autre application du double-bia

b) Va créer une brèche (extrathématique)

c) La dame vient buter sur un pion de son propre camp.

r) Un coup d'arrêt et autres thèmes macabres, pour pointer et exorciser les démons de la prise du producteur de vision de Wleenna.

s) Dans cette position, et si le Notts ne joue pas, la dame a la prise : (22-21) 32x40 (18-23) 40x18 (12x23), égalité numérique avec la dame.

t) Menaçant de (22-27), etc, prise de la dame et N+1.

u) L'absence du coup du texte interdit.

v) 32, 32-36 (18-23) et ce coup qui a fait sortir les Notts venant du centre et rapportant les Notts au centre de la dame sur la diagonale.

w) 32-36 (18-23) 40x18, F+1 est le flirt avec le gâche, mais crée le champion du monde.

x) 32, 32-36, (22-27), etc, N+1.

y) 32-36 (18-23) 40x18, mais la dame dans toutes les

w) Sans doute pour ne pas être pris à la pendule.  
 x) Mais B + 1.  
 y) Exploitant la faiblesse des Noirs sur leur aile droite.  
 z) Après une magnifique résistance contre le champion du monde.

**PROBLEME**

**E. CONDEMI (Italie)**

(1973)

1 2 3 4 5  
 6  
 7  
 8  
 15  
 20  
 25  
 30  
 35  
 40  
 45  
 50  
 55  
 60

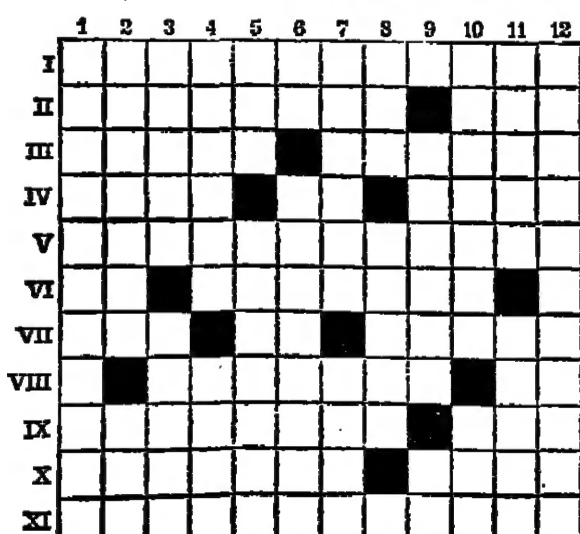
Les Blancs jouent et gagnent

## les grilles

**du**  
**week-end**

## MOTS CROISÉS

**N° 106**  
**Horizontalement**  
*I. Là où les orfèvres sont censés porter la jupe. — II. Grisâtre en général ; Ne se conçoit pas sans bouche. — III. Et même ; Présent. — IV. Capitale ; Possessif inversé ; Ou c'est avant ou c'est plutôt vers le bas, selon l'accentuation. — V. Peut-on alors les définir ? — VI. Ile ; Astronomie. — VII. Site ouvrier ; Personnel ; Trowa. — VIII. Sauvé des eaux ; En robe. — IX. Entre-*



## ANA-CROISÉS (★)

N° 106

**Horizontalement**

1. ARIOUNP. — 2. ACINOFT (+ 3). — 3. FOORST. — 4. ARIUNQSU. — 5. AETOPRR. — 6. DEEINSU (+ 3). — 7. AERIIT (+ 3). — 8. ARIEIMNR (+ 2). — 9. AACJOSU. — 10. ABELSUV. — 11. EQRSTUV (+ 4). — 12. AEGIPRU (+ 1). — 13. AAIIRT (+ 2). — 14. BOSSRU (+ 2).

### Solution du n° 105

1. CLINFOC. — 2. HARPAIL.  
— 3. ICAQUER. — 4. TRAJETS.  
— 5. EVADANT. — 6. ERBIUMS  
(BRUMES). — 7. MANSARDE  
(DAMNERAS, MANDERAS, RA-  
MENDAS). — 8. ATTISER (AR-

**TISTE, ATTIRES, RATTES**  
**RESTAIT, STERAIT, TARITES**  
**TERSAIT, TIRATES, TRAITES**  
**TRIATES). — 9. CAPTAIN.**  
**10. RUPESTRE (PRETEURS**  
**PRETURES). — 11. NEVROSE**  
**(REMOVES). — 12. ISOGONE.**

**Verticalement**

**13. COTIDAL. — 14. OMI-**  
**CRON. — 15. SALAIRE (ALAI-**  
**RES, LAIERAS, REALISA-**  
**RESALAI, SALARIE, SALERAT)**  
**— 16. ICARIEN. — 17. VOUE-**

SOIR. — 18. FIENAT (FEIN-  
TAT). — 19. OCTAEDRE. — 20.  
AERODYNE. — 21. HUMECTAL  
— 22. URETERES (TERREUSE).  
— 23. PROEDRES. — 24. GES-  
TAPO (PAGEOTS. POSTAGE  
POTAGES). — 25. ICELES  
(CILLÉS). — 26. LARATRE  
(RAIRAT). — 27. SURNAME  
(NAGURS, NARGURS).

**MICHEL CHARLEMAGNE**  
et CATHERINE TOFFIER

هكذا من الأصل















# INFORMATIONS « SERVICES »

## Les urgences du dimanche

**SANTÉ**  
 ● **UN SECOURS D'URGENCE.** — Appeler le SAMU en téléphonant pour Paris, au 597-50-50 ; pour l'Essonne, au 080-33-33 ; pour les Hauts-de-Seine, au 741-79-11 ; pour la Seine-Saint-Denis, au 830-32-50 ; pour le Val-de-Marne, au 207-51-41 ; pour le Val-d'Oise, au 032-22-33 ; pour les Yvelines, au 032-22-33 ; pour la Seine-et-Marne, au 437-10-11, ou, à défaut, le 17 (police) ou le 18 (pompiers), qui transmettent l'appel au SAMU.

● **UN MÉDECIN.** — A défaut du médecin traitant, appeler la permanence des soins de Paris (042-97-00), ou la garde syndicale des médecins de Paris (033-99-11), ou l'Association pour les urgences médicales de Paris (A.U.M.P.) (020-40-04) ou S.O.S.-Médecins (707-77-77).

● **UNE INFORMATION SUR LES INTOXICATIONS.** — 205-53-29 (hôpital Fernand-Widal).

● **S.O.S. Urgences bucco-dentaires.** — 537-01-00.

## TRANSPORTS

● **AÉROPORTS.** — Renseignements sur les arrivées et départs à Orly (067-12-94 ou 853-12-34) ; Roissy-Charles-de-Gaulle (062-12-12 ou 852-22-40).

● **COMPAGNIES AÉRIENNES.** — Arrivées ou départs des avions : Air France (020-12-55 ou 020-13-55) ; U.T.A. (775-75-75) ; Air Inter (067-12-12). Renseignements, réservations : Air France (055-61-61) ; U.T.A. (775-41-52) ; Air Inter (055-25-25).

● **S.N.C.F.** — Renseignements : 261-50-50.

## ÉTAT DES ROUTES

● **INTER SERVICE ROUTES** donne des renseignements généraux au 853-33-33.

Pour des renseignements plus précis, on peut s'adresser aux centres régionaux d'information routière Bordeaux (059 96-33-33) ; Lille (20) 91-82-33 ; Lyon (7)

854-03-33 ; Marseille (01) 78-78-78 ; Metz (07) 62-11-22 ; Rennes (09) 50-78-93.

**P.T.T.**

Sont ouverts le dimanche les bureaux de :

— Paris : recette principale (52, rue du Louvre, 1<sup>er</sup>), ouvert 24 heures sur 24 ;

— Paris 06, annexe 1 (71, avenue des Champs-Élysées), ouvert de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 20 heures ;

— Orly, aéroport Sud, annexe 1, ouvert en permanence ;

— Orly, aéroport Ouest, annexe 2, ouvert de 6 heures à 23 heures ;

— Roissy principal annexe 1 et 2 (aéroport Charles-de-Gaulle), ouvert de 8 h. 30 à 18 h. 30.

La recette principale de Paris assure aussi le paiement des mandats-achats, des bons et des chèques de dépannage, des lettres-chèques ainsi que les remboursements sans préavis sur livret C.N.E.

## ANIMAUX

● **UN VÉTÉNAIRE** au 871-20-51 (de 8 heures à 20 heures).

● **L'OFFICE DE TOURISME DE PARIS** diffuse une sélection enregistrée des loisirs à Paris : en français au 720-04-04 ; en anglais au 720-04-06. Son bureau d'accueil du 127, avenue des Champs-Élysées est ouvert le dimanche, de 9 heures à 20 heures. Tél. : 720-61-72.

**S.O.S. - AMITIÉ**

Vingt-quatre heures sur vingt-quatre à l'écoute au 621-31-31 pour Boulogne-Billancourt ; 354-31-31 pour Bagneux et 078-16-16 pour Evry (de 14 heures à 6 heures du matin) et au 296-26-26 pour Paris (de 14 heures à 4 heures du matin) et au 296-26-26 un poste en anglais : S.O.S.-Help, au 720-80-80 (de 18 heures à 23 heures).

**S.O.S. - 3<sup>e</sup> AGE**

De 9 heures à 19 heures au 340-44-11.

## MÉTÉOROLOGIE JEUX

Évolution probable du temps en France entre le vendredi 15 août à 6 heures et le samedi 16 août à 24 heures :

L'air relativement frais qui pénétrait vendredi matin sur la moitié ouest de la France poursuivra sa progression à travers notre pays, lentement dans le Nord, en raison du blocage par les hautes pressions de Scandinavie, plus rapidement vers la Méditerranée occidentale, avec l'écoulement d'une petite dépression dans le golfe de Gènes.

Samedi 16 août, de la Corse au massif alpin, le temps sera lourd, couvert et orageux, avec des pluies parfois abondantes et de fortes rafales dans le voisinage des orages. De la Picardie et de la Plaine de France, les vents s'orienteront au nord-ouest en devenant assez forts et de belles éclaircies se développeront sur le reste de la France. Après un début de matinée souvent brumeux (brumes, brouillards ou stratus), le temps sera assez beau malgré quelques passages nuageux. En fin de journée, les nuages deviendront cependant abondants en Bretagne avec l'approche d'une nouvelle perturbation.

Les températures minimales seront souvent en baisse sur l'est et le sud-est. La baisse des températures maximales amorcée vendredi sur une grande moitié ouest s'étendra vers l'est.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 août ; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16) : Ajaccio, 27 et 17 degrés ; Biarritz, 25 et 15 ; Bordeaux, 23 et 17 ; Bourges, 20 et 13 ; Brest, 19 et 12 ; Caen, 28 et 17 ; Clermont-Ferrand, 24 et 16 ; Dijon, 26 et 15 ; Grenoble, 20 et 12 ; Lille, 24 et 13 ; Lyon, 25 et 15 ; Marseille, 29 et 18 ; Nancy, 25 et 15 ; Nantes, 26 et 14 ; Nice-Côte d'Azur, 27 et 18 ; Paris, 23 et 16 ; Perpignan, 27 et 18 ; Rennes, 23 et 15 ; Strasbourg, 23 et 15 ; Toulouse, 24 et 13 ; Valenciennes, 23 et 15 ; Yverdon, 24 et 13.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 31 et 19 degrés ; Amsterdam, 23 et 15 ; Athènes, 24 et 16 ; Berlin, 23 et 15 ; Bonn, 22 et 12 ; Bruxelles, 26 et 14 ; Le Caire, 34 et 23 ; Casablanca, 28 et 19 ; Copenhague, 24 et 13 ; Genève, 26 et 15 ; Lisbonne, 31 et 18 ; Londres, 25 et 15 ; Madrid, 25 et 14 ; Moscou, 20 et 12 ; Nairobi, 25 et 14 ; New-York, 71 et 22 ; Palma-de-Majorque, 30 et 20 ; Rome, 30 et 18 ; Stockholm, 23 et 14 ; Téhéran, 31 et 25.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, le 15 août, à 6 heures était de 1 006,7 millibars, soit 756,1 millimètres de mercure.

## PROBABILITÉS POUR DIMANCHE 17 AOUT

Une nouvelle aggravation abordera les régions de l'ouest. Le temps sera très nuageux à couvert dès le lever du jour sur la Bretagne, la Vendée et la Cotentin, avec des fines pluies et des vents de sud-ouest assez forts. En cours de journée, ce temps nuageux et rafraîchi gagnera le Bordelais, les Charentes, les Pays de Loire, la Normandie, la Picardie et les Flandres. Dans le reste du pays, après dissipation des brumes matinales, le temps sera chaud ; maximum compris entre 15 et 30 degrés, et assez bien ensoleillé. On peut cependant craindre quelques averses isolées en Savoie et en Corse.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

Les mots croisés sont en page 10, dans le Monde des Loisirs et du tourisme.

## Le langage des ruelles...

Problème n° 21

Que nos lecteurs ne se méprennent point : les ruelles évoquées ici sont les allées où les dames de qualité du dix-septième siècle recevaient leurs invités. (Ruelle était aussi le nom donné à l'espace compris entre le lit et un mur.)

Afin de réagir contre la grossièreté des mœurs et la vulgarité du langage, les habitués des salons entendait alors se distinguer par les bonnes manières et l'esprit : recherche d'un vocabulaire étendu et précis, emploi de figures de style variées. A ce premier style précieux, à cette première génération de érudites distinguées, vont succéder les « précieux ridicules » (cf. Molière). Ces derniers vont adopter un langage pédant, excentrique ; par refus de la grossièreté, on rejette le naturel et l'on multiplie les périphrases, les métaphores, les euphémismes... destinés à désigner les images et objets les plus « populaires », « communs ».

Nous proposons donc à nos lecteurs de vérifier, par le jeu des questions et des réponses, leur connaissance de ce « parler précieux », partie intégrante du français classique.

N.B. — Les expressions et mots « précieux » mentionnés sont présentés dans une orthographe modernisée.

1. La jeunesse des vieillards : 1) Une canne ou un bâton ; 2) Une perruque ; 3) Un élixir à base de simples.

2. Le sublime : 1) Le roi ; 2) Le cerveau ; 3) Un poète.

3. Les mulets baptisés : 1) Les médecins ; 2) Les chevaux ; 3) Les porteurs de chaise.

JEAN-PIERRE COLIGNON.

## LES PIERROTTS PORTIERS... OU L'ANAGRAMME

Solution du problème n° 20

1 A) Strombe (mollesque des mers chaudes, dont le nom grec, strombos, signifie « toupie »), coquille sert à la fabrication de cannes ; 1 B) Trombes. — 2 A) Masques, du latin *masca*, « au grand nez » ; singes de cirque au long nez mou ; c'est également le nom d'un serpent non venimeux du sud de l'Asie au musée prolongé en pointe ; 2 B) Quasine (alcoolisé extrait du *Quassia amara*, variété de quassia (ou quassier) et utilisé comme insecticide). — 3 A) Noulet (assemblage de pièces de charpente placées à l'intersection de deux combles) ; 3 B) Nobile (la sens de « petite note », d'« annotation » et aussi, en droit ancien, de « mine »). — 4 A) Telle (corps simple solide de numéro atomique 82) ; 4 B) Truelle (le mot désigne, outre l'outil du maçon, une spatule métallique utilisée pour servir le poisson). — 5 A) Putiers (on dit aussi : putiel) ; 5 B) Pétuils (plusieurs acceptions, dont : dans l'ouest, ditroit entre une lie et le confluent, ou entre deux lies). — 6 A) Postière ; 6 B) Pétoules (au sens de « petite canons en sautoir »).

— 7 A) Nolliser (vieux verbe (1620) signifiant « louer, affréter » ; un action notée est donc ce que l'on appelle couramment un « charter ») ; 7 B) Nérolis (du nom, petit appareil adaptable à certains instruments de musique afin d'atténuer la sonorité). — 8 A) Cyphoses ; 8 B) Psychose (le mot peut être pris littéralement au sens de « manie »). — 10 A) Périodit ; 10 B) Torpide. — 11 A) Hunters (chasseurs utilisés à la chasse et exorcé à franchir les obstacles) ; 11 B) Shunter (utilisé avec quasiment la même acception par les électriciens et par les chirurgiens). — 12 A) Frisquet ; 12 B) Fricquet (mollesque des champs). — 13 A) Telleur (ouvrier chargé de tisser le chanvre, c'est-à-dire d'enlever l'écorce de la tige) ; 13 B) Tullerie (commerce ou industrie du tulle, tissu qui doit son nom à la ville corréenne de Tulle). — 14 A) Mellites (médicaments préparés avec du miel ; attention à la paronymie avec la *mitite* ou *mitite* sauvage). — 15 A) Epistyle ; 15 B) Pyéites. — J.-P. C.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 15 août :

### DES DECRETS

● Fixant les modalités de recrutement par concours des graveurs de l'administration des médailles ;

● Autorisant la cession de concessions de mines de métaux précieux, leurs minerais et pierres précieuses au bureau de recherches géologiques et minières de Guyane.

### UN ARRÊTÉ

● Nommant les membres des trois parties représentées au conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) : Etat, patronat et syndicats.

## PARIS EN VISITES

### SAMEDI 15 AOUT

« La rue Saint-Honoré », 10 h. 30, devant la Fontaine des Innocents, Mme Vermeersch.

« Jardin du Luxembourg », 10 h. 30, entrée, place Edmond-Rostand, Mme Zujovic.

« Hôtel de Sully et place des Vosges », 15 h. 02, rue Saint-Antoine, Mme Vermeersch.

« L'île de la Cité », 15 h. 02, rue de la Harpe, Mme Zujovic.

« Cheminée Montmartre », 15 h. 15, entrée, avenue Rachel (Mme B. B.).

« Autour de Beaubourg », 10 h. 30, métro République (Connaisseurs d'art et d'histoire).

« Collège des Quatre Nations et l'Académie française », 15 h. 23, quai Conti (Mme Fernand).

« Notre-Dame de Paris », 15 h. 02, métro Cité (Mme Haellier).

« Les Bourbons à Versailles », 15 h. 02, musée des monuments français (Histoire et Archéologie).

« Quartier Saint-Victor », 15 h. 02, métro Jussieu (Réurrection du passé).

« La Marais éclairé », 21 h. 02, métro Châtelet-Les Halles (Mme Bouch-Gail).

« La Marais », 15 h. 02, rue de Sévigné (Le Vieux Paris).

### DIMANCHE 17 AOUT

« De la porte Saint-Denis à la porte Saint-Martin », 10 h. 30, devant la porte Saint-Denis, Mme Zujovic.

« Hôtel de Sully », 15 h. 02, rue Saint-Antoine, Mme Brossola.

« Le Marais et la place des Vosges », 15 h. 02, centre de la place, Mme Zujovic (Chambre nationale des monuments historiques).

« Le Sénat », 15 h. 02, rue de Touraine (Mme Brossola).

« Institut de France », 15 h. 02, quai Conti (Mme Camus).

« Moutfard et ses secrets », 10 h. 30, métro Montparnasse (Connaisseurs d'art et d'histoire).

« Les salles du Conseil d'Etat », 15 h. 02, place du Palais-Royal (Mme Fernand).

« De la place Vendôme aux salons de l'hôtel Maubert », 14 h. 45, 17, place Vendôme (Mme Fernand).

« Abbaye Saint-Germain-des-Près », 15 h. 02, boulevard Saint-Germain (Mme Haellier).

« La Paris des Trois Mousquetaires », 15 h. 02, métro Saint-Sulpice (Histoire et Archéologie).

« Saint-Germain-l'Auxerrois », 15 heures, métro Louvre (Réurrection du passé).

« L'île Saint-Louis », 10 h. 30, métro Pont-Marie (Mme Bouch-Gail).

« La Concorde », 14 h. 45, 1, quai de l'Horloge (Tourisme culturel).

« Les synagogues de la rue des Rois », Le Couvent des Blancs-Manteaux, 15 h. 02, rue Malher (Le Vieux Paris).

## URBANISME

### LA MODIFICATION DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES

Le Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris rappelle les nouvelles dispositions législatives concernant la modification des constructions existantes.

L'article L 21-1 du code de l'urbanisme concernant les travaux d'entretien ou de permis de construire a été complété par une loi du 31 décembre 1978 qui est entrée en application le 1<sup>er</sup> juillet 1979.

L'alinéa 2 de l'article L 42-1 susvisé est désormais rédigé comme suit : « Le même permis est exigé pour les travaux exécutés sur les constructions existantes lorsqu'ils ont pour effet d'en changer la destination, de modifier leur aspect extérieur ou leur volume ou de créer des annexes supplémentaires ».

L'attention des constructeurs est tout particulièrement appelée sur ces nouvelles dispositions et, notamment, sur celles relatives aux changements de destination des locaux existants.

Il leur est demandé en conséquence de déposer une demande réglementaire de permis de construire lorsque des travaux de transformation totale ou partielle ont pour effet de modifier la destination initiale des lieux. Cette obligation s'applique également à la transformation d'un hôtel meublé en habitation.

### LE MONDE

Mettre chaque jour à la disposition des lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

Venez y trouver ce que vous recherchez.

### LA MAISON

que vous recherchez



**la Puglia**  
la bonne secrète de l'Italie

la Puglia c'est ici  
la Puglia c'est au Sud de l'Italie.  
C'est chaud comme l'Italie.  
C'est beau comme l'Italie.

Des prix exceptionnels  
« Villages de vacances - La galleria di Vieste - 1 semaine - Logement à partir de 2.500 F »  
« Séjour à Polignano a Mare - 1 semaine - Logement à partir de 2.500 F »

Demandez la « bonne secrète de l'Italie » à votre agence de voyage ou à :

**EVASION**  
5, Bd des Capucines 75002 Paris. Tél. : 266.46.50

**LOTTO** TIRAGE N° 33  
DU 13 AOUT 1980

5	12	15	25	28	32
---	----	----	----	----	----

NUMERO COMPLEMENTAIRE 20

NOMBRE DE CRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR CRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS NUMEROS 14	585 051,90 F
5 BONS NUMEROS 101	40 548,10 F
5 BONS NUMEROS 3 051	4 026,90 F
4 BONS NUMEROS 142 994	85,90 F
3 BONS NUMEROS 2 298 614	7,70 F

PROCHAIN TIRAGE LE 20 AOUT 1980  
VALIDATION JUSQU'AU 19 AOUT 1980 APRES-MIDI

## BREF

### ANIMAUX

#### FOIRE AUX CHIENS EN PERIGORD.

— Comme chaque année, sera organisée, le 31 août à Sorques (Dordogne), entre Limoges et Périgueux, en bordure de la RN 21, une foire aux chiens. Des juges officiels décerneront des récompenses de toutes natures aux sujets engagés dans les différents concours. Ventes, démonstrations, manifestations folkloriques...  
 \* Renseignements auprès de M. de Prevost, 26430 Sorques.

### AUTOMOBILE

#### ASSISTANCE VINGT-QUATRE HEURES SUR VINGT-QUATRE.

— Depuis le mois de juillet, tous les véhicules neufs Austin-Morris, Jaguar, Rover, Triumph, Land-Rover, Range-Rover, Sherpa livrés bénéficieront en plus de la garantie constructeur d'un an sans limitation de kilométrage, d'une assistance vingt-quatre heures sur vingt-quatre suite d'une panne nécessitant quatre. L'assistance interviendra dans tous les cas où le véhicule British-Leyland est immobilisé à une intervention au titre de la garantie.

### CIRCULATION

#### PAS DE CEINTURE SUR LES CAMIONS.

— La commission économique et budgétaire du Parlement européen s'est prononcée contre l'extension obligatoire du port de la ceinture de sécurité sur les autobus et les camions d'un poids maximum supérieur à 3,5 tonnes, dans la Communauté. Elle avait été saisie d'une proposition de la Commission européenne, approuvée par la commission des transports du Parlement, en vue de rendre obligatoire la ceinture de sécurité sur la plupart des véhicules de la C.E.E.

### CONCOURS

#### ECOLE POLYTECHNIQUE FEMININE.

— La seconde session du concours d'entrée à l'Ecole polytechnique féminine (diplôme d'ingénieur reconnu par l'Etat) aura lieu le 11 septembre. Le concours est ouvert aux bacheliers C, D ou E. Les dossiers d'inscription devront parvenir à l'école avant le 3 septembre.  
 \* Ecole polytechnique féminine, 3 bis, rue Lakanal, 92230 Sceaux. Tél. 699-33-31.

#### UN CADRAN SOLAIRE POUR SOPHIA-ANTIPOLIS.

— L'Ecole nationale supérieure des mines de Paris organise un concours ouvert à tous et destiné à concevoir un cadran solaire qui serait installé sur le site de Sophia-Antipolis dans les Alpes-Maritimes.  
 \* Ecole nationale supérieure des mines de Paris, concours cadran solaire Sophia Antipolis, 65560 Valbonne. Tél. (16/93) 33-85-38.

### VIE PROFESSIONNELLE

#### DANS LES RELATIONS PUBLIQUES.

— Le nouveau bureau du Syndicat national des conseils en relations publiques vient d'être constitué. Pierre Hervo (Pierre Hervo - C.B.A. France), vice-président ; Daniel Verpeaux (D.V. Conseil), secrétaire général et Jean Watrin (Welcome), trésorier, assisteront Jean-Jacques Raffel (Idées/Dialogue Conseil) dans sa mission de président.  
 \* 137, Champs-Élysées, 75008 Paris, n° de répondeur : 11816, préfecture de la Seine, tél. 723-72-33, telex 613 464.

### VIE QUOTIDIENNE

#### Au Canada

#### TAXIS SUR ORDINATEUR

Ottawa (A.F.P.). — A Ottawa, au Canada, vient d'être mis en place un service de taxis informatisé. Il s'agit d'une première mondiale.

Chacun des quatre cents conducteurs affiliés à la compagnie « Blue Line » dispose — ou disposera très prochainement — d'un petit écran et d'un micro-ordinateur, reliés par radio à un ordinateur central. Celui-ci attribue à chacun son prochain client, en silence, puisque les messages s'inscrivent directement sur l'écran.

Ce système devrait permettre d'éliminer les erreurs, les pertes de temps et les possibilités de fraude que comporte le système actuel de radio-téléphone.

### VIVRE A PARIS

#### UNE PLACE AU CONCERT.

— Il est encore possible de souscrire des abonnements-séries, mais uniquement pour les concerts donnés par l'Orchestre de Paris au Palais des congrès et non pas au Théâtre des Champs-Élysées comme nous l'avons écrit par erreur (« le Monde » du 14 août).

مكتبة من الأمل



## TRANSPORTS

PREMIÈRES DÉCISIONS DE PRINCIPLE POUR AMÉLIORER LA DESSERTE DE L'ILE

## La Corse, moins loin du continent ?

De nouveaux aménagements des horaires et des tarifs des lignes aériennes desservant la Corse ont été examinés au cours de la troisième réunion du conseil de gestion de la desserte maritime et aérienne de la Corse, annonce le ministère des transports.

Pour la desserte Paris-Corse, les principes suivants ont été pris en compte : mise en place d'horaires analogues à ceux qui existent au départ des villes du sud-est de la France ayant des trafics aériens comparables ; alignement des tarifs sur ceux des TER ; simplification de la tarification.

Pour la desserte aérienne de l'île, les principes suivants ont été pris en compte : mise en place d'horaires analogues à ceux qui existent au départ des villes du sud-est de la France ayant des trafics aériens comparables ; alignement des tarifs sur ceux des TER ; simplification de la tarification.

## SIR FREDDIE LAKER

## CONTINUE DE JOUER LA BASSE

Londres (A.F.P.). — Sir Freddie Laker, dont la compagnie de charters, « le train du ciel », pratique les vols directs sur les États-Unis, au départ de la Grande-Bretagne, a annoncé, le 14 août, à Londres, une nouvelle réduction de ses tarifs. Il prévoit notamment d'offrir un Londres-New York pour 78 livres (environ 780 F).

Au cours d'une conférence de presse, Sir Freddie Laker a précisé que cette baisse de prix applicable à partir du 15 octobre prochain, concernait les billets « standard » c'est-à-dire ceux qui sont destinés à être utilisés pour un seul voyage aller-retour. Avec ce nouveau genre de billet un trajet Londres-Los Angeles coûtera 109 livres et un Londres-Miami 83 livres. Actuellement les tarifs proposés par les grandes compagnies régulières varient autour de 180 livres pour la traversée de l'Atlantique.

Sir Freddie Laker a aussi indiqué que sa compagnie avait réalisé l'an passé un bénéfice de 3,8 millions de livres (près de 40 millions de francs). (Cet article a été publié le 15 août, deux semaines après la décision des compagnies régulières British Airways et T.W.A. de diminuer notablement leurs tarifs sur l'Atlantique Nord afin de tenter de remplir leurs avions en partie vides. La saison a été favorable, sans plus, pour les transporteurs aériens transatlantiques (on a en particulier noté un très fort trafic britannique vers Miami), mais tous s'attendent à un hiver très difficile.)

● **Beloque : conflit réglé.** — Les marins et officiers du « Beloque » ont, le 14 août, réglé les dernières modalités de leur licenciement et de leur indemnisation au cours d'une entrevue avec l'administrateur des affaires maritimes de Marseille. L'ensemble du personnel de la Compagnie de navigation maritime, qui possédait deux cargos, « le Beloque » et « le Marconin », à Havre, et le « Beloque » à Marseille, a été licencié la semaine dernière par le syndicat chargé du règlement judiciaire de l'entreprise. Les bateaux étaient inutilisés depuis le mois de mai, et les marins n'étaient pas payés depuis cette date.

## LES MARCHÉS FINANCIERS

## LONDRES

15 août

Hausse

A l'ouverture de la séance de vendredi, le Stock Exchange accusait son mouvement de hausse amorcé jeudi. Les meilleurs financiers britanniques s'attendaient à une nouvelle réduction des taux d'intérêt. Les valeurs industrielles augmentent de 2 à 3 points. Les pétroliers et des fonds d'État, les valeurs des mines d'or.

VALEURS	CLÔTURE 14/8	CHANGES 15/8
Bourse...	148	148
British Petroleum...	94	94
Castrol...	94	94
De Beers...	94	94
Imperial Chemical...	94	94
Rio Tinto...	94	94
Shell...	94	94
Unilever...	94	94
Warren & Z...	94	94
Westminster...	94	94
Western Holdings...	94	94

COURS DU DOLLAR À TOKYO

	14/8	15/8
1 dollar (en yen)...	224	224

d'affaires) et un tarif réduit applicable à tous les autres usagers. La prochaine réunion du conseil de gestion est prévue pour octobre, indique encore le ministère des transports. Elle sera notamment consacrée à « l'examen des mesures d'application qui permettront la mise en œuvre de ces principes ».

Ce dossier de la « continuité territoriale » est jugé important par les Corses et cela sous un double aspect.

Un des principaux handicaps de l'économie de l'île est précisément son insularité, c'est-à-dire que le prix des produits qui y arrivent ou en partent est augmenté du coût du transport.

Psychologiquement — et ce n'est pas l'aspect le plus négatif — le fait de devoir entreprendre un voyage pour aller à la messe, à la poste, à la banque, n'est pas plus, dit le sentiment d'isolement des insulaires.

D'où les demandes répétées qui ont été formulées depuis de nombreuses années par l'ensemble des représentants de la Corse, et la décision qui a été prise en 1975 par l'Assemblée de la Corse, la République de l'île, de « continuité territoriale » entre l'île et le continent, c'est-à-dire, dans la pratique, d'aligner les tarifs de transport maritime et aérien sur ceux de la S.N.C.F. et de mettre en œuvre les moyens techniques nécessaires pour assurer une desserte régulière de la Corse.

Les subventions que l'État a dû consentir de ce fait à verser non seulement aux transporteurs mais à différents « transitaires » n'ont cessé d'augmenter depuis cinq ans. Elles atteindront en 1980 le montant confortable de 330 millions de francs.

Plus cher que Palma... Le bilan de l'opération s'est toutefois révélé décevant. Certes les ports (celui de Bastia en particulier) ont été modernisés, des bateaux neufs permettant des chargements et déchargements rapides ont été mis en service. Bref, on peut dire que sur le plan de la capacité et des cadences et, au moins pour ce qui concerne les transports maritimes, la situation s'est beaucoup améliorée. Restent plusieurs points noirs qui ont été souvent dénoncés et ont conduit, par exemple, les ministres à baptiser cette « desserte territoriale » de « desserte coloniale ».

On s'est tout d'abord étonné du gouffrage des subventions dont beaucoup pensent qu'elles sont pour partie détournées de leur véritable destination. « Il y a des pertes en ligne », reconnaît d'ailleurs l'administration. Deuxième ordre de critiques : les tarifs restent trop compliqués et, surtout, ils ne sont pas assez « modérés », ce qui empêche de les utiliser pour favoriser le développement économique de l'île. Un exemple particulièrement révélateur lorsqu'on connaît l'importance de la question vinicole en Corse : les

vins en vrac ne bénéficient pas du régime de la continuité territoriale... Dernier sujet de contestation continue : le principe de la continuité territoriale est très mal appliqué dans les transports aériens qui, pourtant, pour le développement en Corse du tourisme hôtelier et le « développement psychologique » des insulaires peuvent jouer un rôle très important. Horaires parfois incommodes, difficultés de réservation, essentiellement cherché des tarifs sont les critiques les plus souvent avancées. C'est M. François Gaspard, député de la Haute-Corse, qui déclarait récemment devant le ministère de l'intérieur : « Comment voulez-vous que les gens croient à la continuité réelle du territoire quand on leur dit que les tarifs sont plus élevés que ceux des autres régions françaises, alors qu'il leur faut payer un passage Paris-Bastia plus cher qu'un passage Paris-Palma et presque aussi cher qu'un passage Paris-New-York ? »

La réplique des compagnies aériennes qui font état de faibles taux de remplissage et d'une exploitation financière tendue ne change rien au fond de cette affaire grave et jusqu'ici mal résolue. A preuve la mise en place, en avril dernier, d'un conseil de gestion paritaire (administration, représentants des compagnies aériennes, représentants des insulaires) chargé d'affiner le diagnostic et de proposer des remèdes.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON.

## SOCIAL

## Près de quatre-vingt mille demandes d'emploi supplémentaires

(Suite de la première page.)

Dans sa dernière intervention télévisée, il était invité de l'émission « Les 20 questions », le 11 juillet, M. Barre avait affirmé : la situation de l'emploi « a été améliorée de 10 % ». Vérité en juin, erreur en juillet... Le premier ministre avait ajouté : « Un grand nombre d'entreprises ont augmenté leur effectif de 10 % ». C'est la situation de l'emploi, mais une moindre dégradation de la situation de l'emploi.

Le chef du gouvernement venait notamment pour prouver le ralentissement de la progression annuelle du chômage : + 20 % au cours du premier semestre 1979, + 10 % à la fin de l'année dernière et + 5 % aujourd'hui. C'est parfaitement exact. Il n'empêche qu'il y avait, à la fin de juillet 1980, 214 100 demandes d'emploi de plus qu'il y avait, à la fin de juillet 1979, et que le chômage a augmenté de 10 %, mais il est plus grave.

Pour sa part, le ministère du travail et de la participation se contente d'indiquer, dans son

## AFFAIRES

Aux États-Unis

AGACHE-WILLOT  
REPREND À SON COMPTE  
LES DETTES DE KORVETTES

Un accord serait intervenu, jeudi 14 août, entre le groupe français Agache-Wililot et le « pool » des banques américaines (parmi lesquelles Chase Manhattan, Bankers Trust, Manufacturers Hanover Trust) sur les modalités de règlement des dettes de la chaîne de magasins Korvettes. Rachetées il y a un an, par Agache-Wililot, cette chaîne compte trente et un magasins, surtout sur la côte est. Elle emploie quatre mille personnes et est détentrice de quelque 55 millions de dollars (230 millions de francs) auprès de plusieurs grandes banques américaines.

Agache-Wililot avait refusé, en début de semaine, un premier projet de concordat élaboré entre M. Rix, P.-D.G. de Korvettes, et les banques. Ce texte prévoyait que la moitié environ de la dette serait réglée par une participation des créanciers aux bénéfices futurs de la firme.

Korvettes devrait ainsi retrouver très vite, selon M. Rix, une activité normale.

## Le retrait éventuel de la MACIF de Manufrance

Déclaration « prématurée » ou « inopportune » ?

Le feuilleton Manufrance continue, chaque jour apportant son « rebondissement ». De quoi tenir en haleine acteurs et spectateurs d'une pièce qui se joue depuis trois ans. La semaine du 15 août n'aura pas fait à la règle.

Lundi on apprenait, par M. Saugéolles, maître (P.C.) de Saint-Etienne, que la MACIF, qui détient 30 % de la Société nouvelle Manufrance, acceptait de cautionner un prêt de 40 millions de francs.

Mardi, le gouvernement promettait une aide de 150 millions de francs à condition que le conseil d'administration de Manufrance définisse un « ensemble de mesures » consistant à : 1° réduire les dépenses ; 2° augmenter les recettes ; 3° améliorer la gestion ; 4° améliorer la structure ; 5° améliorer la qualité ; 6° améliorer la sécurité ; 7° améliorer l'environnement ; 8° améliorer la santé ; 9° améliorer la culture ; 10° améliorer la formation ; 11° améliorer la recherche ; 12° améliorer l'innovation ; 13° améliorer la communication ; 14° améliorer la relation client ; 15° améliorer la relation fournisseur ; 16° améliorer la relation concurrent ; 17° améliorer la relation partenaire ; 18° améliorer la relation société ; 19° améliorer la relation territoire ; 20° améliorer la relation monde.

Mardi soir, le conseil d'administration renvoyait la balle dans le camp du gouvernement. Il lui demandait que l'aide de 150 millions de francs prenne la forme d'une subvention. Il acceptait, certes, d'élaborer d'ici à la fin du mois la version définitive de son plan de relance, mais en excluant « toute réduction supplémentaire de l'effectif » et en « interdisant la vente ». On pensait alors que la pièce allait faire lâche jusqu'au 27 août, date de la nouvelle réunion « décisive » du conseil d'administration. C'était mal connaître l'art consommé du suspense de ses auteurs.

Mardi soir, coup de théâtre : M. Bellu, un des directeurs de la MACIF déclarait : « La ma-

tielle veut se retirer du conseil d'administration de Manufrance. Vous ne devez pas en avoir peur. » Et il ajoutait : « A ma connaissance, il n'y a jamais eu officiellement question d'accorder une caution de 40 millions de francs. C'était signer en quelque sorte l'arrêt de mort de Manufrance ».

Judi, le directeur général de la MACIF, M. Vandier, contredit, sans contradiction, M. Bellu : « Cette information, déclarait-il, est prématurée. D'autres responsables de la mutuelle jugeraient, pour leur part, cette déclaration sur un possible retrait du conseil de Manufrance « inopportune et maladroite ». Ces discordances illustrent le débat interne qui s'est ouvert à la MACIF : la mutuelle doit-elle continuer ou non à soutenir Manufrance ?

Il apparaît en tout cas que M. Saugéolles s'est quelque peu avancé en annonçant que la MACIF était prête à cautionner un prêt de 40 millions de francs. Certes, M. Juvin, président de la mutuelle et maître-adjoint (P.C.) de Romans, a confirmé jeudi soir que la MACIF « honorerait ses engagements ». Mais, aux conditions qu'elle y a mises (la caution serait garantie sur des actifs de Manufrance). Or celles-ci ne sont, selon M. Vandier, « toujours pas remplies ». On en était à vendredi 15 août.

● **Accord de prospection pétrolière au Guatemala pour l'Égypte.** — La société nationale Elf-Aquitaine vient de conclure un nouvel accord de prospection pétrolière au Guatemala. Cette association avec la société Elf-Aquitaine a un intérêt de 30 % dans la zone couverte par le nouveau contrat et dans l'oléfine reliant Rubel-santo à la côte atlantique de la société française, qui sera opérée, explorée et exploitée sur un secteur de 200 000 hectares.

## P.T.T.

LES POSTIERS F.O.  
DEMANDENT UN ALLÈGÈMENT  
DES EFFECTIFS  
POUR LE 16 AOÛT

La Fédération syndicaliste des travailleurs Force ouvrière P.T.T. a demandé au secrétariat d'État que des mesures soient prises afin « de réduire au maximum le nombre d'agents dans les bureaux de poste ». Elle a réclamé « la compensation des travaux effectués ce jour-là ».

Une réponse négative lui a été donnée par les services du ministère. La Fédération F.O. des P.T.T. s'est élevée vivement dans un communiqué contre cette décision, considérant qu'à la force de faire subir sans allègement ni compensation les contraintes du service public aux travailleurs des P.T.T., le personnel n'acceptera plus d'assumer ces contraintes. Cela conduira inévitablement à une grave détérioration de la qualité de ce service et débouchera à court terme sur des actions revendicatives d'urgence.

## CORRESPONDANCE

## L'avenir

## de l'annuaire électronique

Après l'article publié dans le Monde du 2 août sur les projets d'annuaires électroniques des P.T.T., M. Jacques Imbert, président de la Société Chappelle-Dorville, nous écrit :

Cet article contient deux erreurs matérielles : l'annuaire, dans sa forme actuelle, ne consomme pas 400 000 tonnes de papier, mais environ 40 000 tonnes (soit exactement 40 000 tonnes en 1979) ; le papier est pour l'essentiel produit par l'industrie papetière française. La part de la production française en 1979 a été de 76,5 %.

Bien qu'étant le plus important producteur français de ce type de papier, je ne conteste pas l'intérêt que peut présenter le développement d'un annuaire électronique. Il ne semble toutefois que les deux formes d'annuaire peuvent parfaitement coexister.

Je suis, d'autre part, comme vous, choqué par la vigueur et le manque de nuances dont fait preuve la direction générale des Télécommunications dans ses critiques contre l'annuaire actuel. Qui veut trop prouver...

## FAITS ET CHIFFRES

## Conjoncture

● **Le déficit d'exécution du budget de l'État** s'est élevé à 18,4 milliards de francs pour les six premiers mois de 1980 (la loi de finances pour 1980 prévoit un déficit de 31 milliards de francs pour l'année entière).

## Energie

● **L'Argentine va fournir de l'énergie au Brésil.** Un nouvel accord sur le nucléaire va être signé lors de la visite au Brésil du président argentin Videla du 19 au 22 août. Cet accord, suite normale du protocole signé au mois de mai et qui prévoyait une large coopération des deux pays dans le domaine de l'énergie civile, prévoit notamment la fourniture par l'Argentine de 240 tonnes d'uranium brut pour la première centrale du Brésil — Angra Dos Reis — qui doit entrer en production en 1981.

## Etranger

## ITALIE

● **L'endettement des sociétés italiennes** s'est accru de près de 15 % en 1979 par rapport à 1977, pour atteindre 114 741 milliards de lire (570 milliards de francs) soit environ 72 % du passif de ces firmes. Les dettes à court terme ont notamment dépassé 65 900 milliards de lire (415 % du passif) se décomposant entre 29 800 milliards envers des entre-

prises non financières, 20 800 milliards envers le secteur bancaire et 15 200 milliards à l'égard de l'État ou à l'étranger. — (A.F.P.)

## JAPON

● **La production industrielle a de nouveaux baissés au Japon.** L'indice de la production industrielle a baissé de 14,5 en mai (-0,9 %) sur la base 100 en 1975 et après correction des variations saisonnières. Déjà, l'indice de mai avait baissé (-0,5 %) par rapport à avril. Le recul de la production industrielle est attribué à la crise qui touche les télécommunications, le bois, les produits pharmaceutiques.

Depuis le début de l'année — soit en six mois — l'indice de la production industrielle a progressé de 3,7 % ; en un an, il a augmenté de 8 % (par rapport à juin 1979).

## Social

● **Le syndicat F.O. de Renault-Billancourt** proteste dans un communiqué publié le 14 août contre l'intervention de la police chargée de protéger le démantèlement de trois machines-outils du département 14 (le Monde des 14 et 15 août). Il indique aussi qu'il ne s'associera pas au mouvement engagé pour s'opposer au démantèlement de Renault-Billancourt. Sans nommer la centrale de la rue La Fayette, qui a lancé un appel aux autres syndicats de la Régie, F.O. assure qu'elle « ne participera pas à des actions concertées » et « déconseille la participation à ces actions ».

## ÉTRANGER

## Au Québec

Une grève provoque l'évacuation  
de sept mille ouvriers de la baie James

De notre correspondant

Montréal. — Pour la troisième fois en six ans, le gigantesque chantier hydro-électrique de la baie James, dans le nord du Québec, est touché par une grève qui pourrait paralyser les travaux pendant plusieurs mois. La firme nationale responsable de l'ensemble du chantier, la Société d'énergie de la baie James, a mis sur pied un véritable pont aérien qui, depuis le 11 août, a entrepris de ramener sept mille ouvriers à Montréal, à 1 000 kilomètres au sud. Environ douze mille cinq cents personnes travaillent à la construction des barrages, qui seront terminés en 1985 et exigent de gros investissements de 15 milliards de dollars.

Le conflit qui oppose les mille quatre cents employés des services de cantine à leurs employeurs a deux entreprises privées est à l'origine de la paralysie des quinze chantiers répartis sur l'immense territoire de la baie James. Estimant qu'il n'était plus possible d'assurer la nourriture des ouvriers, la Société d'énergie a décidé de ne maintenir sur place que le personnel affecté à l'entretien des installations, en particulier les six turbines déjà en service. Il semble cependant que les ouvriers travaillant sur certains chantiers ne seront pas « rapatriés » dans l'immédiat. Au total, cinq mille cinq cents personnes, y compris le personnel d'encadrement, devraient donc pouvoir poursuivre leur activité. L'établissement du pont aérien a été critiqué dans la presse, qui s'étonne de la brutalité de la

décision et du coût démesuré d'une telle opération (3 millions de dollars, dit l'opinion commune). Les représentants de la P.T.T. ont demandé l'augmentation des salaires des employés des chantiers. L'augmentation est d'autant plus grande que l'été correspond à la période de pointe pour ces chantiers situés à la hauteur du 55° parallèle. Un représentant de la Société d'énergie de la baie James a d'ailleurs indiqué que si le travail ne reprendrait pas avant la fin de septembre, au moment où le sol gèle, les activités ne pourraient pas recommencer avant le printemps 1981.

En 1974, les chantiers avaient été paralysés à la suite d'un conflit portant sur les pouvoirs exorbitants que s'était attribués un syndicat, la Fédération des travailleurs du Québec (F.T.Q.), aux dépens des autres syndicats. Des représentants de la P.T.T. avaient saisi des installations, provoquant des dégâts évalués à 35 millions de dollars. En 1979, une grève du bâtiment avait également provoqué l'évacuation de la plus grande partie des ouvriers.

Le conflit actuel survient au moment précis où le conseil du patronat du Québec publie des statistiques qui font de la province francophone la championne des grèves au niveau international, avec 3 111 journées pour mille personnes durant la période 1974-1979. L'Italie vient ensuite, mais loin derrière, avec 1 658 journées.

BERTRAND DE LA GRANGE.



## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. VIEILLIR : « La retraite à la carte », par Claude Legoux ; « Ne confondons pas ! », par Michel Colani ; « Ne jurons pas au « Troisième âge » ! », par Marie-Joëlle Hoffet.

### ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES  
— ETATS-UNIS : la fin de la convention démocrate.  
— CORÉE DU SUD : plus de 30 000 personnes ont été arrêtées depuis le début de la campagne de purification.  
4. AFRIQUE  
— ETHIOPIE : le conflit érythréen ne voit s'ébaucher ni victoire militaire ni règlement négocié.  
5. PROCHE-ORIENT  
— ITALIE : l'enquête sur l'attentat de Bologna : un néo-fasciste de 16 ans est placé en garde à vue.

### POLITIQUE

5. LES ACTIVITÉS DE L'EXTRÊME DROITE EN FRANCE :  
— Libre opinion : « Deux poids, deux mesures », par Jacques Nodin.  
— Mme Carli s'étonne de l'« impunité » dont bénéficient les terroristes.

### SOCIÉTÉ

6. RELIGION : la trentième anniversaire du dogme de l'Assomption.  
7. MÉDECINE.  
12. SPORTS.

### LOISIRS ET TOURISME

7. VACANCES EUROPÉENNES : l'Allemagne a une route pour les romanciers ; « Vu de chez eux » : « Mosquée », par Hans Herbert Holzner.  
8. MONTAGNE : « Le temps du monde fini commence », le point de vue d'Henri Agrest.  
9. MOTO : HIPPISSME, PLAISIRS DE LA TABLE, PHILATÉLIE.  
10. JEUX.

### CULTURE

11. FESTIVALS : les réjouissances de la Côte d'Opale.  
— MUSÉES : grève aux monuments historiques.  
— JAZZ.

### INFORMATIONS « SERVICES »

14. Les urgences du dimanche : météorologie ; Jeux.

### ÉCONOMIE

15. AFFAIRES : le retrait érotique de la Macif de Manufrance.  
— ÉTRANGER : au Québec, une grève provoque l'évacuation de 7 000 ouvriers de la Baie James.

### RADIO-TELEVISION (13)

Carnet (13) ; Journal officiel (14) ; Programmes spectacles (12) ; Loto (14) ; Mots croisés (10).

### En Irak

## CINQUANTE-NEUF ENFANTS MEURENT DANS L'INCENDIE D'UN CINÉMA

Bagdad (A.F.P.). — Cinquante-neuf enfants sont morts asphyxiés et quarante-cinq autres ont été blessés le jeudi 14 août au cours de l'incendie du cinéma Al-Balad, dans la banlieue de Bagdad.

Un porte-parole du ministère de l'Intérieur a indiqué que le nombre élevé des victimes est dû à la panique qui s'est emparée des spectateurs. L'incendie semble avoir été provoqué par un court-circuit.

Le numéro du « Monde » daté 15 août 1980 a été tiré à 472 350 exemplaires.

## RÉSIDENTS - CLUBS 3<sup>e</sup> AGE Spécialiste Côte d'Azur Cabinet INDEXA

52, av. Jean-Médard - 06000 NICE  
Tél. : (93) 80.98.31 (F.N.A.I.M.)

A B C D E F G

## LE CONFLIT DES MARINS-PÊCHEURS

### Le blocage des ports normands perturbe gravement le trafic des voyageurs sur la Manche

Les marins-pêcheurs continuaient ce vendredi 15 août à bloquer la plupart des ports normands. Le trafic étant interrompu à Dieppe, la S.N.C.F. ne peut assurer ses liaisons habituelles vers la Grande-Bretagne. Des milliers de plaisanciers n'ont pu sortir en mer, seul Cherbourg fonctionne normalement. Il a reçu en vingt-quatre heures sept car-ferries supplémentaires déviées du Havre ou de Dieppe.

Le barrage du port du Havre toujours en place laisse libres les accès au terminal pétrolier d'Antifer et à Rouen. Le jeudi 14 août vers midi un car-ferrie irlandais, « le Jagpar », a tenté de forcer le barrage du Havre en s'avançant sur les chalutiers qui bloquaient le chenal d'accès malgré l'intervention, quelques heures auparavant, de la marine nationale. Un bateau de Port-en-Bessin, le « Deconroy », a subi de graves avaries.

M. Joël Le Theule, ministre des transports,

### LE HAVRE : troisième port d'Europe, mais une position menacée

Le Havre. — S'il devait continuer, le blocage du troisième port d'Europe aurait des conséquences graves, disproportionnées avec le relèvement de 5 ou 6 centimes de la subvention versée pour le prix du litre de gasoil que demandent les armateurs à la pêche.

Conséquences juridiques d'abord, car les autorités françaises sont tenues d'assurer non seulement la sécurité des navires de toutes nationalités qui fréquentent les bassins du port, mais aussi la liberté de navigation et d'accès.

Conséquences financières, car, si la tonne de pétrole rapporte à l'ensemble de la communauté portuaire (en comptant la valeur ajoutée à tous les stades de la manutention) 54 F, celle de charbon représente 15 F, celle de marchandises transportées en conteneurs 35 F à 40 F et chaque automobile expédiée ou importée, 55 F.

Conséquences commerciales enfin : Le Havre a vu son trafic total progresser de 15 % l'année dernière, atteignant 88 millions de tonnes. Et ce n'est pas sans une légitime fierté que M. Jacques Dubois, directeur du port, peut noter que « la marge nette d'autofinancement a atteint 100 millions de francs en 1979 » et qu'« elle sera vraisemblablement encore de 90 millions de francs en 1980 ».

Des perturbations prolongées au Havre auraient des conséquences d'autant plus dommageables que les autorités portuaires sont engagées dans une bataille difficile pour récupérer les trafics qui sont originaires ou destinés à la France, mais qui passent par Anvers, Gand ou Rotterdam, les « bêtes noires » du Havre et de Dunkerque. On estime que le port du Havre perd plus de 3 millions de tonnes de trafic de marchandises générales (pétrole, charbon, céréales non comestibles, qui sont les marchandises les plus riches). Manque à gagner : plusieurs dizaines de millions de francs et l'équivalent de quelque cent cinquante emplois.

C'est précisément pour enrayer les phénomènes d'évasion du trafic

### DEAUVILLE : mille plaisanciers « otages »

De notre envoyé spécial

Deauville. — Ils étaient huit chalutiers, dont un gros venu tout exprès de Port-en-Bessin, pour bloquer l'entrée du port de plaisance de Deauville. En signe de solidarité avec ceux de Boulogne ? Pas seulement.

« Un petit bateau comme celui-là, assure le patron de la Française, consomme plus d'un million de francs anciens de gasoil par mois. C'est vous dire s'il faut en ramener du poisson, au prix où on nous l'achète. Et je ne compte pas les taxes, les charges sociales, l'entretien... » Au retour, un mail-son bénéficie à partager entre les membres de l'équipage. « On ne peut plus tenir ! » C'est la grève.

Les plaisanciers, eux, ne comprennent pas. Ils sont un millier environ à Deauville, autour des Parisiens, qui trouvent dans le vieux port, qui jouxte Trouville, ou le tout nouveau, bâti à leur image et à leurs goûts, un havre proche de la capitale. Ils ne comprennent pas et apprécient mal les initiatives des pêcheurs. Certains vont même jusqu'à croire que tout ce qui est dirigé contre eux, bloqués qu'ils sont depuis le mercredi 13 août au milieu de matinée, « fait comme des rats ». « Nous sommes en vacances, disent-ils, et nous voulons profiter de ces fabuleux jours. » On ne comprend plus les allusions, les vexations et les injures. De part et d'autre. Un yachtsman, élégant et philosophe, laisse tomber d'une voix basse : « C'est comme les grèves d'E.D.F. et du métro. Ça nous embête, mais on les comprend. Il est apparemment le seul de son avis.

C. G.

### De notre envoyé spécial

commercial que les autorités du port du Havre ont demandé au ministre des transports la possibilité de lancer la première tranche d'investissements du terminal de marchandises en vase clos. S'agit-il d'abord d'accueillir les grands navires charbonniers de 220 000 tonnes ou, profitant des installations et des terres-pleins aménagés, d'accroître les capacités d'importation des aliments du bétail sans causer de préjudice aux ports de taille moyenne de la façade atlantique. Le projet est d'importance surtout dans un budget général des ports maritimes qui sera de rigueur, mais M. Dubois ne dit pas que les investisseurs privés seront intéressés par ce qui apparaît déjà comme une « bonne affaire ».

On avait jusqu'à maintenant l'habi-

tude de relever quatre handicaps des ports français dans la concurrence internationale : un coût de transit relativement élevé, une politique commerciale mal connue à l'étranger, un réseau de lignes régulières notamment pour les grands navires porte-conteneurs (il n'aurait pas été développé, enfin une médiocre fiabilité à cause des conflits sociaux chroniques. Ces faiblesses, y compris la dernière (1980 n'a pas été une année chaude jusqu'à ce jour chez les dockers) sont en train de se résorber. Il ne faudrait pas que les conflits auxquels les ports sont complétement étrangers, comme celui de 1974, elle était alors à 7 centimes, à nouveau le doute dans l'esprit des armateurs internationaux.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Le Havre est le premier port français pour le trafic par conteneur, mais le cinquième d'Europe.

### PORT-EN-BESSIN : les paysans de la mer

De notre correspondant

Casem. — A Port-en-Bessin, système de France pour la pêche artisanale, les marins ont mis soc à terre pour un temps indéterminé. La solidarité a joué à fond, les bateaux sont aussitôt rentrés des lieux de pêche, d'une pêche catastrophique cet été, après des ours au plus bas. Réaménagés à la part, les marins sont, dans certains cas, contraints de participer aux pertes pour que leur navire puisse reprendre la mer. Les marins dévalorisés ont touché 250 à 500 francs par mois de huit jours. Pour ceux qui ne font pas la pêche, les récoltes dans les fonds de plus en plus durs à travailler, en prenant chaque fois davantage de risques.

S'adapter ? Port-en-Bessin a

fait l'effort depuis six ans : infrastructures modernes, modernisées, plus de deux milliards de centimes pour le renouvellement de la flotte, cinquante bateaux au total. Mais, pour un des plus récents achats de vingt-cinq mètres, les charges ont dépassé cette année de 22,14 % les provisions établies sur la base de l'année 1977. Résultat : un déficit de 187 627 francs, après.

Pour l'ensemble de la flotte, les charges se sont accrues de 25 à 30 % et les prix à la criée de 10 à 11 % seulement. Le décrochage n'est plus supportable. Beaucoup d'armements sont en situation de dépôt de bilan.

D. M.

### UN CARBURANT PLUS CHER MAIS DÉTAXÉ ET SUBVENTIONNÉ

En cinq ans, d'août 1975 à août 1980, le coût du carburant pour les bateaux de pêche a augmenté de 64 %, multiplié par trois. Plus de 200 % d'augmentation. Voilà qui suffit à expliquer les difficultés de la pêche non seulement française mais européenne.

Les pêcheurs anglais, italiens ou danois sont logés à la même enseigne que ceux de Normandie ou de Bretagne. De ce point de vue, les Français sont même plutôt favorisés. Si l'on compare le prix du carburant livré aux pêcheurs en unité de consommation, on constate qu'en août 1980 il est de 245 au Royaume-Uni, de 225 en Italie et de 211 en France.

Certes, il faut déduire de ces chiffres l'aide apportée par certains gouvernements. C'est le cas en France et en Italie, où elle est plus importante que chez nous mais elle n'est pas donnée à tout le monde. La Grande-Bretagne vient ainsi de décider un plan d'aide à la pêche, mais ses modalités ne sont pas entièrement connues. De toute façon, et M. Le Theule ne manque pas de le rappeler, la commission de Bruxelles voit d'un très mauvais œil cette aide directe au carburant, préjudiciable à un fonctionnement harmonieux de la concurrence européenne.

Ru France, en tout cas, contrairement à ce que pourraient laisser croire les revendications des marins-pêcheurs, reprises volontiers par certains hommes politiques, comme par exemple le maire de La Rochelle, la gasoil destinée à la pêche est manifestement détaxée. Il ne supporte ni T.V.A. ni taxes antérieures, 90a puis est taxé, en fonction du coût de revient, par le comité professionnel de pêche, émanation des compagnies pétrolières, contrôlé par le ministère de l'Industrie. Il varie légèrement d'un port à

l'autre, compte tenu des frais de distribution. Il est actuellement, à Port-en-Bessin, de 1,2281 F le litre. De ce chiffre il faut déduire l'aide de l'Etat. Celle-ci a été décidée après le choc pétrolier de 1974. Elle était alors de 7 centimes. En 1978, après un précédent mouvement des marins-pêcheurs, M. Chirac, alors premier ministre, l'a fait passer à 15 centimes. Puis, en 1977, elle a été ramenée à 10,5 centimes. Depuis, elle n'a pas varié en valeur absolue, c'est-à-dire qu'elle a relativement augmenté de 50 %, fortement diminué.

Mais la politique du ministère des transports est claire. Il estime que « l'augmentation du coût du combustible constitue pour aujourd'hui une donnée fondamentale et irréversible des rapports économiques mondiaux à laquelle les entreprises doivent s'adapter de façon technique qui se trouvent à leur disposition. L'aide apportée par le contribuable ne peut donc être donnée qu'en esprit de dégrèvement et transitoire pendant la durée d'adaptation nécessaire ».

D'autant que les pêcheurs sont manifestement les seuls à bénéficier d'une telle assistance. Il existe bien une « essence verte » pour les agriculteurs. Mais ceux-ci paient leur gasoil au prix normal. Or la plupart des moteurs qu'ils utilisent fonctionnent au diesel et non pas à l'essence.

Il reste que la part du combustible dans les charges d'exploitation des navires a considérablement augmenté. Pour un chalutier de 1 600 à 2 000 chevaux, comme ceux utilisés à Boulogne, elle est passée de 11,75 % en 1974, à 12,31 % en 1977, à 13,32 % en 1979 et à 24 % en 1980. Pour les bateaux de Port-en-Bessin, elle était de 11 % en 1974, elle est maintenant de 23 %. Cela suffit à expliquer la grève actuelle.

THIERRY BRÉHIER.

## Au Suriname

### Le président Johan Ferrier a été destitué par l'armée

Le président du Suriname, M. Johan Ferrier, a donné sa démission le mercredi 13 août à la demande de l'armée, a annoncé jeudi l'agence locale de presse. Il a été remplacé par M. Henk Chin Sen, qui avait été choisi comme premier ministre le 15 mars par le Conseil national militaire formé au lendemain du coup d'Etat du 25 février. M. Johan Ferrier occupait la présidence depuis l'indépendance du pays, en novembre 1975. Resté en place lors du coup d'Etat, il avait récemment accordé sa pression sur M. Chin Sen et sur le Conseil militaire pour qu'ils rendent au Parlement ses pouvoirs, notamment dans le domaine budgétaire.

En annonçant qu'il assumerait les fonctions présidentielles, M. Chin Sen a fait état de menaces de coup d'Etat de droite et de gauche et dénoncé la corruption persistante et la stagnation économique.

Le chef de l'état-major, M. Bouterse, a proclamé l'état d'urgence et annoncé l'instauration d'un couvre-feu. La Constitution a été suspendue, le Parlement dissous. L'aéroport de Paramaribo est fermé à tout trafic. Selon la radio surinamaïse, l'ancien chef du Conseil national militaire, le sergent Bedressin Sital, aurait été arrêté.

La prise des pleins pouvoirs par les militaires et le renvoi du président Ferrier, dernier symbole de l'ancienne autorité coloniale des Pays-Bas, sont survenus après six mois d'hésitations et de contradictions. Au début, les jeunes sergents, conscients de leur manque d'expérience politique et fort influencés par les traditions constitutionnalistes hollandaises, n'avaient pas osé modifier les structures de l'Etat, dont M. Ferrier était le défenseur le plus farouche.

Certains sympathiques de gauche de certains militaires furent contre-carrés par le président, qui avait, au mois de mars, refusé la nomination de M. Ridy Bruma, fondateur de la gauche surinamaïenne, comme premier ministre. L'insistance d'un Parlement paralysé depuis des années par ses divisions en une multitude de factions et l'égalité de forces entre deux grands blocs avait amené le sergent major Dayal Bouterse, trentenaire aux yeux de l'état-major, à l'armée et homme fort du régime, à demander la dissolution de cette institution, qu'il qualifiait de « trouille aréologique ».

C'est un conflit entre le Conseil national militaire et M. Ferrier sur le budget national, qui devait être approuvé par le Parlement qui a provoqué finalement le renversement du président.

Siens que le régime ait montré une certaine amitié envers les gouvernements progressistes de Grenade et du Nicaragua (le sergent Sital avait assisté comme président du conseil militaire aux célébrations marquant le renversement du régime santomien).

Managua, le 19 juillet), il est encore difficile de l'identifier idéologiquement.

Le Conseil militaire avait nommé en avril un conseil de « sages » formé d'hommes de gauche pour l'assister, mais aucune mesure véritablement radicale n'avait encore été adoptée.

Le conflit entre militaires et civils au pouvoir avait empiré depuis la visite de M. Jan de Koning, ministre hollandais de la coopération, à Paramaribo le mois dernier. Les militaires avaient alors rompu les conversations sur les 1 800 millions de dollars d'aide octroyée par les Pays-Bas au moment de l'indépendance en 1975.

Depuis un mois, des querelles avaient surgi au sein même du Conseil militaire et huit de ses membres sur neuf avaient été remplacés. Son nouveau président, le sergent Mijns, trente-deux ans, est considéré comme un homme de gauche.

C'est au point culminant de ce conflit que M. Olivier Stirn, ministre d'Etat aux affaires étrangères, avait fait une visite à Paramaribo à la fin de juillet. Les conversations avaient porté sur l'accord conclu en août 1977 entre l'ancien premier ministre, M. Henk Arron et la France, au terme duquel le Suriname devait renoncer à 3 225 kilomètres carrés de territoire amazonique qu'il disputait à la Guyane française, moyennant 120 millions de dollars de crédits français (le Monde du 7 mai 1980). Cet accord, qui attend toujours sa ratification, avait été dénoncé au moment de sa signature par l'opposition de gauche.

GREG CHAMBERLAIN.



La République de Suriname (ancienne Guyane néerlandaise) — aussi orthographiée Surinam — a une superficie de 163 900 kilomètres carrés et une population de 450 000 habitants. Ce territoire a été colonisé par les Pays-Bas en 1667, qui en ont confié la souveraineté à la Compagnie néerlandaise des Indes occidentales en 1682. On y fit venir des esclaves africains, puis, après l'abolition de l'esclavage en 1863, des travailleurs asiatiques sous contrat.

La nationalité de la population est aujourd'hui d'origine asiatique (Inde, Indonésie, Malaisie). On compte un tiers de métis et des communautés d'origine africaine et européenne.

Le produit intérieur brut de Suriname avoisine 350 millions de dollars. Les exportations de bauxite et d'alumine rapportent 90 % de devises du pays.

### Selon les estimations faites au mois d'août

## LA RÉCOLTE DE VIN SERA MOINS BONNE QUE L'AN PASSÉ

A moins d'une arrière-saison exceptionnelle, la campagne 1980-1981 ne devrait pas figurer parmi les grandes années dans les annales de la viticulture. Tout juste satisfaisante en quantité, très irrégulière d'une région à l'autre, et d'une qualité presque uniformément médiocre, telle s'annonce la prochaine récolte de vin française.

C'est du moins ce qui ressort des estimations recueillies au début du mois d'août, tant par le ministère de l'Agriculture que par les professionnels. Les pluies persistantes de juillet ont en effet considérablement assombri les espoirs des viticulteurs, qui prévoyaient en début d'été une récolte aussi exceptionnelle que la précédente, année « historique » en qualité comme en quantité : 84 millions d'hectolitres. En ce début d'août les estimations sont moins optimistes : 74,8 millions d'hectolitres selon le ministère, de 67 à 70 millions d'hectolitres selon les professionnels, soit une baisse de 10 à 20 % des quantités produites.

Ce n'est pas, tant s'en faut, catastrophique, ces chiffres restant supérieurs à la moyenne annuelle française. Mais, à cette production globalement honorable en volume s'ajoute aussi fort irrégulière d'une région à l'autre et surtout incertaine quant à la qualité. Les vendanges devraient être retardées de deux à trois semaines, et le vin, sauf si l'automne était exceptionnellement beau, devrait être, faute de soleil, pauvre en alcool.

Certaines régions parmi les plus

prestigieuses s'attendent à subir des préjudices supérieurs à la normale : c'est le cas du Bordelais, de l'Alsace et des Pays de la Loire qui prévoient des récoltes inférieures de 30 % à celles de l'an passé. En Champagne, la chute de production pourrait même atteindre, si rien ne change d'ici là, près de 50 %.

A l'inverse, les régions méridionales comme le Languedoc-Roussillon, l'ardèche, la Corse et la Provence devraient s'en tirer à moindre mal, les diminutions de récoltes ne devant pas y dépasser 5 à 10 %.

Un DC-10 de la compagnie National Airlines assurant la liaison Miami-San Juan (Porto Rico) a été détourné le jeudi 14 août sur Le Havre. L'appareil a pu repartir dans la nuit de jeudi à vendredi après que les deux pilotes de l'air se soient rendus aux autorités corses.

— (A.F.P.)

La « guerre » du billet de 100 000 lire n'a pas lieu en Italie. — Devant l'élection générale, le parquet de Catanzaro a annulé, le 14 août, l'ordonnance du juge Francesco Colicchia imposant des contrôles d'identité à quiconque voulait changer un « Manzoni » (couverture de 100 000 lire) (le Monde du 15 août). Le procureur général de Catanzaro s'estime que la publicité donnée à cette ordonnance, qui devait en principe rester secrète, allait à l'encontre du but recherché : éviter le « recyclage » de l'argent des rançons. — (A.F.P.)